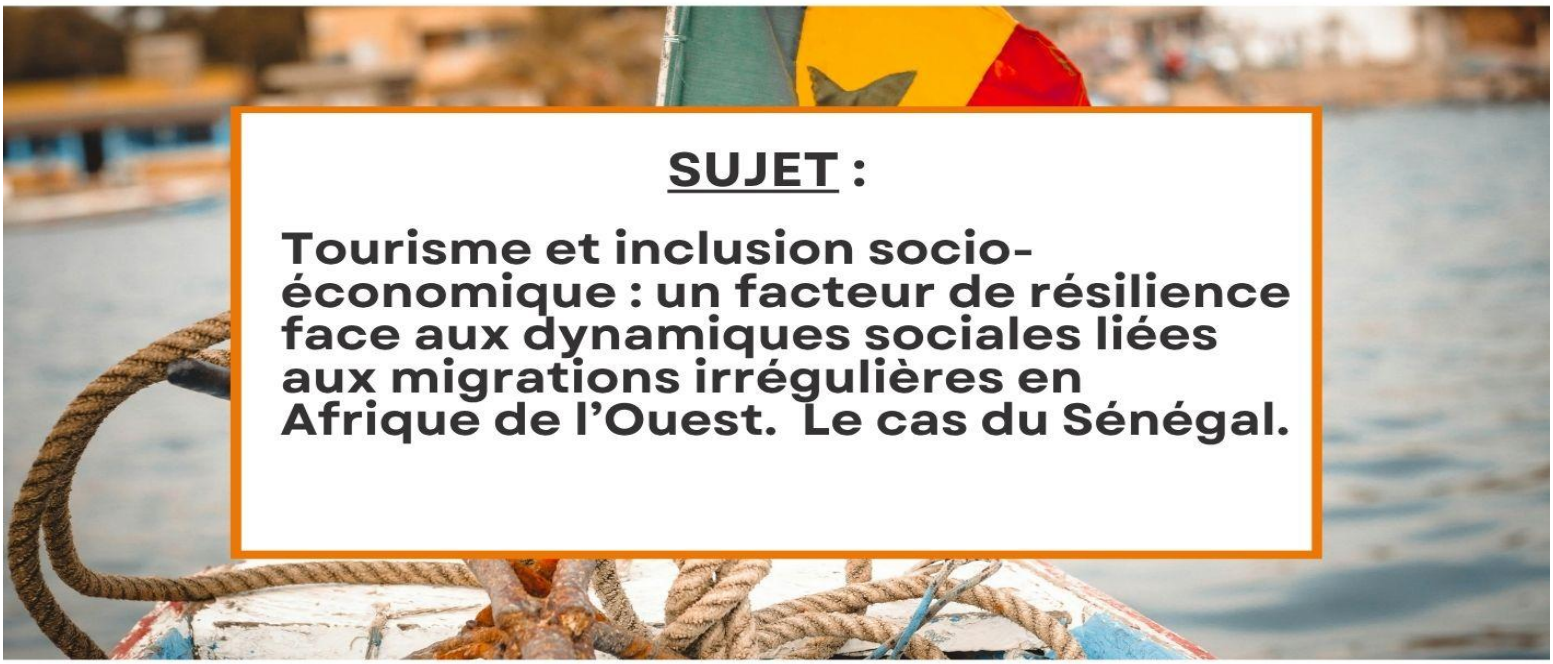
Audran Djougna ADIOYE
Ndeye Ngone BA

2025-2026

MASTER
Parcours Monde Africains

Mémoire De Fin D'études



SUJET :

Tourisme et inclusion socio-économique : un facteur de résilience face aux dynamiques sociales liées aux migrations irrégulières en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal.

PROFESSEUR ENCADREUR :
Sourou MEATCHI

UA ESTHUA
FACULTÉ DE TOURISME, CULTURE ET HOSPITALITÉ
UNIVERSITÉ D'ANGERS

institut national de tourisme
INTO
ESTHUA
Université d'Angers

TABLE DES MATIERES

Engagement de NON-PLAGIAT **4**
Remerciements **5**
Résumé **6**
ABSTRACT **7**
Introduction Générale **8**
Partie I : Revue de littérature et analyse des dynamiques migratoires **13**
Chapitre I : Dynamiques migratoires et vulnérabilités des jeunes en Afrique de l'Ouest 13
Introduction 13
1.Les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest et au Sénégal 14
2.Vulnérabilités territoriales et manque de perspectives 17
3.Regards critiques sur les travaux existants 21
Chapitre II : tourisme inclusif, inclusion socio-économique et développement territorial 23
1.Comprendre le tourisme inclusif 23
2. Le tourisme comme facteur de résilience territorial 29
3.Analyse critique des liens entre tourisme et migrations irrégulières 35
Partie II : Cadre théorique, modèle conceptuel et hypothèses de recherche **38**
Chapitre III : cadre théorique et conceptuel 38
1. La théorie des capabilités d'Amartya Sen 38
2. La théorie des perspectives de Kahneman et Tversky 44
3. Les approches économiques classiques de la migration 49
4.Construction du modèle conceptuel 52
5. Hypothèses de recherche 58
Partie III : Méthodologie et analyse empirique **61**
Chapitre IV : Méthodologie de recherche 61
Introduction 61
1. Choix méthodologique et posture de recherche 61
2. Présentation du terrain et de l'échantillon 62
3. Méthodes de collecte des données 63
4. Méthodes d'analyse des données 64
Chapitre V : Présentation et discussion des résultats 67
1. Perceptions des jeunes face à la migration 67
2. Perceptions des jeunes à l'égard du tourisme comme alternative 71
3. Analyse finale des hypothèses 79
4. Recommandations 83
Conclusion générale **87**

Bibliographie **90**
Sitographie **95**
Sommaire des annexes **96**
1.Questionnaire quantitatif.....97
2.Résultats du questionnaire 106
3.Guide d'entretien destiné aux jeunes 114
4.Guide d'entretien destiné aux jeunes professionnels et acteurs publics 115
5.Analyse thématique.....118
6.Fiches de lecture 119

ENGAGEMENT DE NON-PLAGIAT

Je soussigné, **Audran Djougna ADIOYE,** déclare être pleinement conscient que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiée sur toutes formes de support, numérique ou papier, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce mémoire.



ADIOYE Audran Djougna le 10 / 09 / 2026.

Je soussignée, **Ndeye Ngoné BA,** déclare être pleinement consciente que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiée sur toutes formes de support, numérique ou papier, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce mémoire.

BA Ndeye Ngoné le 10 / 09 / 2026.



REMERCIEMENTS

Nous voici à la fin de nos études par la réalisation de ce mémoire, il nous tient particulièrement à cœur de remercier toutes les personnes qui ont été présentes et qui nous ont accompagnées de près ou de loin tout au long de nos cursus universitaires.

Tout naturellement, nous souhaitons adresser nos sincères remerciements à Monsieur **MEATCHI Sourou**, notre directeur de mémoire : vous nous avez toujours accompagné pendant ces deux années d'études en répondant à nos questions, notamment sur la reformulation de notre sujet, l'élaboration de la problématique et le choix des théories. Vos conseils ont été très utiles pour nous et nous ont guidés tout au long de notre recherche.

Nous remercions aussi toutes les personnes qui nous ont aidé à partager notre questionnaire en ligne, à tous ceux qui ont pris le temps de répondre à ce questionnaire et à tous les jeunes du Sénégal qui ont accepté de répondre à nos questions. Vos différents points de vue sur les migrations irrégulières et le tourisme inclusif nous ont permis d'avoir des données et ainsi pouvoir tester nos hypothèses de recherche.
Merci également à tous les enseignants de l'ESTHUA pour toutes ces années où vous avez su nous partager vos connaissances. Grâce à vous, nous avons acquis des connaissances et des compétences solides dans le secteur du tourisme qui nous serviront tout au long de notre carrière.
A tous nos camarades et amis de promotion Master Tourisme Mondes Africains ainsi qu'aux anciens étudiants de la même formation, grâce à vous tous, cette formation pourra voir naître des spécialistes du tourisme Mondes Africains pour valoriser les richesses naturelles et culturelles du continent africain. Sans oublier aussi à nos familles de nous avoir permis d'accéder à cette formation.

Enfin, merci à nous deux : Audran Djougna ADIOYE et Ndeye Ngoné Ba pour cette aventure vécue ensemble, malgré les différends défis et obstacles, nous avons été résilients jusqu'à la fin. Ce mémoire marque notre amitié et notre intérêt pour le développement du tourisme africain. Nous pouvons être fière de notre travail, tout en espérant qu'un jour nous allons réaliser ensemble grâce à tout ce que nous avons appris un grand projet touristique au Sénégal.

RESUME

Ce travail de recherche analyse le rôle que peut jouer le tourisme et l'inclusion socio-économique dans la résilience des territoires et des individus touchés par le phénomène des migrations irrégulières notamment les territoires d'Afrique de l'Ouest en particulier le Sénégal. Il a pour but de comprendre les différents facteurs qui motivent les jeunes à migrer irrégulièrement et d'analyser le tourisme pour comprendre son importance dans le développement territoriale et dans l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Pour analyser tous ces aspects, la recherche s'est basée sur une revue de littérature scientifique en évoquant plusieurs théories pour avoir des bases solides et par la suite les confrontées par les différentes données recueillies. La récoltes de ces données s'est basée sur une méthodologie mixte qui regroupe, l'observation de terrain, la diffusion d'un questionnaire ciblé en ligne et la réalisation d'entretiens semi-directifs.

Les résultats obtenus ont mis en lumière l'importance du tourisme inclusif basé sur la coordination des différents acteurs, la création d'emplois durable pour les jeunes et la valorisation des ressources territoriales dans la réduction des vulnérabilités de ces territoires caractérisées par les causes migratoires.

ABSTRACT

This research study analyzes the role that tourism and socioeconomic inclusion can play in the resilience of regions and individuals affected by irregular migration, particularly in West Africa, and specifically in Senegal. Its aim is to understand the various factors that motivate young people to migrate irregularly and to analyze tourism to understand its importance in regional development and in improving the living conditions of vulnerable populations. To analyze all these aspects, the research was based on a review of the scientific literature, drawing on several theories to establish a solid foundation and subsequently testing them against the various data collected. Data collection relied on a mixed-methods approach that combined field observation, the distribution of a targeted online questionnaire, and the conduct of semi-structured interviews.

The results highlighted the importance of inclusive tourism based on coordination among various stakeholders, the creation of sustainable jobs for young people, and the promotion of local resources in reducing vulnerabilities in these regions characterized by factors driving migration.

INTRODUCTION GENERALE

À l'heure actuelle, les migrations internationales s'imposent comme l'un des faits sociaux les plus saillants de la mondialisation. Elles révèlent l'ampleur des recompositions économiques, sociales et territoriales qui traversent les sociétés partout dans le monde. Comme le rappelle Kanté « le phénomène des migrations internationales, en particulier sous sa forme irrégulière, constitue l'un des grands défis de notre époque. Ces migrations qui traversent les frontières bouleversent les équilibres économiques, sociaux et culturels, tout en interrogeant sur les relations internationales » (Kanté, 2025). En franchissant les frontières étatiques, ces circulations humaines mettent à l'épreuve les politiques publiques, orientent les choix de développement et influencent les relations internationales.

En Afrique de l'Ouest, la mobilité occupe une place structurante dans les dynamiques régionales. Longtemps dominées par des déplacements internes et transfrontaliers, les trajectoires migratoires ouest-africaines se sont progressivement redirigées vers les pays du Nord, en particulier l'Europe. Cette évolution s'est accentuée au cours des dernières décennies sous l'effet combiné des inégalités de développement, des mutations économiques et des aspirations des populations.

Le Sénégal illustre pleinement cette dynamique. Traditionnellement marqué par l'émigration internationale, le pays fait face depuis plusieurs années à une hausse des départs irréguliers, surtout parmi les jeunes. Ngom souligne à ce propos que « la problématique des migrations irrégulières continue de faire la une de l'actualité au Sénégal en particulier et dans nombre de pays africains en général au regard des nombreuses tentatives, quelque peu désespérées, de candidat à la migration » (Ngom, 2024.).

Devant la montée des traversées clandestines, les autorités sénégalaises ont renforcé les dispositifs de contrôle et de surveillance le long du littoral. Les interventions de la Marine nationale montrent une intensification de la lutte contre les départs vers l'Europe. Comme le souligne Seydou Kanté :

En 2024 la Marine nationale a réussi à intercepter plus de 2 500 personnes tentant de rejoindre les Îles Canaries par l'Atlantique. Parmi les interventions significatives des premiers mois de 2024 citons le 11 février 2024, les 85 migrants, principalement sénégalais, secourus à 100 km au sud de Dakar. Deux semaines plus tard, le 26 février 2024, le patrouilleur sénégalais Walo a intercepté 154 migrants, dont 5 femmes et un mineur, originaires du Sénégal et d'autres pays de la sous-région. (Kanté, 2025).

Ce problème est complexe, car il peut être exploré sous divers angles : économique, social, culturel ou politique. Les études menées sur les pays de départ ont mis en lumière les différents facteurs de ces migrations allant de la pauvreté, du manque d'emploi, des difficultés d'obtention de visa jusqu'au problème de gouvernance de la part des Etats. C'est dans ce contexte que Ngom affirme dans son article[1] « La pauvreté est ainsi identifiée comme l'un des éléments déterminants de la direction, du volume et de la composition des flux migratoires et est clairement, comme ailleurs dans le monde, l'un des principaux déterminants des migrations clandestines » (Ngom, 2017).

Les facteurs clés de ce phénomène migratoire sont nombreux et variés. Ces réalités sont encore plus récurrentes dans certaines zones reculées du Sénégal. Dans ces zones rurales les jeunes se livrent à des pratiques comme l'exode rural la plupart du temps, car les activités agricoles qui sont des activités économiques de ces zones sont précaires et souvent les infrastructures de base restent insuffisantes. Cette vulnérabilité territoriale constitue des inégalités de développement entre les territoires caractérisés par le manque d'emplois, le chômage, la pauvreté et l'absence d'opportunités économiques mais aussi un déséquilibre économique entre les territoires de départ et ceux de destination. Ainsi, les territoires les plus vulnérables deviennent progressivement des zones de départ migratoire, où l'absence de perspectives économiques alimente les projets de migrations irrégulières vers l'Europe.

Au-delà de ces difficultés économiques, les réseaux sociaux et les récits migratoires ont également un impact sur les migrations irrégulières, en alimentant l'imagination de réussite dans les pays du Nord chez de nombreux jeunes. Le départ vers l'Europe est perçu par les jeunes comme une stratégie de réussite économique. C'est dans ce contexte que les chercheurs Sylla, Ba et Ngom affirment que :

[1] Ngom, (2020) Les tentatives d'émigration par la mer des jeunes sénégalais de Casamance

Les réseaux sociaux numériques, en particulier, jouent un rôle crucial en permettant aux migrants de maintenir des liens transnationaux avec leurs communautés d'origine. Ils influencent à plusieurs égards les projets migratoires des jeunes Africains. En partageant des photos, des vidéos et des récits de vie à l'étranger, certains émigrés par exemple construisent une image positive de la migration, souvent perçue comme un moyen d'accéder à de meilleures opportunités économiques ou sociales. Ces publications façonnent les perceptions et suscitent l'envie de départ chez leurs compatriotes, d'autant plus que ces récits opacifient parfois les défis et obstacles rencontrés. (Sylla et al., s. d. 2025).

Cette dynamique entraîne cependant des conséquences économiques et sociales majeures : pertes humaines en mer, dépeuplement des territoires ruraux, fuites des cerveaux et fragilisation de l'économie locale.

Dans ce contexte, le développement local apparait comme une alternative majeure pour limiter les facteurs de départ aux migrations irrégulières. Le tourisme et l'inclusion socio-économique représentent ainsi un levier potentiel de création d'emplois, d'insertion des jeunes et de valorisation des ressources territoriales.

Les zones de départ aux migrations irrégulières sont des zones qui disposent de grandes potentialités touristiques capable de créer des emplois directs et indirects, de diversifier l'économie et de réduire la vulnérabilité territoriale. C'est l'exemple de la Casamance[2], une région qui fait partie des zones de départ aux migrations et qui dispose d'une grande richesse touristique. Comme le souligne Annie Ouellet : « le tourisme intégré est décrit comme une forme de tourisme permettant de valoriser les ressources économiques, sociales, culturelles, naturelles et humaines des régions d'accueil » (Ouellet, 2024). Cette approche met en évidence le rôle du tourisme dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales et dans la réduction des vulnérabilités territoriales. Le tourisme basé sur l'inclusion des communautés d'accueil favorise la résilience des territoires vulnérables notamment sur la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie. C'est ainsi que Bocoum affirme « le tourisme rural intégré est en quelque sorte un facteur de résilience pour les territoires enclavés. En effet, ce village a pu se doter de pirogues pour permettre à la population de rallier la ville de Ziguinchor sans contraintes majeures » (Bocoum, 2024).

Ainsi, le tourisme sénégalais est source de croissance économique favorisant ainsi un développement inclusif. Il impact de manière positive sur la croissance économique

[2] La Casamance est une région située au sud du Sénégal et qui est séparée du reste du pays par l'enclave gambienne

du Sénégal car il génère beaucoup de revenus. C'est dans ce sens que Balde, Gueye et Ndoye affirment qu'au Sénégal « le tourisme pèse près de 6,7% du PIB en 2017, au même titre que le secteur agricole et crée, à la même année, plus de 30.000 emplois directs et 70.000 indirects » (Balde et al., 2020).
Cependant, l'intérêt scientifique et social de cette recherche réside donc dans la compréhension des liens entre migrations irrégulières, vulnérabilités territoriales et stratégies de développement local.

La question directrice de cette recherche est la suivante **: comment peut-on réinventer le tourisme grâce à l'inclusion socio-économique et ainsi transformer les crises migratoires en opportunité ?**
Au-delà de la dimension académique, ce mémoire vise à analyser le rôle du tourisme et de l'inclusion socio-économique dans la réduction des facteurs des migrations irrégulières des jeunes sénégalais. Il a aussi pour but de favoriser l'innovation dans la recherche en tourisme en proposant des initiatives peu documentées sur ce sujet.

Pour y répondre, plusieurs objectifs ont été fixés. Il s'agit d'abord d'identifier les principaux facteurs qui nourrissent les migrations irrégulières dans les territoires étudiés. Il s'agit ensuite d'analyser l'influence du tourisme inclusif sur les opportunités économiques locales et sur les conditions d'insertion des jeunes. Enfin, la recherche vise à apprécier le potentiel du tourisme inclusif en tant qu'outil de résilience territoriale face aux dynamiques migratoires.
La démarche retenue de cette recherche est mixte, regroupant les entretiens semi-directifs, le questionnaire en ligne et l'observation. Le travail de terrain a été conduit en Casamance auprès de divers acteurs locaux et jeunes. Quatorze entretiens semi-directifs ont été menés auprès de jeunes, de professionnels du tourisme, de responsables associatifs et d'acteurs institutionnels engagés dans le développement territorial. Ces entretiens ont été complétés par un questionnaire en ligne et des observations de terrain afin de saisir plus finement les réalités socio-économiques locales.
Ainsi, pour une meilleure analyse de notre sujet, nous avons divisé le mémoire en trois grandes parties. La première présente une revue de littérature et examine à la fois les dynamiques migratoires et les concepts liés au tourisme inclusif. La deuxième expose le cadre théorique, le modèle conceptuel et les hypothèses de recherche. Enfin, la

troisième détaille la méthodologie, présente les résultats du terrain et discute les principaux enseignements tirés de l'étude.

PARTIE I : REVUE DE LITTERATURE ET ANALYSE DES DYNAMIQUES MIGRATOIRES

Chapitre I : Dynamiques migratoires et vulnérabilités des jeunes en Afrique de l'Ouest

Introduction

Aujourd'hui, les migrations comptent parmi les phénomènes qui façonnent le plus les sociétés contemporaines. Elles influencent en profondeur les dynamiques démographiques, économiques, sociales et spatiales, aussi bien dans les territoires de départ que dans les espaces d'accueil. Si la circulation des populations accompagne l'histoire humaine depuis toujours, ses formes actuelles s'inscrivent dans un contexte de mondialisation, d'accroissement des inégalités de développement et d'intensification des échanges à l'échelle internationale.

En Afrique de l'Ouest, la mobilité joue un rôle central dans les stratégies d'adaptation face aux transformations économiques et sociales. Elle sert à la fois de levier de diversification des revenus, de support de solidarité familiale et de voie possible d'ascension sociale. Cependant, l'évolution récente des politiques migratoires internationales, conjuguée à la persistance des difficultés socioéconomiques dans plusieurs pays de la région, a favorisé l'essor de nouvelles formes de mobilité, parmi lesquelles les migrations irrégulières prennent une place croissante.

Le Sénégal illustre clairement cette dynamique. Pays historiquement marqué par l'émigration, il enregistre depuis plusieurs décennies une intensification des départs vers l'Europe. Ce mouvement concerne surtout les jeunes, qui voient dans la migration une réponse aux obstacles d'insertion professionnelle et au manque de perspectives économiques. Dans certaines régions, comme la Casamance, les fragilités territoriales et les disparités de développement tendent à amplifier ce phénomène.

Ce chapitre a pour objectif d'examiner les grandes caractéristiques des migrations en Afrique de l'Ouest et au Sénégal, d'analyser les facteurs qui orientent les projets migratoires des jeunes et de comprendre comment certaines vulnérabilités territoriales

participent à la construction des logiques de départ. Une attention particulière sera portée à la Casamance afin de mettre en évidence les spécificités du terrain étudié.

1.Les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest et au Sénégal

Dans l'espace ouest-africain, la migration s'inscrit de longue date au cœur des réalités sociales. Bien avant l'apparition des frontières modernes, les populations se déplaçaient régulièrement à travers de vastes territoires pour des raisons commerciales, agricoles, pastorales, religieuses ou familiales. Ces mobilités faisaient partie des modes de vie et contribuaient à l'organisation économique et sociale des espaces.

Les grands empires qui ont marqué l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, tels que le Ghana, le Mali ou le Songhaï, reposaient largement sur des réseaux de circulation des personnes et des marchandises. Pendant plusieurs siècles, les échanges transsahariens ont alimenté d'importants flux migratoires reliant différentes régions du continent.

La période coloniale a profondément reconfiguré ces dynamiques. Pour répondre à leurs objectifs économiques, les administrations coloniales ont redessiné les espaces de circulation. Les déplacements de main-d'œuvre vers les zones agricoles, les ports et les centres administratifs ont progressivement structuré de nouveaux réseaux migratoires dont certains traits subsistent aujourd'hui.

Après les indépendances, les circulations régionales sont demeurées particulièrement soutenues. Les populations ont continué à se déplacer entre les pays de la sous-région pour saisir des opportunités économiques ou honorer des obligations familiales. Les organisations régionales, en particulier la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont d'ailleurs encouragé cette mobilité en promouvant la libre circulation des personnes au sein de l'espace communautaire.

Contrairement à une idée souvent relayée dans les débats publics européens, la plupart des migrations africaines se déroulent à l'intérieur du continent. Comme l'ont montré (Beauchemin & Lessault, 2014), la majorité des migrants ouest-africains s'établissent dans un autre pays africain plutôt qu'en Europe. Les auteurs soulignent que les mobilités africaines sont fréquemment lues au prisme des arrivées en Europe, alors que l'essentiel des déplacements se fait au sein même de l'Afrique. Ce constat invite à nuancer des discours politiques qui tendent à privilégier une approche essentiellement sécuritaire.

Depuis les années 1980, toutefois, plusieurs évolutions économiques et géopolitiques ont renforcé l'attractivité des destinations européennes. L'accentuation des écarts de développement entre le Nord et le Sud, la succession de crises économiques et la diffusion des technologies de communication à l'échelle mondiale ont alimenté les aspirations migratoires de nombreux Africains.

Dans ce contexte, la migration internationale est devenue un élément central des stratégies économiques familiales. Pour bien des ménages, le départ d'un membre de la famille représente une opportunité d'améliorer les conditions de vie grâce aux transferts financiers envoyés depuis l'étranger.

Le Sénégal s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Depuis plusieurs décennies, l'émigration y constitue un fait majeur de la vie économique et sociale. Dès les années 1960, de nombreux Sénégalais partent en France pour répondre aux besoins de main-d'œuvre liés à la reconstruction et à la croissance d'après-guerre. Cette première vague a facilité la mise en place de réseaux communautaires qui ont, par la suite, favorisé l'installation de nouveaux migrants.

À partir des années 1980, les destinations se diversifient. L'Italie, l'Espagne, les États-Unis et certains pays du Golfe deviennent progressivement des pôles d'attraction importants pour les migrants sénégalais. Cette diversification met en évidence la capacité des réseaux migratoires à s'adapter aux transformations économiques et politiques des espaces de destination.

Les migrations internationales occupent aujourd'hui une place centrale dans l'économie sénégalaise. Les envois de fonds effectués par les migrants constituent une ressource essentielle pour de nombreux foyers. Ils soutiennent les dépenses courantes, l'éducation, la santé et divers investissements. Dans plusieurs zones, ces apports transforment concrètement les espaces urbains et ruraux par la construction de logements, l'essor de petites entreprises et le financement d'équipements collectifs.

Cependant, l'impact économique de la migration ne doit pas occulter ses dimensions sociales et symboliques. Dans de nombreuses régions, partir à l'étranger est associé à une réussite personnelle. Les signes matériels de cette réussite nourrissent un imaginaire migratoire puissant, notamment chez les plus jeunes.

Cette valorisation s'est amplifiée avec la généralisation des réseaux sociaux numériques. Des plateformes comme Facebook, TikTok, Instagram ou WhatsApp offrent aux migrants la possibilité de publier instantanément des images de leur vie à l'étranger. Les contenus partagés mettent souvent en lumière les aspects les plus

flatteurs de l'expérience migratoire et contribuent à façonner les perceptions collectives.

Selon (Sylla et al., s. d. 2025), les réseaux sociaux participent à la construction d'une représentation largement positive de la migration en diffusant des récits de réussite et des images valorisantes de la vie à l'extérieur. Les auteurs rappellent toutefois que ces mises en scène tendent à invisibiliser des réalités plus difficiles dans les pays d'accueil, comme la précarité professionnelle, les discriminations ou les contraintes administratives.

Le durcissement récent des politiques migratoires européennes a aussi pesé sur l'évolution des mobilités sénégalaises. Le resserrement des contrôles frontaliers, les restrictions accrues à l'obtention de visas et l'extension des dispositifs de surveillance ont progressivement réduit les possibilités de départ régulier.

Face à ces barrières, une partie des candidats à l'émigration s'oriente vers des trajets irréguliers. Les départs par voie maritime vers les îles Canaries en sont l'expression la plus visible. Organisées dans des conditions souvent très périlleuses, ces traversées traduisent la détermination de nombreux jeunes à mener à bien leur projet migratoire malgré des risques élevés.

L'adage « Barça ou Barsakh[3] », littéralement « Barcelone ou la mort », illustre l'intensité de cette volonté de partir. Il exprime à la fois l'espoir lié à la migration et le sentiment, pour certains, de ne disposer d'aucune alternative face aux difficultés persistantes de leur environnement.

Les données récentes confirment l'ampleur du phénomène. D'après Info Migrants[4], les autorités sénégalaises ont intercepté 5 192 personnes en 2024 alors qu'elles tentaient de quitter clandestinement les côtes pour rejoindre l'Europe par la mer. Ces chiffres montrent la persistance des dynamiques migratoires en dépit du renforcement des contrôles.

Il serait toutefois réducteur de considérer les migrations irrégulières uniquement sous l'angle sécuritaire ou du contrôle des frontières. Elles s'inscrivent dans des contextes territoriaux plus larges qui pèsent directement sur les décisions individuelles. Pour comprendre ce qui incite les jeunes à envisager le départ, il faut analyser les vulnérabilités économiques, sociales et territoriales auxquelles ils sont exposés.

[3] Un mot d'origine arabe repris en wolof qui désigne, dans la religion musulmane, le monde intermédiaire ou le purgatoire où l'âme séjourne entre la mort et le jugement dernier ; il est employé ici pour signifier **la mort** ou le péril en mer.
[4] Article publié par Clémence Cluzel, le 28/05/2025.

2.Vulnérabilités territoriales et manque de perspectives

Les migrations irrégulières des jeunes Sénégalais sont souvent reliées à la pauvreté ou au chômage. Si ces dimensions comptent, elles ne suffisent pas à rendre compte de la diversité des situations observées. Les recherches sur les mobilités africaines montrent que les projets migratoires résultent d'un enchaînement complexe de facteurs économiques, sociaux, culturels et territoriaux. Dans cette perspective, l'analyse des vulnérabilités territoriales apparaît particulièrement pertinente pour éclairer les logiques de départ.

La vulnérabilité territoriale renvoie à la capacité variable d'un territoire à offrir à ses habitants des conditions propices au développement économique et social. Elle se manifeste par l'accès plus ou moins aisé aux infrastructures, aux services publics, aux emplois et aux ressources économiques. Dans un pays marqué par de fortes disparités régionales, certains espaces sont plus exposés aux difficultés d'insertion professionnelle et à la précarité socioéconomique.
Au Sénégal, ces inégalités territoriales restent très visibles. La région de Dakar concentre une part élevée des investissements, des infrastructures et des activités économiques. Cette concentration dynamise la capitale mais creuse les écarts avec des régions périphériques. Plusieurs travaux soulignent que cette polarisation renforce les déséquilibres de développement et réduit les opportunités offertes aux populations éloignées des grands centres urbains.

Dans ces territoires, les difficultés économiques sont multiples. L'accès à l'emploi demeure restreint, les activités génératrices de revenus sont peu diversifiées et les chances de mobilité sociale paraissent limitées. Cette situation influence directement les stratégies adoptées par les ménages pour améliorer leurs conditions de vie. La migration devient alors une option crédible face à un environnement perçu comme peu favorable à l'épanouissement personnel et professionnel.

Cela ne signifie pas pour autant une absence totale de ressources. Beaucoup d'espaces disposent d'atouts naturels, culturels ou humains réels. Le problème réside souvent dans la difficulté à valoriser ces atouts et dans l'insuffisance des mécanismes capables de les convertir en opportunités économiques tangibles pour les habitants.

Cette distinction est essentielle pour comprendre pourquoi des territoires dotés d'un potentiel avéré continuent malgré tout d'alimenter des flux migratoires importants.

L'emploi constitue un axe majeur des analyses sur les mobilités des jeunes. À l'instar de nombreux pays d'Afrique, le Sénégal connaît une croissance démographique soutenue qui exerce une pression continue sur le marché du travail. Chaque année, des cohortes de jeunes entrent en activité alors que l'économie ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois pour les absorber. Cette situation complique l'insertion professionnelle et alimente un climat d'incertitude quant aux perspectives.

Les recherches de Ngom, confirment la place centrale des facteurs économiques dans les décisions de départ. Selon lui, « la pauvreté est ainsi identifiée comme l'un des éléments déterminants de la direction, du volume et de la composition des flux migratoires (OIM 2008), et est clairement, comme ailleurs dans le monde, l'un des principaux déterminants des migrations clandestines ». (Ngom, 2017). Cette idée est largement relayée par la littérature sur les migrations internationales. Les faibles revenus, l'accès restreint à l'emploi et l'instabilité économique figurent régulièrement parmi les raisons avancées par les candidats à l'émigration.
Pour autant, ramener la migration à un simple effet mécanique de la pauvreté serait réducteur. De nombreux travaux montrent que les migrants ne sont pas toujours les plus démunis. Le départ suppose fréquemment la mobilisation de ressources financières, de réseaux relationnels et de compétences organisationnelles. Dans bien des cas, migrer s'apparente davantage à un investissement tourné vers l'amélioration durable de la situation économique qu'à une réponse immédiate à la détresse.

Ce constat conduit à explorer les aspirations des jeunes et leur rapport au futur. Les difficultés ne concernent pas uniquement l'obtention d'un emploi, mais aussi la qualité des opportunités proposées. Une part importante des jeunes actifs exerce dans l'économie informelle, où les revenus sont bas, irréguliers et faiblement protégés. Cette vulnérabilité alimente un sentiment de précarité qui entrave la capacité à se projeter sur le long terme.

Par ailleurs, les transformations sociales et culturelles récentes ont profondément renouvelé les attentes. La généralisation de l'éducation, la diffusion rapide de l'information et l'essor des technologies numériques ont élargi les horizons. Les jeunes

visent une amélioration nette de leurs conditions de vie, une autonomie économique accrue et une reconnaissance sociale plus forte. Lorsque ces ambitions semblent inatteignables localement, la migration apparaît comme une option crédible.

Les dimensions sociales et symboliques jouent également un rôle décisif dans l'élaboration des projets migratoires. Au Sénégal, partir ne se réduit ni à un déplacement géographique ni à une stratégie de revenus. La migration s'inscrit dans des représentations collectives qui guident les trajectoires individuelles. Dans de nombreuses localités, le migrant est associé à la réussite. Les maisons construites grâce aux transferts, les investissements au village et l'aide financière aux familles confortent cette image positive.

Dans cette perspective, (Tandian, 2006) insiste sur l'ampleur de la dimension symbolique. Le départ vers l'étranger est perçu comme un moyen d'améliorer ses conditions de vie, mais aussi d'accéder à une reconnaissance sociale et à un statut valorisant au sein des communautés d'origine. Cette représentation soutient les aspirations migratoires d'une partie de la jeunesse, au-delà des motifs strictement économiques.

La famille occupe également une place déterminante dans ces dynamiques. Le projet de départ dépasse souvent l'initiative individuelle et s'inscrit dans une stratégie collective de diversification des ressources du ménage. Sans être toujours décisives, les attentes familiales influencent la manière dont les jeunes envisagent leur avenir et évaluent leurs possibilités de mobilité.

À ces logiques s'ajoute désormais l'influence croissante des réseaux sociaux numériques. Les plateformes permettent aux migrants d'entretenir des liens continus avec leurs communautés d'origine tout en diffusant des images de leur vie à l'étranger. Les travaux de Sylla, Ba et Ngom soulignent que ces outils participent activement à la construction de l'imaginaire migratoire contemporain, et que « certaines publications mettent davantage en avant les réussites que les difficultés rencontrées dans les pays de destination » (Sylla et al., s. d. 2025).

Cette sélection dans la mise en scène des expériences renforce l'attrait du départ. Exposés quotidiennement à des récits de réussite, les jeunes peuvent perdre de vue

certaines réalités plus complexes de l'installation à l'étranger. Il convient toutefois de rappeler qu'ils sont conscients des risques liés aux traversées maritimes, des obstacles administratifs et des situations de précarité dans les pays d'accueil. Ces périls sont néanmoins mis en regard des difficultés locales, ce qui conduit certains à considérer le départ comme une option acceptable malgré les incertitudes qui l'accompagnent.

L'examen des vulnérabilités territoriales et des dynamiques migratoires montre que les décisions de partir résultent rarement d'une cause isolée. Elles se construisent à la croisée de contraintes économiques, d'aspirations personnelles, d'influences sociales et de configurations territoriales particulières. Une telle lecture multidimensionnelle s'avère indispensable pour saisir les dynamiques à l'œuvre dans plusieurs régions du Sénégal, en particulier en Casamance, où persistent des fragilités structurelles tout en coexistant avec un fort potentiel de développement local. L'analyse de ce territoire offre ainsi l'occasion d'interroger la manière dont certaines ressources, notamment touristiques, peuvent favoriser l'inclusion socio-économique des populations et proposer de réelles alternatives aux logiques de départ.

3.Regards critiques sur les travaux existants

Les recherches portant sur les migrations internationales en Afrique de l'Ouest se sont fortement développées au cours des dernières décennies. Elles ont permis d'affiner la compréhension des multiples déterminants des mobilités humaines et de leurs effets économiques, sociaux et territoriaux. Les travaux consacrés au Sénégal soulignent en particulier la complexité des migrations irrégulières des jeunes, qui ne sauraient être attribuées à un seul facteur explicatif. Les travaux de (Ngom, 2017) mettent en lumière le rôle déterminant des difficultés économiques, de la pauvreté et de l'insuffisance d'opportunités dans les choix de départ. (Tandian, 2006) insiste de son côté sur la dimension sociale de la migration, qui dépasse largement la seule rationalité économique. Les projets migratoires se nourrissent aussi des représentations de la réussite, des attentes familiales et des aspirations des jeunes à améliorer leurs conditions de vie. Plus récemment, (Sylla et al., s. d.2025) soulignent l'influence croissante des réseaux sociaux numériques dans la formation de l'imaginaire migratoire, en diffusant récits et images susceptibles d'accroître l'attrait du départ vers l'étranger.

Ces contributions offrent une compréhension riche des facteurs explicatifs des migrations irrégulières et confirment le caractère multidimensionnel des décisions de mobilité, en mobilisant des perspectives économiques, sociologiques et territoriales. L'examen de cette littérature met toutefois en évidence des limites qui appellent des approfondissements.

Premièrement, une large part des études se focalise sur les causes des migrations irrégulières et sur leurs effets dans les territoires d'origine ou d'accueil. En revanche, les stratégies de développement susceptibles d'atténuer les moteurs des projets migratoires reçoivent une attention moindre. Autrement dit, les mécanismes capables d'inciter les jeunes à envisager leur avenir dans leur espace d'origine demeurent encore peu explorés.

Deuxièmement, les travaux relevant du développement territorial abordent rarement le tourisme comme un véritable levier d'inclusion socio-économique. Lorsqu'il est étudié, il l'est souvent sous l'angle des retombées économiques ou de l'attractivité des territoires. Les impacts potentiels d'un tourisme fondé sur la participation des

communautés locales, la création d'emplois et le renforcement des capacités des jeunes restent insuffisamment documentés.
Cette remarque prend un relief particulier en Casamance. Les recherches menées sur cette région se concentrent surtout sur les conséquences du conflit, le développement agricole, la consolidation de la paix ou les phénomènes migratoires. En revanche, peu d'études analysent de manière approfondie les liens entre tourisme inclusif, inclusion socio-économique des jeunes et réduction des facteurs des migrations irrégulières. Pourtant, la Casamance dispose d'un patrimoine naturel, culturel et humain susceptible de devenir un levier majeur de développement territorial.

La présente recherche s'inscrit précisément dans cette optique. Sans contester les apports existants, elle propose de les enrichir en articulant les études migratoires, les travaux sur le tourisme inclusif et les approches du développement territorial. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure le tourisme, conçu comme outil d'inclusion socio-économique, peut renforcer les capacités des jeunes, ouvrir de nouvelles perspectives d'insertion professionnelle et, à plus long terme, réduire certaines vulnérabilités à l'origine des projets de migration irrégulière.
Ce mémoire entend ainsi apporter une contribution originale à la littérature en privilégiant une approche intégrée des relations entre migrations, développement territorial et tourisme inclusif. Cette démarche vise à éclairer les conditions de mobilisation des ressources locales pour promouvoir un développement plus inclusif et améliorer les perspectives des jeunes dans les territoires étudiés.

Les analyses présentées dans ce premier chapitre confirment que les migrations irrégulières des jeunes procèdent d'une interaction entre contraintes économiques, sociales et territoriales. Elles soulignent également la nécessité de dépasser une lecture limitée aux causes du départ afin d'identifier les leviers capables de proposer des alternatives durables dans les espaces d'origine. Parmi ces leviers, le tourisme inclusif apparaît comme une voie particulièrement pertinente dans des régions telles que la Casamance, où les ressources naturelles, culturelles et humaines restent encore sous-exploitées. Il importe dès lors d'examiner les fondements théoriques et les principes de cette forme de tourisme pour mieux saisir sa contribution potentielle à l'inclusion socio-économique des jeunes et au développement territorial.

Chapitre II : tourisme inclusif, inclusion socio-économique et développement territorial

1.Comprendre le tourisme inclusif

L'étude des dynamiques migratoires menée dans le chapitre précédent a souligné la nécessité de proposer des solutions capables d'élargir les perspectives offertes aux jeunes dans leurs territoires d'origine. Parmi les pistes envisagées, le tourisme inclusif occupe une place croissante dans les débats sur le développement territorial. En impliquant les communautés locales, en créant des emplois et en valorisant les ressources économiques, culturelles et environnementales, cette approche peut soutenir une croissance plus juste et plus durable.

Avant d'aborder le sujet du développement territorial, il est important de clarifier la notion de tourisme inclusif. En effet, ce terme est souvent utilisé pour parler de l'accueil des personnes en situation de handicap, mais aussi pour évoquer la notion d'accessibilité. C'est ainsi que les acteurs du tourisme durable affirment en leur termes que « nous pouvons aussi parler de tourisme inclusif ou de tourisme pour tous, pour qualifier de façon plus générale un tourisme qui profite au plus grand nombre, quels que soient les types de freins, et qui favorise la mixité des publics ». (*ATD, 2024*).
Cependant, dans ce mémoire le tourisme inclusif est abordé comme un levier de développement territorial, économique et social. Cette approche ne se limite pas à l'inclusion notamment l'accessibilité des personnes en situation de handicap qui représente une dimension particulière de l'inclusion. Nous mobilisons donc ce concept dans une dimension plus large d'inclusion sociale, qui favorise la participation de l'ensemble des groupes sociaux dans les activités touristiques et même dans la prise de décision. Dans le contexte des migrations irrégulières, nous parlons de tourisme inclusif comme un modèle de développement qui cherche à distribuer les retombées économiques issues des activités touristiques aux populations locales mais qui favorise aussi la création d'emplois pour les jeunes.
Cette conception du tourisme inclusif rejoint certaines réflexions d'auteurs sur le tourisme rural intégré en Basse-Casamance au Sénégal. C'est l'exemple d'Annie Ouellet qui nous montre que le tourisme peut être un instrument de développement local basé sur l'inclusion des populations locales et leurs participations aux activités

touristiques. Les campements villageois étudiés dans ses travaux ont été créés et gérés par les locaux dans le but de favoriser un développement endogène et ainsi limiter l'exode rural. C'est ainsi qu'elle affirme « en plus de la construction ou de travaux de réfection d'équipements collectifs (classes ou écoles, maternités, toilettes publiques, etc.), les bénéfices dégagés par les campements villageois permettent la mise en œuvre de projets de développement économique (apiculture, élevage, artisanat, maraîchage, etc.). Ce faisant, ils contribuent à dynamiser l'économie locale et à permettre à des jeunes de rester vivre et travailler au village. » (Ouellet, 2024).

Toutefois l'intérêt de cette approche demeure aussi dans la mise en évidence des limites de ce modèle de tourisme rural intégré, car les crises économiques, politiques et sécuritaires ont impactés sur la croissance du modèle. Cela montre que l'inclusion est une forme de gestion qui dépend des contextes territoriaux et de la capacité des populations à pouvoir s'adapter face aux différents changements. Ainsi, cet exemple du tourisme rural intégré permet d'aller au-delà d'une vision du tourisme inclusif centré sur l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap. Il met plutôt l'accent sur l'inclusion des populations locales notamment sur la distribution des bénéfices économiques mais aussi sur la prise de décision dans la mise en place de projets touristiques.

Dans ce même ordre d'idée, certaines réflexions sur le management territorial s'inscrivent dans cette conception du tourisme inclusif. Nous considérons que ce management territorial est un système qui doit être basé sur la coopération entre les acteurs avec l'implication des locaux et cela favorise ainsi un tourisme inclusif. C'est sur cette dimension que s'inscrivent les travaux de Botti. Selon cet auteur, « l'une des activités économiques les plus importantes de la planète ne peut souffrir de ne pas se confronter aux pratiques managériales » (Botti, 2010). Donc, nous pouvons considérer que le tourisme étant une activité économique ne peut aussi échapper aux pratiques managériales basées sur la gouvernance collaborative. Une destination touristique ne peut également améliorer son attractivité touristique sans une gestion collaborative.

En outre, le management en tourisme nécessite une vraie stratégie de collaboration et d'interrelation entre les différents acteurs concernés pour contribuer de manière durable au développement territorial. « La question de la gouvernance participative constitue actuellement un levier primordial dans la conception et réalisation des projets touristiques, particulièrement au regard de leur ambition rationnelle à vouloir s'insérer dans le cadre du développement durable et de leur faculté à contribuer dans le développement des territoires » (Gueye et al., 2021). Selon ces chercheurs, la

contribution des parties prenantes dans les projets touristiques est indispensable au développement territorial. C'est ce qu'ils appellent « la gouvernance participative appliquée au tourisme » qui est considéré comme un partage de pouvoir et de connaissances entre l'ensemble des acteurs concernés. Ce système de management facilite la gestion des aspects économiques, sociaux et environnementaux. « Indubitablement, l'approche participative en tourisme joue un rôle considérable en ce qui concerne l'épanouissement et le développement des territoires. En fait, afin de se développer par le tourisme, un territoire doit être capable de tirer avantage des effets de cette activité » (Gueye et al., 2021).

Ainsi, l'autonomisation des communautés locales peut être considérée comme élément essentiel dans la contribution aux projets touristiques et au développement des territoires.

Dans la même optique de développement territorial et de tourisme inclusif, l'innovation touristique peut être considérée aussi comme une forme d'inclusion, car elle ne se limite pas à la création de nouveaux produits mais s'inscrit aussi dans une démarche de développement local et de gouvernance territoriale. Plusieurs chercheurs considèrent l'innovation touristique comme une réponse aux différentes problématiques auxquelles font face les destinations. Face à des défis d'ordre socio-économique, environnemental ou encore culturel, l'innovation apparaît comme un moyen de repenser les modèles de développement touristique afin d'apporter des solutions adaptées aux réalités locales. Comme le souligne Leroux « l'innovation dans le secteur du tourisme provient généralement d'éléments issus de problématiques environnementales, culturelles ou encore sociales » (Leroux, 2015).

Cette dynamique nécessite la mise en place d'un système managérial et organisationnel capable de coordonner les différents acteurs du territoire autour d'objectifs communs de développement. Elle rejoint ainsi les principes du management territorial, qui vise à mobiliser les ressources locales et à favoriser la coopération entre les parties prenantes afin de répondre aux enjeux économiques, sociaux, culturels et environnementaux des destinations.

Donc, cette innovation est basée sur un système managérial et organisationnel pour relever les défis socio-économiques, environnementaux et socio-culturels des destinations touristiques. Le développement d'une destination touristique se réalise en touchant la population locale, en permettant à celle-ci de s'épanouir grâce aux activités du tourisme. Leroux affirme dans ce sens que : « le tourisme durable et responsable

peut être un levier pour le développement local et rural car il permet de dynamiser des activités économiques traditionnelles et culturelles tout en offrant des possibilités d'emploi et freine ainsi l'exode notamment rural au sein d'un territoire » (Leroux, 2015). Ainsi, l'innovation touristique peut être considérée comme un instrument au service d'un développement inclusif, fondé sur la valorisation des ressources territoriales et l'intégration des populations locales dans les dynamiques touristiques.

Dans cette perspective, le tourisme peut être envisagé comme un levier de réponse aux défis socio-économiques auxquels sont confrontés les territoires. Toutefois, sa contribution au développement local repose sur l'élaboration d'une stratégie de management touristique adaptée aux spécificités de chaque destination. Selon Mirari (2024), « l'analyse stratégique du management de destination touristique est une étude qui peut constituer un apport dans la prise des décisions : environnement, géographique, économique, politique, juridique, culturel, naturel, démographique et institutionnel » (Mirari, 2024).

Cette approche vise à renforcer l'attractivité des destinations tout en inscrivant leur développement dans une logique de durabilité. Le management touristique apparaît ainsi comme un processus de coordination permettant d'orienter les actions des différents acteurs vers des objectifs communs de développement. Dans cette optique, la coopération entre les acteurs publics, privés et communautaires constitue un élément fondamental de la gouvernance territoriale, puisqu'elle favorise la concertation, la mobilisation des ressources locales et la mise en œuvre de projets de développement adaptés aux besoins du territoire.

Cette vision rejoint les principes du management territorial, que Mirari (2024) présente comme une démarche axée sur le développement durable des territoires touristiques. Il affirme que « le management territorial a permis de concentrer les efforts sur le développement durable des territoires touristiques. Il est marqué par une représentation socioéconomique et environnementale moyennant une démarche novatrice et participative. » (Mirari, 2024). Celui-ci repose sur une approche intégrée tenant compte à la fois des dimensions économiques, sociales et environnementales du développement, tout en privilégiant des modes de gouvernance participatifs et innovants. Le management territorial contribue ainsi à structurer les dynamiques locales autour d'un projet collectif visant la valorisation durable des ressources territoriales.

Par ailleurs, cette démarche s'appuie sur les outils du marketing territorial, dont l'objectif est d'améliorer la visibilité, la compétitivité et l'attractivité des destinations.

Toutefois, l'efficacité de cette stratégie ne peut être évaluée uniquement à travers les performances économiques ou l'augmentation de la fréquentation touristique. Comme le souligne Mirari (2024), « la réussite d'une politique du marketing ne peut se concevoir sans une réflexion approfondie sur son intégration environnementale et sur les retombées économiques menant vers une politique du développement social » (Mirari, 2024).

Si certains chercheurs parlent du management territorial comme élément essentiel pour le développement d'un territoire, d'autres se sont tournés vers une étude du tourisme rural dans les pays du sud. Les travaux de (Elimane & Mounirou, 2025) mettent en lumière les problèmes managériaux dans les zones rurales du Sénégal qui normalement possèdent de grandes potentialités touristiques. Ces auteurs reviennent sur le manque de stratégie managériale dans des zones qui possèdent une grande richesse naturelle et culturelle tels que Bona, Somone et Sessène au Sénégal. Dans ce contexte, l'implication des populations locales dans la mise en œuvre des projets touristiques peut contribuer favorable au développement de ces territoires,

« la mobilisation des communautés autour d'un projet territorial concerté, soutenu par des investissements en infrastructures, en formation et en gouvernance, pourrait faire émerger une offre touristique différenciée, respectueuse des territoires et porteuse d'impacts socio-économiques durables » (Elimane & Mounirou, 2025).

Nous démontrons que cette approche de tourisme rural s'inscrit aussi dans une dynamique d'inclusion sociale des populations d'accueil dans la mesure ou la collaboration entre les communautés locales et les parties prenantes facilite le développement territorial.

En définitive, l'analyse de la littérature met en lumière que le tourisme inclusif ne doit pas se limiter seulement à l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap. Cette analyse s'inscrit dans une démonstration plus large de la notion de tourisme inclusif qui favorise le développement local en mettant en centre de ce développement l'implication des populations locales dans la gestion, la planification et la valorisation des ressources touristiques. Dans ce sens, le tourisme inclusif constitue un levier de développement endogène lorsqu'il permet une répartition juste et équitable des retombées économiques à l'ensemble des acteurs du territoire.

L'analyse des travaux relatifs au tourisme rural intégré nous montre que l'implication des populations locales dans les activités touristiques est une forme de tourisme inclusif qui facilite le développement territorial. Cette approche met en évidence, la

gouvernance participative capable de faciliter le développement touristique et territorial. Ainsi, le tourisme inclusif apparaît comme un élément essentiel à la pérennité du développement touristique et à l'implication des locaux.

Par conséquent, la littérature évoque le rôle de l'innovation dans la résolution des problèmes d'ordre socio-économique ou environnementaux. Elle va au-delà d'une simple création de nouveaux produits en mettant en place une nouvelle forme de gestion basée sur la collaboration entre les différents acteurs. Mais cette approche ne peut toutefois être efficace sans une stratégie de management territorial basée sur des objectifs communs entre des différentes parties prenantes et les communautés locales.

Enfin, le marketing territorial apparaît aussi comme élément essentiel dans la valorisation des ressources territoriales, mais son efficacité repose sur la prise en considération des impacts sociaux, culturels mais aussi la gouvernance participative.

2. Le tourisme comme facteur de résilience territorial

La notion de résilience permet de comprendre la capacité des individus et des territoires à s'adapter face à des problématiques majeures. Dans le contexte des migrations irrégulières, elle constitue un cadre d'analyse pour étudier les transformations sociales, économiques mais aussi pour l'analyser dans le contexte touristique.

Comme le souligne (Marquis, 2018), « la résilience est une notion utilisée pour décrire ou évaluer la réaction d'individus, de groupes ou de systèmes face à des événements perturbateurs, qui possède la particularité d'avoir obtenu une visibilité importante tant dans différents cénacles scientifiques que dans le sens commun » (Marquis, 2018).

Sur le plan individuel, le terme résilience dans ce mémoire concerne particulièrement les migrants. Ces derniers sont souvent confrontés à des situations compliquées liées aux manques d'emplois, à la pauvreté, aux vulnérabilités économiques mais aussi à la différence salariale entre leur pays d'origine et les pays de destination.

Donc, nous considérons que leur capacité à mettre en place des stratégies de survie pour faire face à ces difficultés montre une forme de résilience à titre individuel.

A l'échelle collectif, la résilience concerne les territoires qui sont touché par ce phénomène migratoire (les territoires de départ aux migrations irrégulières). Le départ des populations migrantes, les jeunes en particulier peut engendrer des défis en termes de fuite de cerveaux, manque de main d'œuvre, dépeuplement et même des pertes de vies humaines. Toutefois, ces territoires peuvent adopter une démarche permettant de transmettre ces défis en opportunités de développement.

Dans cette perspective, le tourisme peut constituer un facteur de résilience territoriale en favorisant la création d'emplois, l'amélioration des conditions de vie des populations et la réduction des flux migratoires. Cependant, pour que cette approche soit efficace il est nécessaire qu'une forme de tourisme inclusif soit mise en place par les territoires concernés. Lorsque le tourisme favorise l'inclusion des communautés locales, il devient un levier de développement territorial. Dans ce même contexte, il devient un facteur de résilience pour les migrants et pour les territoires de départ aux migrations irrégulières. Donc, la résilience ne se limite pas seulement à la capacité à résister face aux évènements perturbateurs mais implique également la capacité à innover mais aussi la capacité à mettre en place des systèmes de développement territorial face aux différents défis migratoires.

C’est dans ce contexte que le tourisme inclusif devient un système de développement pour les territoires vulnérables. Nous considérons que les zones de départ aux migrations irrégulières sont des territoires vulnérables dans la mesure ou beaucoup de problématiques sociaux comme le manque d’emplois, la pauvreté, l’inégalité sociale sont très récurrents.

Par exemple au Sénégal, selon l’ANSD :

Pour le premier trimestre de l’année 2026, le taux de chômage (élargi) est estimé à 22,9% et est en hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport à la même période en 2025 (21,7%). Le taux est plus élevé en milieu rural (32,0%) qu’en zone urbaine (17,4%). Selon la tranche d’âge, il est nettement plus élevé chez les jeunes (28,4% contre 16,8% chez les adultes). Suivant le sexe, les femmes sont plus touchées par le chômage, quel que soit le groupe d’âge et le milieu de résidence. [5]

C’est dans ce contexte social que le tourisme inclusif peut apparaître comme un levier de développement mais aussi un levier qui renforme la résilience collective des territoires. En favorisant la création d’emplois, la multiplication des activités économiques, l’amélioration des conditions de vie des populations locales, il contribue à limiter les vulnérabilités socio-économiques qui constituent des facteurs de départ aux migrations irrégulières. Ainsi, le tourisme ne se limite pas seulement à une activité économique, il devient aussi un outil de développement territorial capable de renforcer la résilience des communautés face aux dynamiques migratoires.

Toutefois, nous considérons que la contribution du tourisme inclusif à la résilience territoriale dépend de la qualité du management des destinations touristiques. Une gestion efficace repose sur le marketing territorial mais aussi la coordination entre les différents acteurs publics, privés et locaux. Le but c’est de mettre en place un modèle de développement durable basé sur l’inclusion et la participation des communautés locales mais aussi sur la valorisation des ressources locales.

La création d’emplois pour les jeunes doit être basée sur plusieurs facteurs notamment la gestion efficace des activités touristiques. Parmi ces facteurs, nous avons la sécurité, la qualité des infrastructures, l’accessibilité des destinations, la diversification des offres touristiques ainsi que la capacité des territoires à attirer plus de visiteurs. Ces éléments qu’ils soient tangibles ou intangibles constituent les bases fondamentales d’une activité touristique durable et inclusive capable de gérer les retombées économiques profitables aux populations.

[5] Source : ANSD. ENES 2026,1er trimestre, https://www.ansd.sn/sites/default/files/2026-07/Rapport_ENES_T1_2026_y_obs_ab_integr%2BobsDG_VF%20%281%29.pdf

Au-delà du manque d'emplois notamment chez les jeunes dans les territoires concernés par les migrations irrégulières, nous avons remarqué aussi d'autres facteurs structurels tels que la pauvreté qui contribuent aussi à alimenter les dynamiques migratoires.

En effet, la précarité économique et le manque d'opportunités professionnelles incitent la plupart de la population à envisager la migration comme une démarche de réussite. « Si le Sénégal a réalisé des progrès dans la réduction de la pauvreté monétaire au cours des deux dernières décennies, le taux de pauvreté selon le seuil international de 3 dollars par jour étant passé de près de 54% de la population en 2005 à 18% en 2021, les données nationales indiquent toujours un taux de pauvreté d'environ 37,5% en 2022 et une pauvreté extrême persistante. » (Prospective Sénégal 2025 - ONU Sénégal.pdf, s. d.)

Dans ce contexte, nous considérons que l'approche du tourisme inclusif peut participer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience des populations locales. L'exemple de la Casamance illustre parfaitement cette dynamique. Dans cette région touchée par le phénomène migratoire, le tourisme rural intégré pourra s'imposer comme un levier de développement endogène. La littérature existante sur le tourisme rural intégré en Basse Casamance met en évidence l'implication active des populations dans les activités touristiques et dans les prises de décisions, notamment à travers la gestion des campements villageois qui constituent les principales structures d'hébergement.

Malgré les difficultés économiques auxquelles ces territoires font face, ils disposent d'importantes ressources touristiques notamment culturelles et naturelles. Donc, la valorisation de ce patrimoine constitue un véritable levier de développement. En favorisant la création d'emplois directs ou indirects, le tourisme génère des retombées économiques qui profitent aux communautés et qui contribuent à l'amélioration de leur condition de vie.

Par ailleurs, ces retombées économiques bénéficient aussi à d'autres acteurs locaux tels que les artisans et les commerçants dont les activités fonctionnent bien grâce à la fréquentation touristique. Par exemple, la commercialisation des produits artisanaux auprès des touristes permet d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages et ainsi améliorer leur condition de vie.

En outre, la gestion des campements villageois permet d'avoir des retombées qui sont par la suite distribuées de manière collective, car la plupart de cet argent est utilisé

pour construire des infrastructures communes comme des écoles, des postes de santé entre autres. Ainsi, les bénéfices du tourisme inclusif vont au-delà de l'aspect économique mais participent aussi au développement social des territoires.

Dans cette perspective, les effets positifs du tourisme inclusif permettent d'augmenter la capacité des individus et des communautés à faire face aux difficultés économiques et sociales qui alimentent les migrations irrégulières. Nous considérons que le tourisme inclusif constitue un facteur important de résilience territoriale en renforçant le développement local, en favorisant la création d'emplois pour les jeunes et en améliorant les conditions de vie des communautés.

L'exemple des campements villageois d'Affiniam[6] met en lumière le rôle du tourisme dans le renforcement de la résilience des territoires enclavés. En effet, dans ce territoire vulnérable sur le plan économique, on note une contribution du tourisme à la création d'emplois et au développement territorial. Comme le souligne Bocoum dans ses travaux : « le tourisme rural intégré est en quelque sorte un facteur de résilience pour les territoires enclavés. En effet, ce village a pu se doter de pirogues pour permettre à la population de rallier la ville de Ziguinchor sans contraintes majeures » (Bocoum, 2024).

Par ailleurs, les retombées économiques ne sont pas seulement utilisées pour répondre aux attentes collectives des populations mais, elles sont aussi destinées aux personnes les plus vulnérables comme la prise en charge des frais de scolarité des enfants orphelins.

Dans cette même optique, Sarr et Diombera affirment que « le secteur du tourisme est un véritable pourvoyeur de devises à Ndangane car il permet à beaucoup de jeunes de trouver un emploi qu'il soit direct ou indirect » (Sarr & Diombera, 2024). Cette affirmation met en évidence la contribution significative du tourisme dans le développement local.

En effet, l'activité touristique favorise le développement endogène dans la mesure ou les bénéfices économiques qu'elle génère profite d'une part aux populations. La création d'emplois directs tels que ceux liés à l'hébergement, à la restauration ou encore le guidage ainsi que d'emplois indirects tel que le commerce ou l'artisanat favorise l'insertion socio-professionnelle et la diversification des ressources économiques. Ce développement endogène peut s'expliquer par le fait que la

[6] Un village du Sénégal situé dans le département de Bignona, une subdivision de la région de Ziguinchor dans le sud du pays.

population locale de ce village de Ndangane[7] arrive à avoir une meilleure condition de vie grâce aux retombées économiques du tourisme. Le cas de Ndangane illustre donc la manière dont le tourisme peut devenir un moyen de développement local.

Les études menées par Baldé mettent en lumière le rôle important du tourisme dans la croissance économique du Sénégal mais aussi dans son implication au développement inclusif. Les auteurs montrent que le tourisme participe à la croissance économique du pays grâce aux opportunités d'emplois qu'il crée. Comme le soulignent ces chercheurs « toutefois, à l'instar de plusieurs pays en développement, l'industrie touristique sénégalaise occupe une place importante dans le processus de création de richesse et de réduction de la pauvreté » (Balde et al., 2020). Cette contribution est importante dans un contexte dominé par le manque d'emplois qui touche une grande partie de la jeunesse sénégalaise.
Les données du ministère du tourisme et des transports aériens confirment cette même dynamique. « Le tourisme pèse près de 6,7% du PIB en 2017 (ANSD), au même titre que le secteur agricole et crée, à la même année, plus de 30.000 emplois directs et 70.000 indirects »[8] (Balde et al., 2020). Ces chiffres témoignent de l'impact économique du tourisme et de son rôle dans la création d'emplois.

L'exemple de la Petite Côte sénégalaise illustre parfaitement cette dynamique de développement local aussi. En ce qui concerne les effets positifs, la mise en tourisme de la petite côte a un impact économique important. Elle contribue favorablement au développement endogène dans cette zone, dans la mesure où elle participe à la réduction de la pauvreté. L'amélioration des conditions de vie de la population vient justifier les effets positifs du tourisme sur la petite côte. Ainsi, le tourisme a permis la construction de beaucoup d'infrastructures qui sont au profit des populations d'accueil. Etant un secteur économique permettant ainsi la réduction de la pauvreté dans certaines zones, il permet aussi de limiter l'exode rural en favorisant un développement inclusif. Cette idée démontre que le tourisme soutient aussi les autres secteurs économiques comme l'artisanat, l'agriculture entre autres. « En effet, les arrivées touristiques représentent d'immenses opportunités pour les artisans et les vendeurs ambulants » (Diombera, 2014). Ses effets sont aussi visibles sur plusieurs niveaux. Au

[7] Village de pêcheurs situé à environ 150 kilomètres au sud de Dakar et sert de porte d'entrée pour la partie nord du delta du Saloum, l'un des plus beaux écosystèmes d'Afrique de l'Ouest, classé Réserve de Biosphère par l'UNESCO.
[8] Ministère du Tourisme et des Transports Aériens, MTTA, tiré dans les travaux de Baldé

niveau culturel, il participe à la mise en valeur du patrimoine culturel de la population. Le tourisme joue aussi un rôle important sur le plan de l'image, car il permet aux populations d'accueil d'avoir une ouverture au monde extérieur. Beaucoup de touristes devenus des résidents secondaires participent à la promotion et au développement touristique de la zone. Cependant, le tourisme balnéaire sur la petite côte est à l'origine de nombreux effets négatifs. Ainsi, parmi ces effets négatifs nous avons les problèmes liés à l'aménagement, c'est-à-dire que la façon dont l'espace est occupé ne respecte pas le cadre naturel de vie. « L'occupation des terres littorales pour le développement des activités touristiques ceinturant toute la côte rend difficile l'accès à la mer pour les populations » (Diombera, 2014). Les populations locales sont les premières victimes de ces effets du tourisme sur la petite côte. La mise en tourisme dans cette zone a commencé alors qu'il existait déjà d'autres activités économiques pratiquées par les communautés locales comme la pêche, l'agriculture entre autres. Beaucoup de pêcheurs et d'agriculteurs ne peuvent plus pratiquer leur activité à cause de l'accaparement des terres. Ainsi, l'occupation anarchique du littoral à Saly Portudal est l'une des preuves que le tourisme a aussi son côté néfaste. Il y a aussi la dégradation des mœurs notamment la prostitution qui est l'une des conséquences du tourisme sur la Petite Côte sénégalaise.

En outre, une description analytique du marché touristique sénégalais a permis de faire une évaluation de la demande touristique à partir des recettes touristiques et du nombre d'arrivées. Toutefois, l'étude démontre certaines limites de l'activité touristique. Ces limites reposent sur le manque d'investissement dans le secteur du tourisme et par conséquent sa contribution au PIB reste limitée par rapport à d'autres secteurs.

3.Analyse critique des liens entre tourisme et migrations irrégulières

L'approche du tourisme inclusif comme facteur de résilience serait efficace s'il y a une gestion transparente en termes de distribution de revenues et de performance touristique. Donc, il peut contribuer à limiter les départs aux migrations irrégulières à cause de son rôle important sur la création d'emplois, la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie. Le développement du tourisme inclusif et du tourisme rural intégré comme en Casamance ou à Ndangane et à Saly illustre ce rôle du tourisme dans le développement local.

Toutefois il est une activité qui a des limites notamment dans le développement économique, social et culturel des populations. Les migrations irrégulières résultent de nombreux facteurs complexes qui vont même au-delà des simples facteurs économiques. Cette complexité des facteurs liés aux migrations irrégulières repose sur plusieurs aspects comme l'idéalisation de l'Europe sur les réseaux sociaux. Beaucoup de jeunes décident de prendre la voie irrégulière à cause de l'image de l'Europe véhiculée sur les réseaux sociaux. Par exemple Ngome nous montre dans ses travaux l'influence des nouvelles technologies de l'information et de la communication et le désir personnel des migrants de rejoindre l'Europe « les projets migratoires clandestins des jeunes de la Casamance sont influencés par la représentation qu'ils se font de l'Europe, notamment par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier les médias télévisuels et internet » (Ngom, 2017).
En outre, nous avons constaté d'autres facteurs objectifs comme les difficultés d'obtention de visa par les jeunes migrants. Ces facteurs peuvent ne pas être économiques, car la plupart de ces migrants demande le visa d'étude et dès qu'ils ne l'obtiennent pas, ils finiront par prendre la voie irrégulière. C'est dans ce contexte que Ngome affirme « les difficultés d'obtention de visa auxquelles sont confrontés les candidats durant plusieurs années les poussent, le plus souvent, à avoir recours à la migration clandestine pour accomplir leur voyage (Ngom, 2017).

Nous remarquons ainsi la complexité des facteurs liés aux migrations irrégulières et qui justifie que le tourisme à lui seul ne peut pas être une solution suffisante au phénomène migratoire.

Dans de nombreuses zones touristiques au Sénégal les jeunes continuent de migrer parce ce que les emplois créés par le tourisme ne sont pas bien rémunérés et sont par la plupart saisonniers.

Par ailleurs, les retombées économiques issus du tourisme ne sont pas toujours redistribuées de manières équitable aux populations. Dans certains cas, les populations locales ne voient pas l'impact du tourisme dans leur territoire, ce qui limite le développement local, la réduction des inégalités sociales et les migrations irrégulières.

Selon Diombéra : « les retombées économiques du tourisme balnéaire profitent peu aux populations locales. Il est d'ailleurs en train de vivre la plus grave crise de son histoire en raison des mécanismes de domination économique et de dépendance sur lesquels l'activité s'est développée. Tous les investissements proviennent de l'extérieur » (Diombéra, 2012).

En effet, l'impact positif du tourisme inclusif dans la réduction des migrations irrégulières dépend de plusieurs éléments comme, les politiques publiques, le transfert des pouvoirs politiques mais aussi la gouvernance territoriale. Donc les conditions nécessaires pour faire du tourisme un véritable facteur de résilience face aux dynamiques migratoires reposent sur une gouvernance efficace notamment en termes d'investissement dans les infrastructures de tous les secteurs publics et privés, sur une gestion efficace des territoires en mettant en valeur la gouvernance participative qui regroupe les collectivités territoriales, les entreprises touristiques et les communautés locale.

Donc, bien que le tourisme constitue un véritable levier de développent et de résilience territoriale, son impact dans la réduction des flux migratoires reste limité. En effet, les migrations irrégulières sont le résultat de plusieurs facteurs complexes d'ordre objectifs et subjectifs. Ces facteurs vont au-delà de la question d'emplois. Ainsi, le tourisme inclusif ne peut pas être vu comme une alternative unique aux migrations irrégulières, mais il fait partie des secteurs essentiels qui peut contribuer de manière durable aux développement territorial et ainsi limiter les migrations irrégulières.

Nous avons constaté qu'il n'existe pas une littérature sur le lien directe entre tourisme et migrations irrégulières. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de recherches qui ont été réalisées pour analyser l'importance ou le rôle du tourisme inclusif dans la réduction des migrations irrégulières. C'est dans ce contexte que nous considérons que notre

sujet est pertinent, car il est novateur et s'inscrit dans une innovation dans la recherche en tourisme.

Le lien entre tourisme inclusif et migrations irrégulières ouvre d'onc une nouvelle manière d'étudier le tourisme et de mieux comprendre le rôle principal qu'il peut jouer dans le développement territorial, mais aussi ses limites face à certaines difficultés économiques sociales et culturelles des populations. C'est ainsi que nous allons essayer d'analyser nos hypothèses sur cette étude pour mieux comprendre le lien entre tourisme et migrations irrégulières.

PARTIE II : CADRE THEORIQUE, MODELE CONCEPTUEL ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

Chapitre III : cadre théorique et conceptuel

1. La théorie des capabilités d'Amartya Sen

L'approche des capabilités d'Amartya Sen est mobilisée dans ce travail pour analyser la résilience des migrants et des territoires de départ aux migrations irrégulières. Cette approche dépasse une simple analyse de développement économique mais met l'accent sur les libertés dont disposent les individus pour faire les choix qui les conviennent dans la vie.

Selon Monnet, « une capabilité est donc un vecteur de modes de fonctionnement exprimant la liberté, pour un individu, de choisir entre différentes conditions de vie » (Monnet, 2007). Amartya Sen a mis en place cette théorie dans le sens d'évaluer les enjeux de développement à partir des possibilités offertes aux individus. L'approche est basée sur trois concepts fondamentaux que sont Functionings (fonctionnements ou réalisations), libertés et capabilités. Selon lui ces trois concepts sont différents car, les fonctionnements sont les réalisations effectives d'un individu tandis que les libertés c'est l'ensemble des fonctionnements dont dispose l'individu.

Dans cette perspective, il considère que la pauvreté ne peut se limiter à une simple question de revenus. Elle est un manque de capabilité, c'est-à-dire une privation de liberté ou de choix des individus pour construire une meilleure vie. Selon (Farvaque, 2005) :

L'élaboration des institutions et des politiques sociales, ainsi que l'évaluation du bien-être, de l'inégalité, de la pauvreté et de la justice sociale, devraient se fonder sur l'étendue des "capabilités" des personnes, c'est-à-dire l'étendue de leur liberté réelle d'accomplir certains "fonctionnements". Ces fonctionnements sont les choses qu'elles parviennent à réaliser, par exemple lire, écrire, avoir un travail, être politiquement actif, être respecté des autres, être en bonne santé physique et mentale, avoir reçu une bonne éducation et une bonne formation, être en sécurité, avoir un toit, faire partie d'une communauté, etc. (Farvaque, 2005).

Dans ce cadre théorique, nous comprenons que les individus n'ont pas les mêmes capacités de transformer ou de convertir des opportunités en liberté pour des raisons individuelles et collectives. Sur le plan collectif, nous pouvons dire aussi que les territoires n'ont pas les mêmes capabilités. Par exemple, un pays du Nord a plus de capacités de développement qu'un pays du Sud, dans la mesure où les premiers ont plus de capabilités que ceux du Sud. Ainsi, cette approche peut être analysée sur le plan individuel et collectif, comme le cas des migrants et des territoires de départ aux migrations.

Elle nous offre ainsi une grille d'analyse pertinente pour comprendre les migrations irrégulières. En effet, les migrations irrégulières sont le résultat de plusieurs facteurs qui peuvent être individuels et collectifs. De la même manière que la pauvreté ne se limite pas à un simple manque de revenus selon cette approche, nous considérons aussi que les décisions de migrer ne se résume pas à des considérations financières, mais aussi par l'absence d'opportunités, de formations, d'emplois ou encore de perspectives dans les territoires d'origine.

Beaucoup de migrants décident de migrer pour différentes raisons qui ne sont pas forcément d'ordre économique, mais qui peuvent être aussi environnementales, sociétales ou même politiques. Nous considérons que ces aspects permettent de justifier le cadre multidimensionnel de la pauvreté et aussi des facteurs migratoires. La pauvreté est un facteur de migrations irrégulières, elle ne se limite pas seulement à l'aspect financier mais elle est déterminée aussi par la privation de capabilités des migrants. C'est cette privation qui met les migrants dans une situation de vulnérabilité et qui alimente davantage le désir de migrer en prenant des risques énormes.

Les stratégies que les migrants mettent en place pour effectuer leur voyage peuvent être considérées aussi comme des capabilités, mais ces capabilités sont limitées. Elles ne sont pas suffisantes pour permettre aux migrants d'éviter de migrer de manière illégale. En effet, pour organiser un voyage clandestin par exemple, les migrants ont besoin dans un premier temps de ressources financières, d'être en contact avec un réseau de passeurs pour les aider à embarquer dans les pirogues. Ces derniers sont les premiers acteurs de la migration par voie maritime, car ils pratiquent des activités commerciales illicites en participant à l'organisation et à la préparation des jeunes aux migrations irrégulières.

Donc, cette planification du voyage mais aussi le désir de partir peuvent être considérés comme un fonctionnement qui donne la liberté et le choix à chaque migrant de quitter ou pas son territoire.

En revanche, il y a une différence entre le fonctionnement c'est-à-dire le fait de migrer et les capabilités, car deux individus qui décident de migrer l'un par voie légale et l'autre par voie illégale n'ont pas les mêmes capabilités. Tous les deux décident de quitter leur territoire d'origine, mais pour l'un il s'agit d'un choix et pas pour l'autre. Le migrant qui prend la voie illégale a un manque de capabilités tandis que l'autre qui prend la voie légale a les capabilités qui lui ont permis de réunir toutes les conditions nécessaires pour obtenir par exemple son visa afin d'effectuer son voyage de manière légale. Le migrant qui a pris la voie illégale a pris cette décision pour élargir ses choix de vie dans le pays de destination malgré les barrières juridiques et les risques qui en découlent derrière. Ainsi, si nous observons ce cas de figure, le fonctionnement des deux migrants est le même, (mesurable par les flux migratoires) mais les capabilités ne sont pas identiques. Ainsi, le fonctionnement dépend donc des capabilités, qui sont à leur niveau différentes d'un individu à un autre.

Sur le plan collectif, l'approche des capabilités permet d'analyser la situation des territoires de départ aux migrations irrégulières. Ces territoires sont souvent confrontés à un manque de capabilités, ce qui les met aussi en situation de vulnérabilité. Ce manque de capabilités peut être économique, social, politique ou environnemental. Par exemple, dans plusieurs territoires du Sénégal comme la Casamance, Saly, Dakar ou encore Saint-Louis, les jeunes considérèrent leurs territoires comme un lieu de départ aux migrations irrégulières parce qu'ils manquent de capabilités et donc les empêchent d'avoir plus de choix à faire pour avoir de meilleures conditions de vie. Cette privation de capabilités est le manque d'infrastructure, de formation, de sécurité ou même d'emplois pour ses jeunes. Dans ce contexte, les migrations apparaissent comme un moyen de combler le manque d'opportunités locales.

Ainsi, l'approche des capabilités est mobilisée pour analyser les enjeux de développement et d'autonomisation des territoires de départ aux migrations irrégulières au Sénégal. Le renforcement des capabilités des territoires permet d'augmenter les choix et de réduire les facteurs de migrations irrégulières. Ainsi, cette réflexion peut être prolongée par la notion de capabilités collectives. Selon d'Aquino et al. (2025) « les capabilités collectives sont définies comme celles exercées par un groupe, ou plus généralement un sujet collectif, qui, selon les auteurs, agit en vue de sécuriser une capabilité pour les membres de ce groupe ou pour réaliser une capabilité qui ne peut l'être par des individus pris séparément » (d'Aquino et al., 2025).

Pour renforcer leurs capabilités, les territoires doivent adopter une démarche participative qui favorise l'inclusion et le développement local. Cette démarche

participative contribue favorablement à l'augmentation des capabilités territoriales et permet ainsi aux populations d'avoir plus de choix dans leur prise de décision. Autrement dit, les capabilités collectives permettent à chaque individu d'être résilient face aux différents défis auxquels il fait face.

Donc, dans un territoire vulnérable touché par les migrations irrégulières, nous devons évoquer sans doute les enjeux de développement territorial. Selon Amartya Sen « l'enjeu du développement est d'offrir à chaque individu les moyens d'atteindre son propre espace de bien-être (well-being), moyens qu'il définit sous le terme de capabilités. » (D'Aquino et al., 2025).

En effet, les territoires qui sont capables de donner à ses populations cet espace de « bien-être » sont des territoires susceptibles d'être résilients face aux migrations irrégulières, c'est-à-dire des territoires qui disposent d'une plus grande capacité à faire face aux facteurs liés aux migrations irrégulières. En favorisant un meilleur accès à l'emploi, aux développements territoriaux de manière générale, ces territoires augmentent les possibilités de choix des individus et ainsi leur résilience.

A contrario, les territoires où ces opportunités sont insuffisantes rencontrent plus de vulnérabilités capables de développer le désir de migrer.

Nous pouvons donner l'exemple des pays de destination des migrants qui ne sont pas des pays de départ aux migrations bien qu'ils soient aussi confrontés à des défis socio-économiques et politiques, ils donnent à leurs populations plusieurs options, plusieurs choix ou plusieurs opportunités pour leur épanouissement. Cette diversité de choix renforce les capabilités des personnes et met en lumière les raisons pour lesquelles ils sont des territoires d'accueil et non des territoires de départ.

Dans la théorie d'Amartya Sen, ces éléments sont donc « des facteurs de conversion » car ils permettent à un individu ou à un territoire de se transformer pour pouvoir être dans de meilleures conditions de vie. Amartya Sen a défini « les facteurs de conversion » comme « les moyens accessibles à l'individu pour mobiliser les ressources, matérielles et immatérielles, existantes pour s'engager dans la voie qu'il aura choisie » (d'Aquino et al., 2025). Autrement dit, le fait de disposer des ressources ne garantit pas l'existence des facteurs de conversion, il faudrait une démarche participative et inclusive pour les transformer en véritable opportunités de développement.

Les territoires touchés par le phénomène des migrations irrégulières sont des territoires qui sont à la recherche de ses facteurs de conversion parce qu'ils sont dans une situation de vulnérabilité et de manque de capabilités. Le manque d'emplois, de

formations, de stabilités politiques de développement inclusif où les inégalités salariales entre les pays du Nord et ceux du Sud limite les capacités des populations à valoriser leurs potentiels.

Dans ce contexte, nous estimons que le tourisme inclusif a les atouts nécessaires pour aider ces territoires à sortir de cette vulnérabilité et ainsi renforcer les facteurs de conversion. Cette approche inclusive favorise le développement des capacités d'autonomisation de ces territoires en termes de développement économique, social politique et culturel et contribue à développer les capabilités des populations et des territoires. Ces effets ne se limitent pas seulement à la création d'emplois mais participent aussi à la diversification des activités économiques, l'implication des communautés locales dans la prise de décision ainsi que la préservation du patrimoine matériel et immatériel.

Sur le plan économique, le tourisme offre plusieurs possibilités aux populations notamment dans des secteurs tels que la restauration, l'artisanat, le transport, le commerce, l'hébergement ou encore le guidage. Lorsque ces activités sont encadrées par une démarche inclusive, elles deviennent des véritables « facteurs de conversion » pour les territoires. Elles donnent l'opportunité aux communautés locales d'élargir leur choix, d'améliorer leurs conditions de vie et renforce la résilience de leur territoire face aux facteurs structurelles des migrations irrégulières.

Malgré sa pertinence afin d'analyser les dynamiques de développement ainsi les situations de vulnérabilité, l'approche d'Amartya Sen représente certaines limites lorsqu'elle est mobilisée pour étudier les migrations irrégulières sur le plan individuel et sur le plan collectif. La première difficulté repose sur l'aspect multidimensionnel de la notion de capabilité. En effet, Sen ne propose pas une hiérarchie des capabilités permettant de distinguer celles qui sont prioritaires dans une situation. Cette limite est très importante dans le cadre de notre recherche car, les migrations irrégulières représentent plusieurs facteurs. Il devient donc difficile d'identifier avec précision le manque de capabilité qui constitue le premier facteur de migration. Par exemple, le chômage peut être lié au manque de formation professionnelle, qui à son niveau peut être lié au manque d'infrastructure. Donc, les différentes capabilités sont dépendantes les unes des autres. Dans le cadre de notre recherche, nous considérons qu'il existe quatre dimensions de capabilités qui augmentent les dynamiques migratoires : économique, social, politique et environnemental.

Premièrement, nous avons la dimension économique, qui constitue un élément important dans la réalisation de projets de développement des populations. Donc, lorsque cette dimension économique est fragile, ça peut pousser les jeunes à faire la migration.

Deuxièmement, nous avons une dimension sociale. Un territoire qui favorise la cohésion sociale, l'éducation, la formation socio-professionnelle ou même la santé renforce la résilience de ses populations. Au cas contraire, les migrations peuvent apparaître comme une alternative pour les jeunes.

Troisièmement, nous évoquons la dimension politique. Une gouvernance transparente et inclusive crée un environnement propice au développement local. Cependant, si elle n'est pas inclusive, les territoires ne pourront se développer et cela augmente ainsi la vulnérabilité territoriale.

Enfin, la dimension environnementale constitue notre quatrième élément. La préservation des ressources naturelles occupe une place importante dans de nombreux territoires sénégalais. Par exemple, la pêche au Sénégal représente le premier secteur économique du pays, donc une insuffisance des produits halieutiques peut réduire la croissance économique des populations et renforcer leur vulnérabilité.

Ces quatre dimensions sont complémentaires, c'est-à-dire que l'absence de capabilité n'est pas automatiquement un facteur de migrations irrégulières, mais met les individus et les territoires dans une situation de vulnérabilité, ce qui peut rendre ainsi le départ des jeunes probable.

2. La théorie des perspectives de Kahneman et Tversky

Dans cette partie, nous allons essayer d'aborder la théorie des perspectives élaborées par Kahneman et Tversky en 1979 qui constitue un cadre d'analyse pour comprendre le phénomène migratoire notamment la prise de décision des migrants en situation de risque. Dans le cadre des migrations irrégulières, la décision de quitter son territoire implique un choix et une décision importants à prendre de la part des jeunes migrants. Ce choix dépend de plusieurs facteurs qui sont à l'origine des départs et il fait face également à des risques majeurs. C'est dans ce sens, que nous allons analyser la théorie des perspectives pour mieux comprendre les décisions de migrer de manière irrégulière.

Contrairement à la théorie économique classique, la théorie des perspectives met en lumière la prise de décision des individus face au risque et à la probabilité, et explique que la prise de décision d'un individu n'est pas rationnelle. C'est ainsi que Cros, Blondel et Leblanc affirment :

« Cette théorie originale montre que les choix des décideurs ne sont pas toujours cohérents avec le critère de l'utilité espérée et souligne que ces choix peuvent être justifiés par des facteurs psychologiques qui ne sont pas intégrés dans cette théorie standard. Ainsi, les choix des individus ne sont pas stables ni dans le temps, ni d'après la présentation du problème qui leur est faite, ni même d'après les situations dans lesquelles ils se trouvent. » (Cros et al., s. d.2004).

Ainsi, selon Kahneman et Tversky, le choix de l'individu est influencé par le principe de maximisation c'est-à-dire qu'il va faire son choix selon l'objectif attendu ou espéré. Pour mieux expliquer la prise de décision d'un individu en situation risquée, les auteurs nous proposent deux phases : une phase d'édition et une phase d'évaluation.

Comme le souligne Martinez, « la phase d'édition est une phase de préparation qui consiste en une analyse préliminaire des perspectives offertes. Elle correspond le plus souvent à une simple représentation de ces perspectives » (Martinez, 2010).

Donc, dans cette phase le décideur effectue un travail de réflexion pour essayer de choisir l'option la plus simple selon lui. Autrement dit, le choix du décideur est influencé par la manière dont les options lui sont présentées.

La deuxième phase, toujours selon Martinez, « va marquer de manière importante la représentation de la décision risquée » (Martinez, 2010). Dans cette phase, l'individu fait son choix final en faisant une évaluation des options présentées.

Dans le contexte des migrations irrégulières, cette phase d'évaluation peut être analyser de la même manière, dans la mesure où les migrants effectuent cet exercice d'analyse au moment de la prise de décision entre partir ou rester. Nous pouvons dire que cette évaluation est faite de manière subjective parce que le migrant va se baser sur le principe de maximisation mais aussi sur les probabilités de réussite dans le pays de destination pour prendre sa décision finale. Surtout si les facteurs de départ sont d'ordre économiques, l'évaluation va se basée sur une comparaison entre les potentiels chances de réussite dans le pays de destination et ce qui existe dans son pays d'origine. Autrement dit, son choix va être influencé par les différentes possibilités de réussites qu'il peut trouver dans le pays de destination que les problèmes socio-économiques auxquels il fait face dans son pays d'origine. Même si le migrant sait qu'il fait un choix risqué, il considère que le fait de partir peut l'apporter des potentiels bénéfices qui sont supérieurs aux avantages liés au non-départ.

C'est dans ce contexte que Cheikh Oumar Ba affirme « le désir des jeunes sénégalais de migrer vers l'Europe découle de la situation objective de leur pays d'origine (chômage et sous-emploi des jeunes) et des opportunités que semble offrir les pays d'accueil (fort besoin en main-d'œuvre pour accompagner leur croissance économique et vieillissement de la population européenne) » (Cheikh Oumar Ba, (2007)).

Dans cette perspective, la décision de partir relève de la subjectivité, car les migrants qui décident de partir considèrent que les probabilités de réussir dans les pays de destination ont plus de poids que celle de rester dans leur pays d'origine. C'est cette perception des gains potentiels qui influence leur décision finale de partir malgré les risques liés au voyage et à leur situation irrégulière. Cette perception peut être différente d'un individu à un autre, c'est dans ce sens que nous considérons qu'elle est subjective.

Nous parlons de risque parce qu'il y a des conséquences majeures qui découlent de ce phénomène migratoire. Bien que les migrants sachent que la voie illégale est une aventure qui peut dans certains cas leur coûter la vie, ils font quand même le choix de partir parce que les conséquences sont incertaines. Par exemple, un migrant qui prend la voie maritime ne peut pas connaitre les conséquences de son choix comme le fait de mourir en mer pendant le trajet, car ces conséquences dépendent des situations aléatoires.

C'est dans ce sens que Kahneman et Tversky estiment que « les individus effectuent des choix sans connaissance préalable de leurs conséquences, car les conséquences dépendent d'événements incertains » (Cros et al., s. d. 2004).

Ces conséquences sont associées à plusieurs probabilités qui peuvent être positives ou négatives, et permet ainsi aux migrants d'entrer dans la phase de préparation.
Cette phase qui renvoie aux différentes étapes de la prise de décision en situation risquée présentés par Kahneman et Tversky peut représenter une réalité aussi chez les migrants.
En effet, un migrant sénégalais ne connaît pas les réalités économiques, politiques et socio-culturelles des pays occidentaux, parce qu'il n'a jamais vécu en Europe. Malgré ce manque d'expérience personnel, il prend quand même la décision de migrer illégalement vers l'Europe. Cette décision est prise par le migrant parce qu'il est influencé d'une partie par la manière dont sont pays de destination lui est présenté.
Cette situation peut être justifiée par le rôle que peut jouer les réseaux sociaux ou les médias dans la prise de décision des migrants. Ces derniers reçoivent beaucoup d'informations sur l'Europe par plusieurs canaux, notamment sur les réseaux sociaux, les médias ou par les récits des migrants qui sont déjà en Europe.
Dans ce contexte nous pouvons citer des chercheurs comme Sylla, Ba et Ngome qui parlent de l'influence des réseaux sociaux ou des médias chez les jeunes migrants en affirmant que :

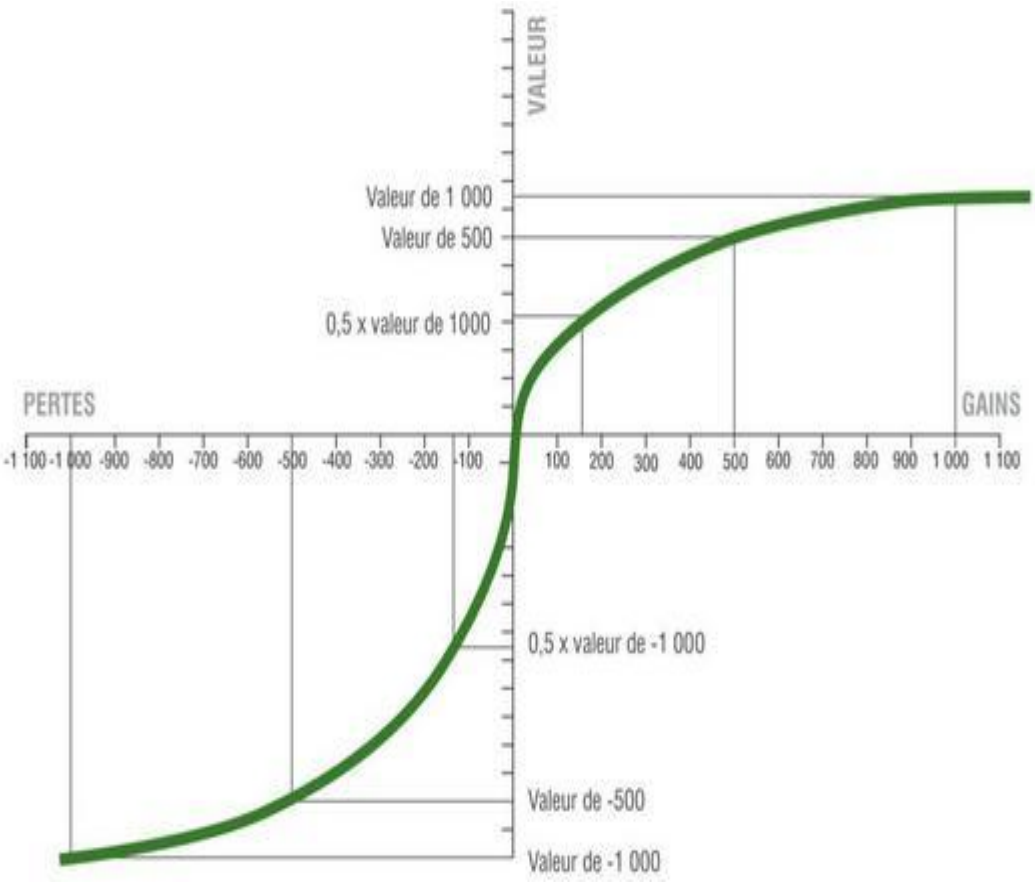
« Cette couverture médiatique donne parfois l'impression que l'émigration irrégulière est un phénomène courant, voire inévitable, pour atteindre de meilleures conditions de vie. Les success-stories médiatisées (de migrants ayant réussi à trouver un emploi, régulariser leur statut ou envoyer de l'argent à leur famille) renforcent cette perception. De plus, les images idéalisées des pays occidentaux, montrant un niveau de vie élevé, des infrastructures avancées et des opportunités économiques, contrastent avec les réalités socioéconomiques sénégalaises ». (Sylla et al., s. d. 2004).

En d'autres termes, la manière dont les informations sont présentées augmente les perspectives de prise de décision des migrants. C'est-à-dire, le migrant quand il reçoit ces informations, il rentre dans la phase de préparation en faisant un tri de ces informations reçues pour faciliter son choix ou sa prise de décision.
Ainsi, les récits des migrants sur leur réussite en Europe, l'idéalisation de l'Europe par les médias et les réseaux sociaux peuvent augmenter les perspectives liées aux migrations irrégulières. Par conséquent, les risques liés au voyage comme les arrestations, la mort en mer ou dans le désert, le rapatriement ou les difficultés d'intégration dans les pays de destination peuvent être perçus de manière différente d'un migrant à un autre. Ainsi, nous considérons que la décision de migrer résulte donc

d'une considération subjective des potentiels gains et pertes que peuvent avoir le migrant.

En nous basant sur cette théorie des perspectives, nous pouvons considérer que « la fonction de valeur » étudiés par Kahneman et Tversky peut aussi représenter un cadre d'analyse dans le phénomène migratoire.

Graphique 1 : La fonction de la valeur[9]



Source : Daniel Kahneman et Amos Tversky, « La peur et le goût du risque », *Pour la science*, juillet 1999.

A partir de ce graphique, nous pouvons considérer que les migrants n'analysent pas seulement leur décision en se basant sur des résultats obtenus ou absolus, mais en se basant aussi en fonction de leur point de référence. Ce dernier peut être les problèmes ou les facteurs qui poussent ces jeunes à emprunter la voie des migrations irrégulières. En effet, un jeune qui fait face à des situations de chômage, de manque d'emplois ou encore de pauvreté dans son pays d'origine peut percevoir les migrations irrégulières comme une perspective de réussite ou d'amélioration de ses conditions

[9] Nous avons tiré ce graphique de Daniel Kahneman et Amos Tversky, dans l'article de (Martinez, 2010).

de vie. Les possibilités de réussite ou les gains potentiels attachés au départ peuvent avoir chez le migrant une valeur qui est supérieur aux risques encourus. Donc, la valeur subjective de ces perspectives comme l'obtention de travail, l'amélioration des conditions de vie est largement dépendant de ce point de référence

Tableau 1 : Démarche de la prise de décision des candidats aux migrations irrégulières[10]

DÉMARCHE DE LA PRISE DE DÉCISION	**PERCEPTION SUBJECTIVE**
Point de référence	Facteurs de départ (chômage, pauvreté etc.)
Réception des informations	Réseaux sociaux, médias, récits des migrants
Phase préparatoire	Comparaison entre pays de départ et pays de destination
Analyse des gains	Gains des pays de départ inférieur au pays de destination
Evaluation des risques	Les potentiels de réussite sont supérieurs aux risques liés au voyage
Prise de décision finale	Décision basée sur les perspectives malgré les incertitudes

La théorie des perspectives est très intéressante dans la mesure où, elle nous a permis d'analyser le contexte des migrations irrégulières et de mieux comprendre les prises de décision des migrants face aux risques.

Dans cette dynamique, nous considérons que le tourisme inclusif peut jouer un rôle important dans la prise de décision finale des candidats aux migrations irrégulières, car il peut équilibrer la balance des perspectives en matière de gains ou d'amélioration de conditions de vie, et ainsi influencer la prise de décision des migrants en leur permettant de renoncer de partir. C'est-à-dire que le tourisme inclusif peut représenter des perspectives de développement certains, contrairement aux incertitudes de réussite dans les pays de destination des migrants.

[10] Elaboration personnelle à partir de la théorie des perspectives de Daniel Kahneman et Amos Tversky

Il peut aussi beaucoup impacter sur l'aspect économique et le développement d'un pays et notamment dans les pays de départ aux migrations irrégulières. Afin de mieux comprendre les facteurs économiques qui sont à l'origine des départs migratoires, il est important d'aborder les principales approches économiques classiques de celles-ci.

3. Les approches économiques classiques de la migration

Les approches économiques classiques de la migration sont nombreuses et différentes les unes des autres. Cette différence représente un aspect important dans notre recherche, car elle nous donne l'opportunité d'analyser le phénomène des migrations irrégulières de différente manière.

Nombreuses de ces théories considèrent la migration comme un facteur économique, basé sur les différences de salaire entre pays d'origine et pays de destination. Comme le souligne Piguet : « une propriété centrale du modèle néoclassique est qu'il considère la migration comme un facteur d'équilibrage des différences géographiques puisque les migrants vont se diriger des zones à bas salaires vers les zones à hauts salaires et vont dès lors modifier l'offre et la demande de travail » (Piguet, 2013).

Autrement dit, le déséquilibre salarial entre les zones géographique peut expliquer d'une part les facteurs de la prise de décision migratoire. Un jeune qui prend la décision de quitter son pays pour aller dans un autre pays de manière irrégulière peut prendre cette décision en espérant que les probabilités de trouver un travail avec un bon salaire à son arrivée sont importantes.

Cette théorie semble être pertinente dans la mesure où on constate une situation semblable à celle-ci dans la plupart des zones rurales où le niveau de développement est inférieur qu'en zone urbaine. Cette disparité pousse les communautés rurales à faire ce qu'on appelle l'exode rural en se basant sur une évaluation des probabilités d'obtenir facilement un travail en ville et en ayant aussi une facilité à accéder aux infrastructures de base. En effet, nous constatons que dans certaines zones rurales il y a une pénurie de bien qui est l'élément déclencheur de migration vers les zones urbaines pour accéder à une variété de bien. Comme le souligne Logossah :

« Un exemple ancien est donné par la Bible avec l'émigration des douze tribus d'Israël en Egypte suite à la famine. Plus récemment, en Afrique subsaharienne, on peut mentionner une invasion de criquets qui a provoqué une pénurie alimentaire dans la région du Sahel en 1931–1932 et entraîné un exode

massif des populations ; la même région a connu d'importantes vagues d'émigration rurale dans les années 1972 et 1973 suite à une sécheresse qui réduisit les disponibilités en vivres (…) » (Logossah, 2007).

Ainsi, ce même comportement des individus revient quand il s'agit de prendre une décision de quitter son pays d'origine pour aller dans un autre pays lorsqu'ils font face aux manques de biens de consommation dans leur zone géographique.

Ce facteur économique représente une dimension incertaine, car le décideur n'a pas la certitude d'avoir la vie qu'il cherche une fois arriver dans son pays de rêve à cause des probabilités qu'il a émis lors de sa prise de décision. Nous considérons que cette prise de décision est une manière d'aller à la quête d'un besoin pour combler ce manque de satisfaction du décideur. La recherche de ce besoin prendrait fin dès qu'il réussit à atteindre le niveau de satisfaction recherché. Par ailleurs, les individus qui ont atteint ce niveau de satisfaction dans leur propre territoire peuvent ne pas éprouver un sentiment de migrer sauf si celui-ci arrive pour d'autres raisons. Ainsi le fait que ce n'est pas tous les individus qui ont le désir de migrer peut illustrer l'idée selon laquelle la décision de migrer est individuelle. A cet effet, Gubert affirme :

« En fonction de leur niveau de formation, les individus calculent la valeur présente des revenus futurs de leur capital humain dans chaque région, y compris celle de leur lieu de domicile. Ils choisissent de migrer si les rendements du capital humain, nets des coûts liés au déplacement, sont supérieurs ailleurs que chez eux » (Gubert, 2010).

Ce modèle de Sjaastad (1962) considère que la prise de décision migratoire est individuelle, c'est-à-dire que les individus décident de migrer en fonction de leur capital humain en espérant que ça leur donne des avantages dans le pays de destination. Il explique pourquoi tous les individus ne migrent pas même s'ils vivent dans les mêmes conditions, donc la migration dépend du profil individuel ou du capital humain.

Alors que les approches évoquées précédemment considèrent que la prise de décision est individuelle, l'approche de la nouvelle économie des migrations (NEM) quant à elle estime que la migration n'est pas une décision individuelle mais plutôt collective notamment familiale. C'est-à-dire que l'évaluation des probabilités d'obtention de gains ou de réussite doit être faite par l'ensemble de la famille et met ainsi le champ décisionnel à un niveau plus large. Elle considère également que les facteurs de la migration ne sont pas seulement liés aux problèmes économiques mais aussi aux aléas de la vie comme par exemple, les conséquences du changement climatique.

Cette approche théorique nous montre que les ménages du secteur rural dans les pays en développement sont souvent confrontés aux risques liés à l'instabilité de leurs revenus issus de l'activité agricole. Donc, dans ce cas la migration est perçue comme une échappatoire face à des incertitudes.

C'est dans ce contexte que Piguet affirme que « l'émigration devient une assurance contre les aléas conjoncturels (sécheresse, chômage, etc.), tout particulièrement dans des pays où des solutions d'assurances institutionnelles (assurances des récoltes) n'existent pas » (Piguet, 2013).

Autrement dit, la prise de décision migratoire est considérée comme une stratégie de gestion des risques. Ces risques ne sont pas forcément économiques mais peuvent être aussi naturels comme la sécheresse, la guerre ou la famine. Cette dernière peut pousser à des individus à faire l'émigration même de manière illégale pour pouvoir être à l'abri de l'extrême pauvreté.

L'élargissement de la prise de décision va au-delà de l'aspect familial et touche même le cadre sociétal. C'est ce que la littérature appelle la théorie des réseaux et le capital social. Cette approche estime que l'existence de migrants antérieurs dans une région ou une communauté facilite la décision de migrer en étant un intermédiaire pour fournir des informations et faciliter aussi l'installation de nouveaux migrants à l'arrivée. Dans ce sens, Gubert estime que « la présence d'un réseau de migrants dans une zone d'accueil encourage de nouveaux départs en diminuant les coûts et les risques de la migration » (Gubert, 2010).

La présence des migrants dans un pays d'accueil peut influencer la prise de décision des candidats qui se préparent à quitter leur pays. Ils ont tendance à transmettre au nouvel arrivant des informations qui facilitent leur voyage et même leur intégration si jamais ils réussissent à arriver dans le pays de destination. Ceci donne une force mentale ou psychologique aux nouveaux candidats et réduit chez eux les risques liés aux migrations.

Cette théorie sur le capital humain est très importante car elle nous permet d'analyser les migrations internationales ou les migrations internes entre zones rurales et zones urbaines. L'analyse des théories économique est pertinente car ça facilite notre compréhension et ça nous permet aussi de les comparer avec d'autres approches et ainsi avoir une vision complète du phénomène.

Nous estimons que tous les arguments qui tournent autour de cette théorisation des migrations peuvent se résumer sur un aspect fondamental que nous appelons les inégalités sociales. Celles-ci peuvent se trouver dans beaucoup de facteurs liés aux

migrations irrégulières. Ces inégalités peuvent être remarquées entre les différentes familles dans les pays d'origine des migrants comme aussi entre ces pays et ceux de destination. Par exemple, le niveau de développement des pays du Nord est largement plus élevé que celui des pays du Sud, c'est ce qui justifie le fait que les habitants des pays développés ne migrent pas irrégulièrement mais ce sont plutôt les habitants des pays moins développés ou en voie de développement qui migrent de manière irrégulière. Dans les pays sous-développés il existe des familles qui ont par exemple les moyens de voyager de manière légale, les autres familles qui ne disposent pas des mêmes moyens vont pouvoir décider d'emprunter la voie irrégulière pour atteindre leur objectif et ainsi satisfaire leur besoin.

4.Construction du modèle conceptuel

Notre cadre conceptuel s'inscrit dans l'étude de la problématique centrale de cette recherche et repose sur plusieurs concepts rattachés au tourisme et aux migrations. Il est également associé aux approches théoriques mobilisées plus haut. Ces derniers permettent de mettre en lumière les éléments floue de notre recherche notamment les questions liées aux situations socio-économiques des territoires, les facteurs migratoires et le rôle potentiel du tourisme inclusif dans le renforcement de la résilience de ces territoires.

Dans un premier temps, le rôle des approches économiques classiques de la migration consiste à expliquer les facteurs économiques qui sont à l'origine des prises de décisions migratoires. Elles permettent d'identifier les facteurs objectifs qui alimentent les dynamiques migratoires. Elles mettent l'accent sur le chômage, le manque d'emplois ou encore la pauvreté.
Il en ressort que la pauvreté est l'un de ces facteurs micro-économiques qui poussent les jeunes à migrer vers d'autres pays dans des conditions difficiles et irrégulières. D'ailleurs, la plupart des pays de départ aux migrations irrégulières sont des pays sous-développés, comme le cas du Sénégal. Ce sous-développement s'explique par le fait que le pays se trouve dans une situation de pauvreté, c'est-à-dire que les autorités n'ont pas les moyens financiers pour mettre en place des projets de développement dans toutes les régions du pays. Nous constatons une grande disparité en termes de développement entre la ville de Dakar et celle de Ziguinchor. Cette disparité rend plus claire notre compréhension sur la dimension macro et micro-

économique que nous retrouvons dans les théories économiques classiques de la migration. Ainsi, les approches économiques classiques permettent d'identifier les facteurs objectifs qui peuvent alimenter les dynamiques migratoires.

Dans un deuxième temps, la théorie des perspectives de Kahneman et Tversky nous permet d'analyser le phénomène migratoire en allant au-delà de l'explication économique pour apporter une dimension subjective de la prise de décision. Cette théorie permet d'analyser la manière dont les individus évaluent leurs situations et les probabilités liées aux migrations.
Enfin, la théorie des capabilités d'Amartya Sen permet d'expliquer l'idée selon laquelle le manque de capabilités peut être l'incapacité qu'un territoire peut avoir pour transformer ces ressources en véritables opportunités de développement.

Le lien entre ces trois théories permet ainsi de construire notre cadre conceptuel qui tourne autour de deux grands concepts que sont : migrations irrégulières, tourisme et inclusion socio-économique. Ces concepts sont liés les uns aux autres et permettent d'évaluer les capacités du tourisme à contribuer au développement territorial.
Pour le cas du concept de migrations irrégulière, nous pouvons citer l'organisation internationale pour les migrants (OIM) dans son lexique des termes clés de la migration qui considère la migration irrégulière comme un « mouvement de personnes contrevenant aux lois, aux réglementations ou aux accords internationaux qui régissent l'entrée ou la sortie du pays d'origine, de transit ou de destination. » (Organisation, internationale pour les migrants.). Cette définition permet de comprendre le cadre juridique des migrations irrégulières.
L'Union Européenne qu'en à elle considère que : « la migration irrégulière est le mouvement de personnes provenant de pays non-membres de l'UE à travers les frontières de l'UE sans se conformer aux exigences légales d'entrée, de séjour ou de résidence dans un ou plusieurs pays de l'UE » (*Lutter contre la migration irrégulière*, 2017).
Dans notre cadre conceptuel, ce concept clé de migrations irrégulières est lié à d'autres sous-concepts que sont : vulnérabilité sociale, privation de capabilités et perception de la situation.
La vulnérabilité constitue ainsi notre premier concept. Il existe plusieurs travaux mobilisant le concept de vulnérabilité. Nous pouvons citer Pauline Buchheit, Patrick d'Aquino et Olivier Ducourtieux qui affirment que « la vulnérabilité désigne la

propension d'une entité à souffrir de changements » (Buchheit et al., 2016). Cette définition explique les situations ou les perturbations qu'un individu ou un territoire peut confronter.
Ce concept est utilisé dans plusieurs disciplines scientifiques, par exemple selon les géographes,

« La vulnérabilité exprime le niveau d'effet prévisible d'un phénomène naturel (un aléa) sur des enjeux (les sociétés humaines et leurs activités). Elle est traduite en anglais par les termes *vulnerability* ou *sensitivity*. La notion de vulnérabilité évalue dans quelle mesure un système socio-spatial risque d'être affecté par les effets d'un aléa et cherche à quantifier ce qui est perdu » (ressources *de géographie pour les enseignants, 2026*).

Cette définition met l'accent sur la dimension géographique.
Pour d'autres chercheurs comme Martin, « la vulnérabilité est un concept probabiliste ; il saisit la relation ou la proximité d'un sujet avec un dommage. Le risque d'une personne de subir un dommage - sa vulnérabilité - est le résultat incrémental d'un ensemble de risques distincts mais reliés, c'est-à-dire : le risque d'être exposé à une menace, le risque de matérialisation d'une menace et le risque de manquer des protections nécessaires pour faire face à la menace » (Martin, 2019).
Dans notre recherche, la vulnérabilité sociale peut être considérée comme le manque de possibilité d'un territoire à transformer ses ressources à des opportunités de développement.
Ce manque de possibilité permet d'évoquer la notion de capabilités proposé par Amartya Sen qui a fait l'objet de plusieurs recherches scientifiques. Selon Ballet et Mahieu ce concept « repose sur la liberté effective à mettre en œuvre un mode de fonctionnement parmi ceux qui composent la vie » (Ballet & Mahieu, 2009). Pour nous la privation de capabilités renvoie donc au manque de biens des individus ou des territoires pour construire un meilleur cadre de vie dans leur territoire.
Enfin, la perception constitue le troisième élément important de notre modèle. La théorie de Kahneman et Tversky met en exergue le poids de la perception dans la prise de décision, alors que selon d'autre chercheurs comme Marion Luyat, « la perception renvoie à la « représentation », c'est-à-dire à l'image, la prise de conscience que l'on a d'une chose, d'un événement, voire à l'idée que l'on s'en fait » (Luyat, 2014).

Notre deuxième grand ensemble conceptuel regroupe le concept de tourisme et d'inclusion socio-économique. Le tourisme étant un phénomène pluridisciplinaire, il fait l'objet de plusieurs définitions différentes. En géographie, le tourisme est défini comme « un système d'acteurs, de lieux et de pratiques permettant aux individus la recréation par le déplacement et l'habiter temporaire hors des lieux du quotidien » (Knafou et Stock, 2003)[11].
L'UNESCO donne une définition du tourisme centrée sur le lien entre les visiteurs, les organisations touristiques et les communautés d'accueil.

Le tourisme est l'ensemble des phénomènes et des relations qui apparaissent entre les visiteurs, d'une part, et, d'autre part les entreprises et organismes qui favorisent la possibilité et la réalité du voyage à partir de la région émettrice, les entreprises et organismes qui proposent des services rendant possible l'arrivée, le séjour et la sortie des visiteurs, les gouvernements des pays émetteurs et récepteurs, et les communautés locales ou d'accueil des hôtes. (UNESCO, *106123*, s. d.)[12].

Pour l'ONU Tourisme : « le tourisme est un phénomène social, culturel et économique qui suppose des mouvements de personnes vers des pays ou des lieux situés en dehors de leur environnement habituel intervenant pour des motifs personnels ou pour affaires et motifs professionnels. » (ONU Tourisme)[13]. Cette définition met en lumière l'aspect multidimensionnel du tourisme.
Dans le cadre de notre recherche, nous parlons de tourisme inclusif comme une activité qui favorise l'inclusion des communautés locales et permet aux visiteurs d'avoir une expérience culturelle authentique. Le tourisme inclusif constitue un carrefour entre le développement territorial et l'inclusion socio-économique.
Plusieurs définitions sont possibles pour le concept d'inclusion socio-économique. Selon le rapport de la Banque Mondiale sur l'inclusion socio-économique publié en 2021, « le terme inclusion économique fait référence à l'insertion progressive des individus et des ménages participants dans les processus de développement économique et local plus vastes, en vue d'accroître leurs revenus et leurs actifs, de renforcer leur résilience et d'améliorer leurs perspectives » (Andrews et al., 2021).

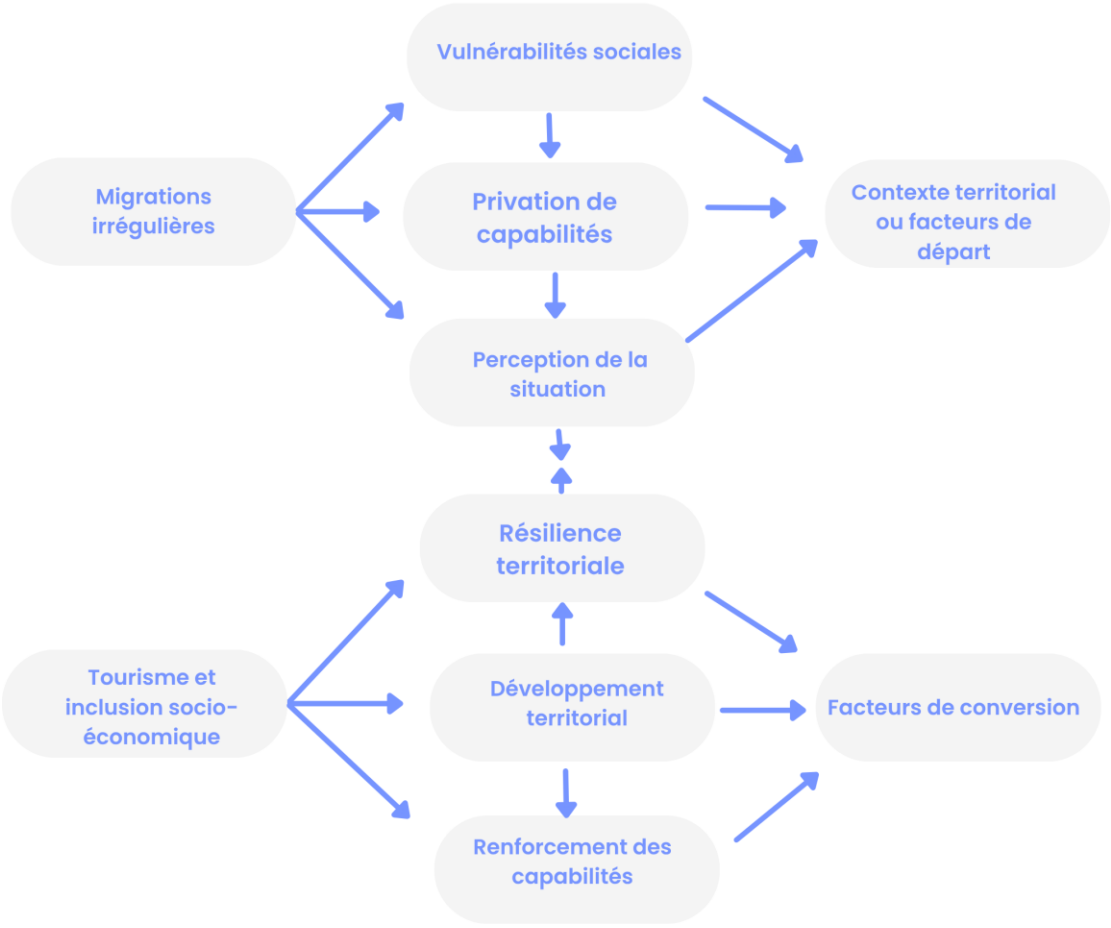
[11] Ressources de géographie pour les enseignants
[12] Convention du patrimoine mondial
[13] Site officiel

Dans ce même sens, REGHIOUI considère que « l'inclusion économique suppose donc qu'une personne a accès au marché du travail et arrive à décrocher un emploi décent et durable en adéquation avec sa formation et ses qualifications » (REGHIOUI, 2024).

Ces concepts de tourisme et inclusion socio-économique sont associés à d'autres sous-concepts que sont : résilience territoriale et développement territorial.
Nous parlons de résilience lorsqu'il existe des changements dans une société. Selon Pauline Buchheit, Patrick d'Aquino et Olivier Ducourtieux, « la résilience se rapporte à sa capacité à se réorganiser face à ces changements » (Buchheit et al., 2016). Cette définition revient sur les trajectoires des systèmes socioécologiques face aux imprévus en tenant en compte les activités humaines sur ces écosystèmes. Dans cette même perspective, Kouamékan J.M. Koffi définit la résilience comme « ce fonctionnement systémique qui permet dans certaines conditions d'intensité de choc adverse, d'avoir la capacité d'absorber l'énergie cinétique de la perturbation en se réorganisant pour conserver essentiellement la même fonction, la même structure et identité » (Kouamékan, 2014). Pour nous, la résilience se définit comme une capacité collective basée sur des normes sociales.
Cette conception nous permet d'évoquer le concept de développement territorial qui est défini par Leloup Maillefert comme « la capacité des acteurs situés sur un territoire à agir, à en maîtriser les évolutions et à le traduire en *capital social »* (Leloup & Maillefert, 2022).
Dans ce contexte, ce développement territorial permet le renforcement des capabilités des territoires ou des individus, ce que nous considérons comme des facteurs de conversion.
L'analyse de notre cadre conceptuel permet d'éclairer la place du tourisme inclusif dans ce modèle, mais permet également de montrer la corrélation entre les différents concepts. Ainsi, dans cette analyse, le tourisme inclusif n'est pas synonyme de solutions au phénomène des migrations, il est plutôt considéré comme un facteur susceptible de réduire certaines causes qui sont à l'origine de ce phénomène. Cette analyse conceptuelle est résumée sur notre schéma qui est présenté comme suite :
Schéma 1 :[14]

[14] Schéma que nous avons construit via Canvas

Schéma conceptuel



5. Hypothèses de recherche

Après avoir présenté le contexte général du sujet ainsi que l'étude empirique et théorique de la revue de littérature, nous allons maintenant présenter dans cette partie nos hypothèses de recherche. Ces hypothèses sont issues de notre problématique centrale et constituent des propositions de réponse provisoires à notre problématique et seront confrontées aux différentes données recueillies. Ainsi notre problématique déjà annoncée dans l'introduction est la suivante : **comment peut-on réinventer le tourisme grâce à l'inclusion socio-économique et ainsi transformer les crises migratoires en opportunité ?**

A partir de cette problématique, trois hypothèses ont été reformulées.

Hypothèse n°1

« Le management des territoires touristiques dans les pays de départ aux migrations irrégulières peut contribuer à réduire les facteurs migratoires s'il prend en compte l'inclusion socioéconomique. »

En effet, il est important d'expliquer le rôle que peut jouer le tourisme inclusif dans le renforcement des capabilités des territoires, dans la mesure où cette première hypothèse part du principe que ces territoires sont confrontés à des vulnérabilités. Cette vulnérabilité tourne autour des facteurs de départ aux migrations irrégulières évoqués antérieurement. Étant un phénomène social complexe, les migrations irrégulières peuvent être causées par des problèmes, sociaux, culturels, politiques, environnementaux ou économiques. Les facteurs les plus récurrents parmi celles-ci, ce sont les facteurs économiques. Cependant, cela ne veut pas dire que les problèmes économiques sont les seules vulnérabilités auxquelles font faces les migrants et même l'ensemble de leur territoire. Comme nous l'avons évoqué plus haut sur notre état de l'art, les territoires de départ aux migrations sont des zones qui font face à des problèmes de pauvreté, de chômage, de manque d'emplois. Contrairement aux pays convoités par les jeunes migrants qui sont plus avancés sur ces questions économiques. Le but n'est pas de copier le même système que les pays développés ont utilisé pour faire face à ces problématiques, mais de faire un regard critique sur la situation et apporter des pistes alternatives. C'est dans cette perspective que nous avons pensé au tourisme comme une alternative. Par conséquent, nous estimons que pour que cette approche soit efficace, il faut que cette forme de tourisme soit basée sur l'inclusion socio-économique notamment sur la gouvernance participative, la formation et le recrutement des jeunes dans des postes comme la restauration, le

guidage, l'hébergement ou encore l'accueil des visiteurs. Cette forme de tourisme pourrait potentiellement diminuer le désir des jeunes de quitter leur pays dans des conditions irrégulières pour aller dans d'autres pays pour chercher une meilleure condition de vie. Mais, il ne s'agit pas seulement de créer des emplois pour les jeunes, il faut aussi encadrer les conditions de travail notamment la rémunération, parce que si les salaires sont précaires, les jeunes ne vont pas arrêter de convoiter les autres pays où le salaire est beaucoup plus élevé.

Ainsi, nous entendons par le management des destinations touristiques un ensemble de pratique qui favorise la valorisation des ressources, la gestion et le marketing territorial ou encore la gestion des ressources humaines.

Hypothèse n° 2

« Si l'activité touristique était bien gérée, les zones de départ pour les migrations irrégulières pourraient se transformer en territoires attractifs. »

Cette hypothèse renvoie à la gestion de l'activité touristique qui englobe beaucoup d'éléments. Pour nous, avant de parler de création d'emplois ou de développement territorial, il faut d'abord commencer par des investissements dans plusieurs secteurs, car tous les secteurs de développement peuvent aider à mieux vendre une destination. Par exemple, une destination touristique qui ne dispose pas d'infrastructures hospitalières peut être un frein pour le bon fonctionnement des activités touristiques, parce que les touristes ont besoin d'être rassurer dans tous les domaines avant de visiter une destination. Il est de même pour les difficultés d'accessibilité, les problèmes de transport ou l'insécurité. Nous considérons que pour réunir les conditions nécessaires pour l'épanouissement des populations vulnérables il faut prendre en compte tous ces paramètres.

Par exemple, pour une gestion efficace de l'activité touristique des zones de départ aux migrations irrégulières, les autorités compétentes doivent travailler en étroite collaboration pour mettre en place des projets de développement durable. Dans ce sens, le développement touristique ne doit pas être un secteur indépendant du reste des secteurs économiques.

Ainsi, l'enjeu est de passer d'un territoire vulnérable à un territoire capable de transformer ses ressources pour faire face aux différentes difficultés.

Hypothèse n° 3

« Un système de management basé sur le tourisme et l'inclusion socio-économique peut renforcer la résilience des migrants et des territoires de départ aux migrations irrégulières au Sénégal. »

En effet, la vulnérabilité dont nous parlons fait référence aux différentes difficultés de développement que rencontrent les zones de départ et leurs populations. Ces derniers disposent des atouts nécessaires qui pourront être mobilisés pour faire face aux différentes difficultés auxquelles ils sont confrontés. Certes, le tourisme inclusif ne peut être à lui seul un facteur de résilience, mais il dispose de véritables atouts pour rendre ses territoires et populations résilients.

Plusieurs études soulignent l'importance du tourisme dans l'amélioration des conditions de vie de certaines localités du Sénégal. Cependant un modèle touristique qui a retenu notre attention c'est le tourisme rural intégré en Casamance qui s'inscrit dans le même sens de l'inclusion socio-économique, car il repose sur l'implication des communautés locales et sur la valorisation du patrimoine culturel et naturel des territoires.

Ainsi, malgré les limites de ce modèle en termes de durabilité des activités ou de gouvernance, il constitue une expérience pertinente pour comprendre le rôle important du tourisme dans le développement des territoires vulnérables.

A partir de cette troisième hypothèse de recherche, nous essayerons de vérifier si le tourisme inclusif peut véritablement contribuer à limiter les facteurs de départ aux migrations irrégulières au Sénégal et ainsi renforcer la résilience territoriale.

PARTIE III : METHODOLOGIE ET ANALYSE EMPIRIQUE

Chapitre IV : Méthodologie de recherche

Introduction

Après avoir posé le cadre théorique et conceptuel de notre recherche à travers la théorie des capabilités d'Amartya Sen, la théorie des perspectives de Kahneman et Tversky et les approches économiques classiques de la migration, il convient à présent de préciser la démarche méthodologique retenue pour appréhender empiriquement notre objet d'étude. Ce chapitre présente successivement la posture épistémologique adoptée, le terrain d'enquête et l'échantillon constitué, les méthodes de collecte mobilisées ainsi que les modalités de traitement et d'analyse des données recueillies.

1. Choix méthodologique et posture de recherche

Pour aborder cette problématique de manière rigoureuse et ancrée dans la réalité sociale, nous avions initialement envisagé une approche mixte. Celle-ci devait articuler l'observation, des entretiens semi-directifs et la diffusion de questionnaire ciblé, à mener sur deux terrains complémentaires : la Casamance et la Petite-Côte (Mbour et Joal notamment). Ce choix initial s'expliquait par notre propre ancrage dans ces zones sensibles aux dynamiques migratoires, où coexistent des foyers d'émigration et des expériences de tourisme rural intégré ou balnéaire.

Au regard des contraintes rencontrées sur le terrain, notamment en matière d'accès et de disponibilité des acteurs, notre enquête a finalement été recentrée sur la seule Casamance. Ce choix pragmatique n'a pas remis en cause la logique qualitative de notre démarche. Il nous a simplement conduits à concentrer nos efforts de collecte sur l'entretien semi-directif et l'observation directe, plutôt que de maintenir en parallèle une diffusion de questionnaires sur deux espaces distincts. La Casamance demeure, à elle seule, un terrain d'une grande pertinence : elle concentre à la fois des flux de départs migratoires majeurs et des initiatives historiques de tourisme rural intégré.

Comme le soulignent (Marquet et al., 2022) le choix d'un dispositif méthodologique dépend intrinsèquement de la nature de la question de départ et des objectifs visés, tout en exigeant une adaptation constante aux réalités opérationnelles et aux contraintes concrètes du terrain. C'est dans cet esprit que nous avons privilégié une démarche compréhensive, fondée sur le recueil de discours et de représentations difficilement saisissables par une approche exclusivement quantitative.

Notre positionnement de chercheurs n'est par ailleurs pas neutre. Notre vécu local, enrichi par l'expérience de stage effectuée au Sénégal par l'un de nous, a constitué un avantage précieux. Cette proximité a facilité une immersion réelle sur le terrain, une entrée en matière fluide auprès des populations enquêtées, ainsi qu'une compréhension nuancée des enjeux locaux. Elle a cependant imposé une vigilance méthodologique de chaque instant, afin de préserver la distanciation nécessaire à l'analyse scientifique des données.

2. Présentation du terrain et de l'échantillon



Source : *Localisation de la Casamance, BOURON 2018.*

Le terrain retenu pour cette recherche se concentre sur les localités d'**Affiniam** et d'**Oussouye**. Ces deux zones, où l'implantation de campements villageois gérés par les populations locales permet d'observer concrètement les dynamiques d'inclusion socio-économique liées au tourisme, restent pleinement représentatives des difficultés structurelles propres à l'ensemble de la région casamançaise.

Afin de combiner la représentativité des grandes tendances et la profondeur des discours vécus, notre échantillon est structuré de manière mixte à travers deux volets distincts :

- Le volet quantitatif (Le questionnaire élargi) : Il est composé de toute personne de la région (étudiants, demandeurs d'emploi, citoyens lambdas) ayant entrepris ou envisagé un déplacement, qu'il soit régulier (via l'obtention d'un visa) ou irrégulier. Ce choix d'un échantillon large et diversifié permet de

cartographier à grande échelle les ambitions, les motivations sous-jacentes au départ et le rapport global à la mobilité au sein de la communauté.

- Le volet qualitatif (Les entretiens ciblés) : Il s'appuie sur un échantillon construit de manière raisonnée, conformément aux principes de l'échantillonnage qualitatif décrits par (Paillé & Mucchielli, 2021). Au total, quatorze entretiens semi-directifs ont été menés pour cette étude exploratoire afin de croiser les regards de quatre catégories d'acteurs clés :

- Des jeunes confrontés à la précarité économique ou ayant envisagé un projet migratoire ;
- Des professionnels du tourisme local ;
- Des acteurs associatifs impliqués dans la prévention des migrations irrégulières ;
- Des acteurs institutionnels engagés dans le développement territorial.

3. Méthodes de collecte des données

Trois approches complémentaires ont été mobilisées pour mener à bien cette enquête : l'entretien semi-directif, le questionnaire en ligne et l'observation de terrain.

L'entretien semi-directif a constitué le cœur de notre démarche. Comme le soulignent (*Blanchet et Gotman, 2015*.), cette méthode est idéale pour explorer les représentations, les expériences vécues et les logiques d'action des participants, tout en leur laissant la liberté de guider leur propre parole. Notre guide d'entretien s'est articulé autour de trois grands axes : la situation socio-économique et les perspectives des jeunes, leur perception de la dynamique migratoire (y compris les récits de leur entourage), et leur regard sur les initiatives touristiques locales. Nous avons ajusté cette trame selon le profil de chaque interlocuteur afin de maintenir un dialogue authentique, tout en préservant une structure commune indispensable à l'analyse comparative. Sur le plan éthique, chaque échange a fait l'objet d'un consentement préalable, les participants étant informés des objectifs de l'étude et de la garantie de leur anonymat. Les entretiens ont été enregistrés puis intégralement retranscrits lorsque nos interlocuteurs nous y autorisaient.

En second lieu, nous avons élaboré notre questionnaire à l'aide de l'outil Google Forms, avant de le diffuser en ligne**.** Notre population cible se compose de jeunes âgés de 18 ans et plus. L'enquête s'articule autour de trois axes principaux :

- Le profil sociodémographique des répondants.
- La migration et les projets d'avenir.
- Le tourisme inclusif comme alternative à la migration.

Cette démarche nous permettra de recueillir des données quantitatives indispensables. Par la suite, nous pourrons mener une discussion des résultats approfondie, appuyée par des graphiques et des données chiffrées.

En parallèle, une immersion par observation directe a été réalisée au sein des campements villageois d'Affiniam et d'Oussouye, ainsi qu'au fil d'échanges informels avec les habitants. Consignés dans un carnet de terrain, ces moments de vie ont permis de contextualiser les discours et de saisir des éléments non verbalisés, tels que l'organisation quotidienne des activités ou la nature des interactions entre la population locale et les visiteurs.

4. Méthodes d'analyse des données

Notre démarche empirique s'appuie sur la triangulation de trois outils de collecte distincts et complémentaires : le questionnaire en ligne, l'entretien semi-directif et l'observation directe.

- **Le questionnaire Google Forms : contourner la barrière de la méfiance**

Dans le but de recueillir des données macroscopiques sur les perceptions de la jeunesse et de la population locale, nous avons élaboré et diffusé un questionnaire via l'outil Google Forms. Cet outil numérique s'est avéré stratégique sur le plan méthodologique pour appréhender un objet d'étude aussi sensible que les migrations irrégulières.

En effet, sur le terrain, les personnes ayant emprunté des voies clandestines (comme les traversées en pirogue) manifestent une réticence légitime à se confier ouvertement par crainte de stigmatisation ou de répercussions juridiques. Le caractère strictement anonyme et distant du formulaire en ligne a permis de briser cette barrière de la méfiance. En ouvrant le questionnaire à un public large incluant des étudiants aux trajectoires régulières, des personnes lambdas et des candidats à l’exil, nous avons pu collecter de manière sécurisée des données sur les aspirations profondes, les blocages vécus et la diversité des projets migratoires, sans exposer nos répondants.

- **L'entretien semi-directif : la profondeur des récits**

L'entretien semi-directif a constitué le cœur qualitatif de notre démarche. Comme le soulignent (*Blanchet et Gotman, 2015.*) cette méthode est idéale pour explorer en profondeur les représentations, les expériences vécues et les logiques d'action des participants, tout en leur laissant la liberté de guider leur propre parole.

Notre guide d'entretien s'est articulé autour de trois grands axes : la situation socio-économique des jeunes, leur perception de la dynamique migratoire (y compris les récits de leur entourage), et leur regard sur les initiatives touristiques locales. Nous avons ajusté cette trame selon le profil de chaque interlocuteur afin de maintenir un dialogue authentique, tout en préservant une structure commune indispensable à l'analyse comparative. Sur le plan éthique, chaque échange a fait l'objet d'un consentement préalable, les participants étant informés de l'anonymat total de leurs propos. Les entretiens ont été enregistrés puis intégralement retranscrits lorsque nos interlocuteurs nous y autorisaient.

- **L'observation de terrain : la mise en contexte**

En parallèle, une immersion par observation directe a été réalisée au sein des campements villageois d'Affiniam et d'Oussouye, ainsi qu'au fil d'échanges informels avec les habitants. Consignés dans un carnet de terrain, ces moments de vie ont permis de contextualiser les discours recueillis et de saisir des éléments non verbalisés, tels que l'organisation quotidienne des activités touristiques ou la nature réelle des interactions entre la population locale et les visiteurs.

- **Limites méthodologiques**

Comme toute recherche puisée dans le réel, ce travail comporte des limites qu'il convient d'assumer de façon transparente.

Premièrement, des contraintes d'accès au terrain nous ont contraints à recentrer l'enquête sur la seule Casamance, abandonnant la comparaison initialement prévue avec la Petite-Côte. Deuxièmement, la sensibilité évidente des questions liées à l'émigration clandestine par la mer constitue une limite forte. Malgré le recours à l'anonymat du Google Forms pour libérer la parole, une réserve peut persister chez certains répondants face au sujet de la pirogue. L'échantillon ne prétend donc pas à une représentativité statistique absolue de l'ensemble du Sénégal ; il offre néanmoins

une photographie qualitative et quantitative située, d'une grande valeur pour comprendre l'imaginaire migratoire et les ambitions de la jeunesse casamançaise face au potentiel du tourisme inclusif.

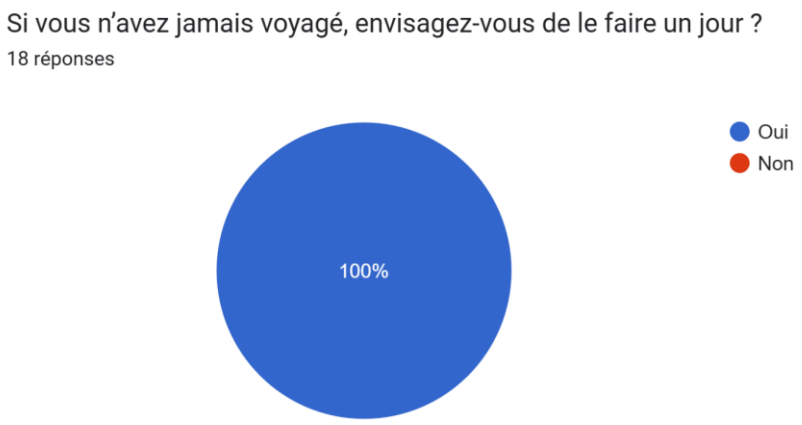
Chapitre V : Présentation et discussion des résultats

1. Perceptions des jeunes face à la migration

L'exposition des résultats dans cette partie ici s'appuient sur deux sources complémentaires : un questionnaire diffusé auprès de jeunes de 18ans et plus entre février et août 2026, et des entretiens semi-directifs menés au Sénégal dans le cadre de notre stage, de mars à juillet 2025. Cette immersion a offert également l'occasion de documenter, par l'observation, des réalités sociales, économiques et territoriales susceptibles d'infléchir la manière dont les jeunes perçoivent les migrations.

Le questionnaire révèle d'emblée un fort appétit de mobilité internationale chez celles et ceux qui n'ont jamais quitté leur pays.

Figure 1 – Intention des jeunes de voyager



Source : enquête par questionnaire.

Parmi les 18 répondants concernés, 100 % déclarent qu'ils partiraient si l'opportunité se présentait. Ce résultat traduit à la fois une curiosité pour d'autres cultures et, pour la majorité, l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie grâce à la migration. Dans cette perspective, partir est envisagé comme un moyen d'accéder à de meilleures perspectives, en particulier dans des pays perçus comme offrant d'avantages économiques.

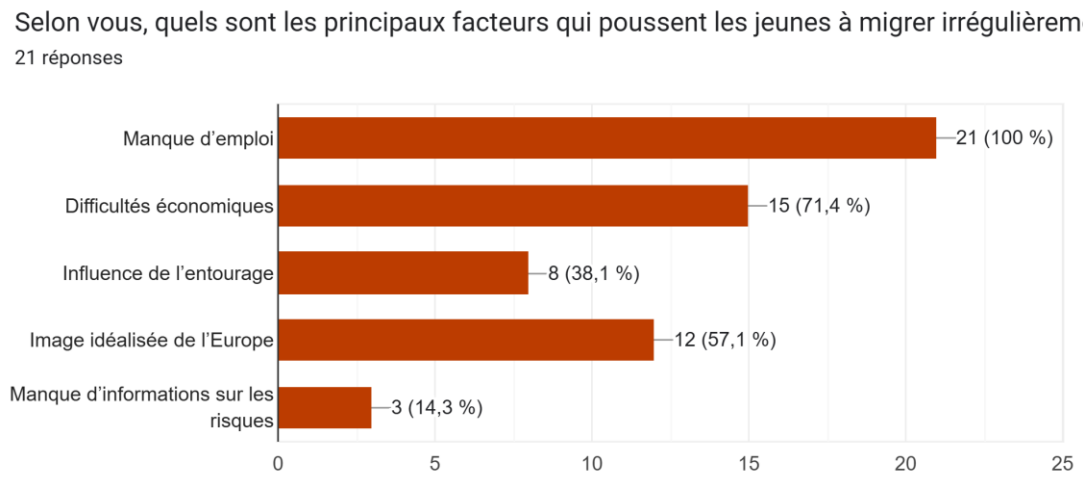
Cette tendance fait écho à la théorie des perspectives de Kahneman et Tversky : des conditions de vie jugées défavorables dans le pays d'origine sont interprétées comme des pertes, ce qui peut amener les jeunes à accorder plus de poids aux gains espérés de la migration qu'aux risques associés au fait de rester. Toutefois, les réponses

indiquent que l'appréciation de la migration varie selon les profils. Tous ne pondèrent pas de la même manière les bénéfices potentiels et les dangers encourus. Certains y voient une voie de réussite, tandis que d'autres demeurent réservés quant à la capacité des pays de destination à offrir un avenir réellement meilleur. Un répondant résume ainsi cette ambivalence : « *On peut vivre mieux du fait de trouver un emploi soucieux de garantir notre liberté Au cas contraire, y'a des risques aussi, les autres pays ne garantissent pas un avenir meilleur. La motivation de la personne peut être une source de réussite de transformation des difficultés en opportunité* ».[15]

Il en ressort que les individus n'ont pas une vision homogène des migrations ni des risques qui y sont liés. Ce constat confirme que la décision de migrer ne repose pas uniquement sur des paramètres économiques.

Dans cette optique, nous avons cherché à identifier les principaux moteurs du départ, y compris en contextes irréguliers. Les résultats du questionnaire indiquent que 100 % des répondants citent le manque d'emplois parmi les déterminants des migrations irrégulières ; 71,4 % mentionnent les difficultés économiques ; 38,1 % l'influence de l'entourage ; 57,1 % l'image idéalisée de l'Europe ; et 14,3 % le manque d'informations sur les risques.

Figure 2 – les facteurs liés aux migrations irrégulières



Source : enquête par questionnaire.

Ces éléments rejoignent les approches économiques classiques de la migration, qui soulignent le rôle du chômage et des contraintes économiques dans la décision de

[15] Réponse issue du questionnaire en ligne

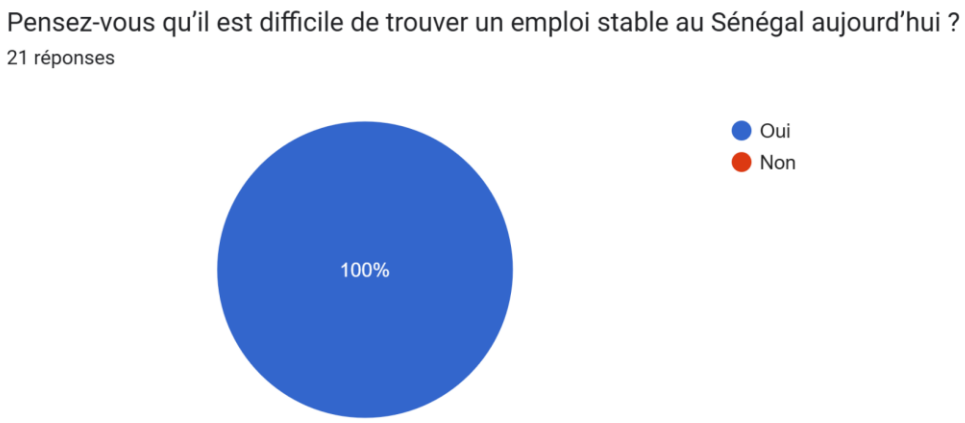
partir. Dans le contexte sénégalais étudié, cette dimension est récurrente, de nombreux répondants estiment qu'il demeure très difficile d'accéder à un emploi même après l'obtention d'un diplôme. L'un d'eux observe que « *pour trouver du travail il faut la plupart du temps connaître une personne travaillant au sein d'une entreprise pour qu'elle puisse nous intégrer ce qu'on appelle communément bras long* »[16]. Ce propos met en relief une vulnérabilité spécifique des jeunes : l'accès à l'emploi ne dépend pas uniquement des qualifications ou des compétences, mais aussi de réseaux capables d'ouvrir les portes du marché du travail.

Un autre témoignage l'illustre encore :

« Ici au Sénégal on voit si on n'a pas de bras long on ne peut pas avoir un travail qu'on souhaite et aussi si nos parents n'ont pas d'argent on ne peut pas avoir des links qui nous permettront d'avoir un travail (…). J'ai déjà essayé de partir clandestinement l'année dernière mais j'ai échoué. Le facteur principal c'est le manque de travail, on est dans une famille pauvre, on est en Licence 2 et on ne peut rien faire. On voit nos amis qui vont clandestinement, ils vont là-bas deux ans trois ans, ils ont leur travail et ils font beaucoup de choses ici que nous ne sommes pas capables de faire ».[17]

Ainsi, l'obtention d'un diplôme n'assure pas automatiquement l'insertion professionnelle. Cette réalité tend à accentuer la vulnérabilité des jeunes dans leur région d'origine, à réduire leurs perspectives locales et, par ricochet, à renforcer leur envie de partir.

Figure 3 – Difficultés dans la recherche d'emplois au Sénégal



[16] Réponse issue du questionnaire
[17] Entretien réalisé le 11/06/25 avec un jeune à Elinkine à 13h40

Source : enquête par questionnaire.

Nos résultats montrent donc que les difficultés économiques ne constituent pas l'unique facteur des migrations. À titre d'exemple, un jeune témoigne :

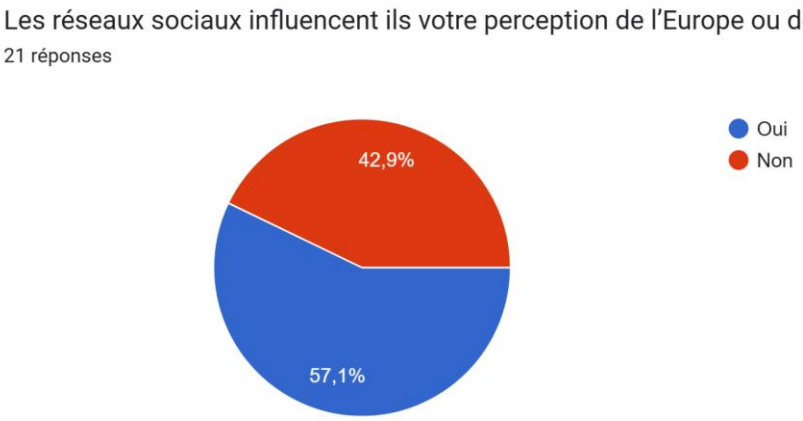
« Étant jeune tu as déjà le soutien de famille, tu as ta maman, tes frères, tes sœurs et c'est toi qui dois gérer tout ce qui est comme dépenses dans la famille. Et si tu restes ici et que tu vois que les chiffres d'affaires se redressent on est obligé de partir pour trouver une vie meilleure (…). Pour prendre les pirogues c'est très difficile, c'est un danger, tous peuvent y arriver, mais pour dire vrai les difficultés qu'on trouve ici c'est ça qui nous pousse à traverser ces dangers là pour partir en Europe ». [18]

Ce récit montre que les vulnérabilités sociales et économiques amènent les candidats au départ à minimiser les dangers du voyage et à valoriser davantage les opportunités qu'ils espèrent trouver dans les pays de destination. Les représentations sociales et les informations sur la vie en Europe auxquelles ces jeunes sont exposés influencent aussi leur décision.

Ainsi, 57,1 % des répondants estiment que les réseaux sociaux modèlent leur perception de l'Europe et de la migration, tandis que 42,9 % jugent qu'ils n'affectent pas leur vision de l'Europe. Les réseaux sociaux contribuent donc à construire un imaginaire migratoire dans lequel les migrants ou futurs migrants perçoivent surtout les avantages et atténuent les risques. Pour finir, le manque d'emplois et les difficultés financières ressortent comme des facteurs objectifs des départs, alors que les réseaux sociaux interviennent au moment où les candidats comparent les perspectives liées à la migration avec les opportunités disponibles sur leurs territoires.

Figure 4 – Influence des réseaux sociaux dans la prise de décision migratoire

[18] Entretien réalisé le 11/06/25 avec un jeune à Elinkine à 16h12



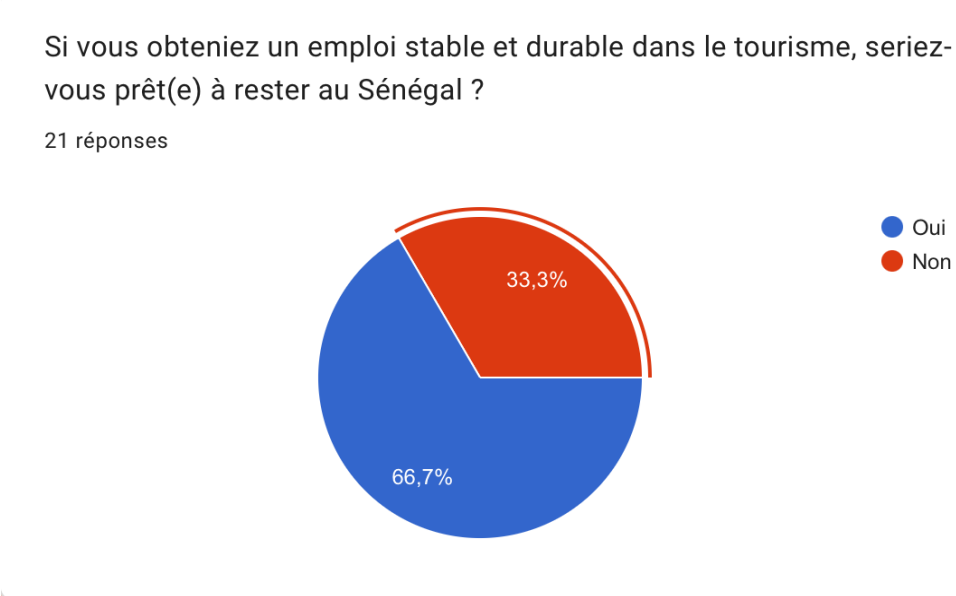
Source : enquête par questionnaire.

2. Perceptions des jeunes à l'égard du tourisme comme alternative

L'analyse croisée du questionnaire, des entretiens et des observations de terrain éclaire la manière dont les jeunes et les différents acteurs perçoivent le tourisme en Casamance. Dans l'ensemble, les données associent le tourisme à des perspectives d'emploi et de développement local, tout en révélant une vision nuancée. Pour les personnes interrogées, il peut constituer une opportunité, surtout pour les jeunes, sans pour autant offrir une réponse complète à l'ensemble des difficultés économiques et sociales qu'ils rencontrent.

Cette nuance apparaît nettement lorsque l'on interroge les répondants sur leur intention de rester au Sénégal en cas d'accès à un emploi stable et durable dans le secteur touristique.

Figure 5 – Intention de rester au Sénégal en cas d'obtention d'un emploi stable et durable dans le tourisme



Source : enquête par questionnaire.

D'après les résultats, 66,7 % des répondants déclarent qu'ils resteraient au Sénégal s'ils obtenaient un emploi stable et pérenne dans le tourisme, contre 33,3 % qui indiquent ne pas vouloir rester. Ce constat suggère l'importance accordée à l'emploi dans les projets d'avenir des jeunes interrogés. Pour une partie d'entre eux, disposer d'une activité professionnelle fiable s'accompagne d'une volonté de construire leur avenir dans le pays.

Les réponses ouvertes permettent toutefois de préciser cette tendance. Le qualificatif « stable » revient fréquemment dans les justifications. La décision de rester ne dépend pas seulement de l'existence d'un poste dans le tourisme, mais aussi des conditions qui y sont associées. Certains mentionnent la stabilité et la durabilité, d'autres insistent sur le niveau de rémunération et les perspectives d'évolution. L'un des participants affirme ainsi qu'il resterait au Sénégal « tant que c'est stable et durable », tout en rappelant que « le vrai bonheur se trouve chez soi »[19]. À l'inverse, une autre estime que le niveau de vie recherché ne pourrait pas nécessairement être atteint dans le tourisme au Sénégal.

Ces éléments montrent que la question de l'emploi ne se résume pas à la seule création de postes. Les jeunes interrogés accordent une attention particulière à la qualité du travail proposé et à ce qu'il permet de construire sur le long terme. Cette observation recoupe les enseignements des entretiens, au cours desquels les acteurs soulignent le rôle central de la formation, ainsi que la nécessité d'un accompagnement

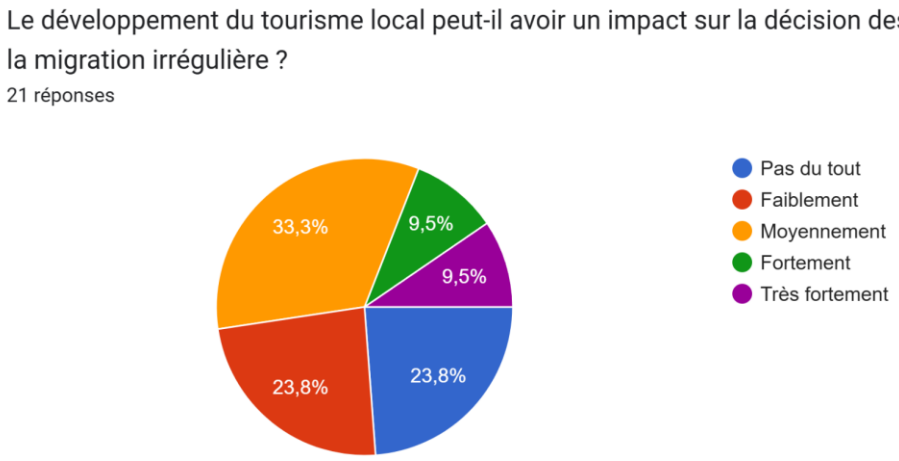
[19] Enquête du questionnaire

pour permettre aux jeunes de trouver une place réelle dans les activités touristiques. La formation est présentée comme un levier d'accès aux métiers du secteur et de développement de compétences adaptées.

Cette réflexion fait écho à l'approche des capabilités d'Amartya Sen. Dans cette perspective, la présence d'une ressource ou d'une possibilité ne garantit pas automatiquement la capacité effective des individus à en tirer parti. Les ressources doivent pouvoir être converties en opportunités réelles d'action. Rapporté au tourisme, cela signifie que l'existence d'activités touristiques sur un territoire ne suffit pas à assurer l'insertion des jeunes. L'accès à la formation, aux financements, aux réseaux professionnels et aux offres d'emploi contribue aussi à renforcer la capacité à bénéficier concrètement du secteur.

Cette dimension est d'autant plus décisive que les opinions sur la capacité du tourisme à réduire les migrations irrégulières sont partagées.

Figure 6 – Perception de l'impact du développement du tourisme local sur la décision des jeunes de migrer irrégulièrement



Source : enquête par questionnaire.

Les résultats indiquent que 33,3 % des répondants estiment que le développement du tourisme local pourrait avoir un impact moyen sur la décision des jeunes de migrer irrégulièrement. Par ailleurs, 23,8 % jugent que cet impact serait faible, et la même proportion considère qu'il n'y en aurait pas. À l'opposé, 9,5 % évoquent un impact fort, et 9,5 % un impact très fort.

La distribution des réponses montre donc que le tourisme n'est pas perçu de façon univoque comme une solution au phénomène migratoire. Pour certains, la création

d'activités et d'emplois pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes. Pour d'autres, l'ampleur des difficultés rencontrées est telle qu'un seul secteur ne peut, à lui seul, infléchir les projets de départ.

Les réponses ouvertes précisent ces positions. Une partie des participants associe directement le développement du tourisme à la génération d'emplois et de revenus. D'autres en soulignent les limites lorsque les postes demeurent rares, saisonniers ou insuffisamment rémunérés. L'un des répondants estime ainsi que le tourisme peut créer de l'emploi, sans pour autant répondre à l'ensemble des besoins de la jeunesse. Un autre rappelle que, sans transformation plus large de l'économie locale, l'effet du tourisme resterait restreint.

Ces remarques invitent à replacer le tourisme dans le contexte économique général du territoire.

La migration n'est pas seulement associée à l'envie de voyager ou de connaître l'étranger. Dans les réponses, elle renvoie aussi de façon marquée à la recherche de meilleures perspectives économiques et professionnelles. Ainsi, lorsqu'un emploi local est envisagé comme une alternative au départ, l'évaluation ne porte pas uniquement sur le secteur concerné, mais également sur les conditions économiques qu'il peut garantir.

Le tourisme s'impose alors comme un domaine susceptible d'alimenter cette dynamique. Les entretiens indiquent qu'un éventail d'activités peut se structurer autour du tourisme et offrir des débouchés aux habitants. Les acteurs rencontrés évoquent notamment le guidage, la restauration, l'hébergement, les agences de voyages, les offices d'information touristique, ainsi que des activités de loisirs comme la location de vélos ou de pirogues.

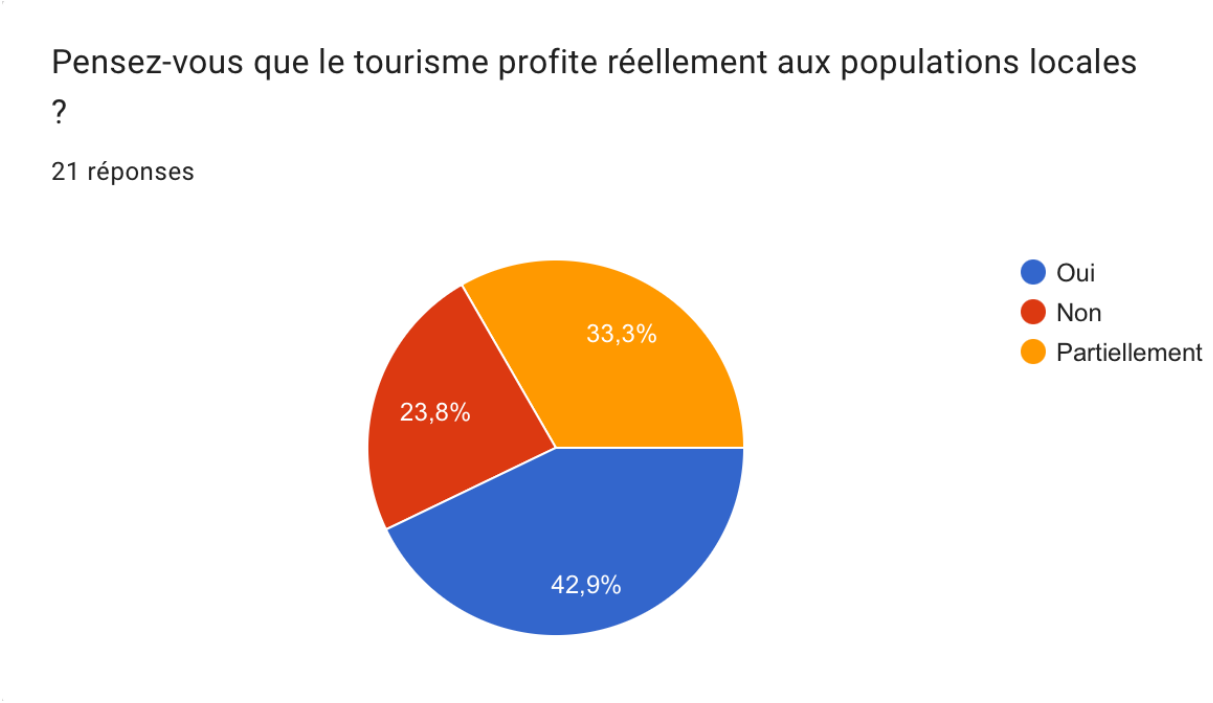
Dans les zones étudiées, cette diversité présente un intérêt particulier, car elle conduit à penser le tourisme au-delà des seuls postes directement proposés dans les hôtels et les campements. Les activités touristiques peuvent aussi créer des passerelles avec d'autres segments de l'économie locale. Nos matériaux de recherche montrent par exemple que les hôtels et restaurants s'approvisionnent auprès de producteurs agricoles ou d'acteurs de la pêche.

Ce constat rejoint les observations menées à Affiniam et à Oussouye. Le tourisme s'inscrit dans des espaces où les ressources naturelles, culturelles et les pratiques locales occupent une place de premier plan. Leur valorisation peut générer des

activités pour les habitants, mais les faits montrent aussi que leur seule présence ne garantit pas un partage équitable des retombées économiques au sein de la population.

La question de la distribution des bénéfices ressort clairement dans les réponses au questionnaire.

Figure 7 – Perception des répondants concernant les retombées du tourisme pour les populations locales



Source : enquête par questionnaire.

Au total, 42,9 % des répondants estiment que le tourisme bénéficie réellement aux populations locales. En revanche, 33,3 % jugent que ses effets restent partiels et 23,8 % considèrent qu'il ne profite pas véritablement aux habitants.

Cette répartition montre que la présence du tourisme ne se traduit pas toujours par une amélioration perçue des conditions de vie. Les réponses ouvertes permettent d'expliquer ces réserves. Certains participants soulignent les emplois et les activités commerciales générés par le tourisme. D'autres insistent, au contraire, sur le manque de formation, les obstacles d'accès aux emplois et la concentration possible des bénéfices entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs.

L'un des répondants rappelle d'ailleurs que la connaissance du secteur touristique et l'accès à la formation constituent des prérequis importants pour y participer. Cette observation rejoint les entretiens menés auprès des professionnels, qui insistent eux aussi sur la nécessité de renforcer les compétences des jeunes et de faciliter leur

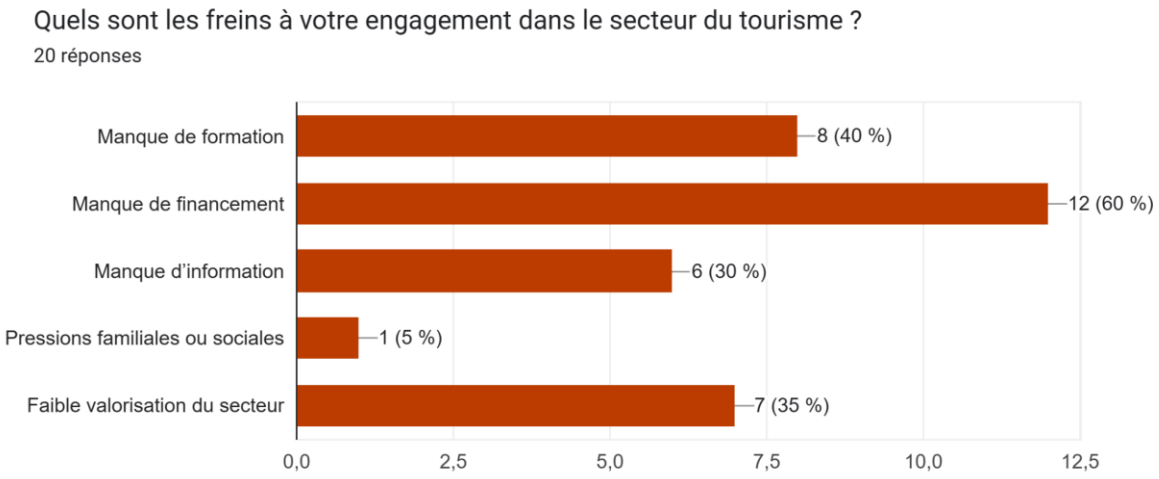
insertion dans les différentes activités. Les campements villageois peuvent, par exemple, créer des emplois de proximité en cuisine ou à la réception. Le guidage peut également s'appuyer sur les savoirs locaux des jeunes, à condition de les compléter par une formation adaptée.

Les résultats indiquent ainsi que l'inclusion ne se réduit pas à l'afflux de visiteurs. Elle repose aussi sur la capacité des habitants à prendre part aux activités et à en retirer des bénéfices concrets. Dans cette perspective, le tourisme rural intégré apparaît comme une voie de développement qui cherche à impliquer davantage les communautés dans la mise en valeur de leur territoire.

Les suggestions des enquêtés s'inscrivent dans cette orientation. Interrogés sur les mesures que l'État et les autorités locales devraient privilégier pour rendre le secteur plus accessible aux jeunes, ils citent en priorité la formation, l'accès au financement, l'amélioration des infrastructures et la création d'emplois. Beaucoup insistent également sur la nécessité d'informer davantage les jeunes au sujet des opportunités offertes par le tourisme.

Le thème de la formation revient de manière récurrente. Les répondants recommandent des cursus professionnalisants en gestion touristique, marketing numérique, guidage et hôtellerie. Plusieurs demandent que ces formations soient financièrement abordables pour les jeunes. D'autres soulignent l'importance de mécanismes de financement afin de permettre la création d'activités touristiques portées par les jeunes eux-mêmes.

Figure 8 : Points de vue des répondants sur les difficultés d'entrée dans le secteur du tourisme



Source : enquête par questionnaire.

Ces propositions rejoignent les constats des acteurs rencontrés, qui mettent eux aussi l'accent sur la formation et sur un accompagnement financier et technique. Le développement du secteur dépend ainsi de facteurs qui dépassent la seule fréquentation, parmi lesquels les compétences, les infrastructures, les ressources financières, l'information et l'accès aux marchés.

La question du tourisme comme alternative à la migration doit également être replacée dans la manière dont les jeunes envisagent leur avenir. Le questionnaire montre que le tourisme n'est pas pour tous la première option professionnelle. Certains visent des métiers de l'hôtellerie ou de l'accueil, d'autres disposent déjà d'une formation ou d'une expérience dans le domaine. Pour d'autres enfin, le tourisme reste relativement éloigné de leur projet de carrière.

Cette diversité est importante, car elle évite de considérer les jeunes comme un groupe homogène aux attentes identiques. Les entretiens révèlent des différences selon les profils et les activités exercées. Les priorités d'un demandeur d'emploi ne coïncident pas nécessairement avec celles d'un professionnel du tourisme ou d'un responsable local. Le tourisme peut donc constituer une opportunité pour certains, sans convenir à tous.

Les résultats invitent aussi à prendre en compte la saisonnalité des activités. Les entretiens indiquent que plusieurs jeunes travaillent surtout pendant les périodes de forte fréquentation, ce qui fragilise la continuité des revenus. Les acteurs rencontrés soulignent par ailleurs la nécessité de diversifier les activités afin d'élargir la participation des jeunes et de mieux répartir les retombées.

Ce constat éclaire la prudence exprimée par certains répondants. Un emploi dans le tourisme peut être attractif, mais son intérêt dépend de sa stabilité, de sa rémunération et des perspectives qu'il ouvre. Pour un jeune qui cherche à construire un parcours durable, une activité limitée aux saisons ne constitue pas toujours une solution satisfaisante.

Au vu de l'ensemble des données recueillies, le tourisme apparaît dans les discours comme une option parmi d'autres pour améliorer les perspectives économiques des jeunes. Les personnes interrogées en reconnaissent le potentiel en matière d'emploi, de valorisation des ressources locales et de développement économique. Dans le même temps, elles soulignent les limites actuelles du secteur et les conditions à réunir pour que ses bénéfices soient plus largement accessibles aux populations locales.

Le tourisme est ainsi davantage perçu comme un levier au service d'une dynamique plus large de développement territorial que comme une réponse unique à la migration

irrégulière. Les réponses des jeunes confirment que l'emploi, la formation, les revenus et les conditions de vie demeurent au cœur de leurs préoccupations. Le développement touristique peut contribuer à ces objectifs s'il reste aligné sur les réalités économiques locales et s'il favorise une participation effective des habitants.

Cette sous-partie a mis en lumière les perceptions principales relatives au tourisme, à son accessibilité et à ses effets locaux. Elle a également précisé les conditions que les répondants associent à son essor. La partie suivante confrontera ces résultats aux hypothèses de la recherche et en discutera la portée à partir du cadre théorique mobilisé.

3. Analyse finale des hypothèses

Après avoir étudié le contexte théorique, réaliser des enquêtes de terrain auprès des jeunes, diffuser un questionnaire et analyser ces données recueillies, il est maintenant nécessaire de confronter ses résultats avec nos hypothèses de recherche. Cette partie est nécessaire dans la démarche de recherche scientifique et permet de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses.

Hypothèse n° 1 :

« Le management des territoires touristiques dans les pays de départ aux migrations irrégulières peut contribuer à réduire les facteurs migratoires s'il prend en compte l'inclusion socioéconomique. »

Les résultats de notre recherche apportent un premier éclairage favorable à cette hypothèse. En effet, la majorité des répondants (100%) estiment que le manque d'emplois et (71,4%) pensent que les difficultés financières sont considérées comme les principaux facteurs qui poussent les jeunes à migrer. Ainsi, le développement d'un tourisme inclusif peut devenir un levier territorial capable de créer des emplois pour les jeunes.

Toutefois, ces résultats ne permettent pas à eux seuls de considérer le tourisme inclusif comme une alternative automatique aux problèmes migratoires. Par exemple, cette réponse issue du questionnaire illustre parfaitement cette nuance :

Le développement du tourisme peut favoriser la création d'emplois, mais il ne peut pas absorber toute la demande, surtout dans un pays caractérisé par une population majoritairement jeune. L'offre d'emplois reste inférieure à la demande, ce qui entraîne un chômage élevé et une pression à la baisse sur les salaires. De plus, les emplois touristiques sont souvent saisonniers et peu rémunérés. Ainsi, malgré le développement du secteur, de nombreux jeunes peuvent ne pas voir leurs attentes professionnelles et sociales satisfaites, ce qui peut les inciter à envisager l'immigration irrégulière à la recherche de meilleures opportunités.[20]

En effet, ces résultats soulignent l'importance d'un système de management touristique capable de créer des emplois accessibles et bien rémunérés, de favoriser la formation et la valorisation des ressources locales et ainsi contribuer à l'intégration

[20] Réponse issue du questionnaire

des jeunes dans les dynamiques économiques de leur territoire et ainsi renforcer leur capacité à choisir entre différentes possibilités.

L'hypothèse n° 1 est donc confirmée : le tourisme et l'inclusion socio-économique peuvent jouer un rôle important dans la réduction des facteurs migratoires, mais un management efficace des territoires touristiques reste indispensable pour diminuer le désir de quitter son pays par voie illégale.

Hypothèse n° 2

« Si l'activité touristique était bien gérée, les zones de départ pour les migrations irrégulières pourraient se transformer en territoires attractifs. »

Les observations que nous avons réalisées pendant notre étude de terrain mettent en évidence la vulnérabilité de l'activité touristique dans certaines zones au Sénégal. Nous estimons que cette mauvaise gestion des activités touristiques est liée au manque d'infrastructures dans plusieurs secteurs. Par exemple, nous avons pu observer l'état de la route Ziguinchor-Kafountine qui était quasiment impraticable. Alors que la zone de Kafountine est une zone touristique avec d'énormes potentialités, ce problème d'infrastructure routière fait que les activités touristiques ne pourront pas se passer comme il le faut, à cause des difficultés d'accessibilité. Cette observation met en lumière l'importance de rendre attractif une destination en considérant le tourisme comme activité dépendant des autres secteurs économiques, politiques ou sociaux.

Les résultats du questionnaire nous montrent également que beaucoup de jeunes font face à des obstacles pour s'engager dans le secteur touristique :

- Manque de financement (60%)
- Manque de formation (40%)
- Faible valorisation du secteur (35%)
- Manque d'information (30%)
- Pressions familiales ou sociales (5%)

L'obtention de ces chiffres montre la nécessité de renforcer la gestion des activités touristiques en prenant en compte les investissements publics et privés, la formation professionnelle des jeunes et la valorisation des ressources naturelles et culturelles des territoires.

Nous rappelons aussi que la revue de littérature sur la gouvernance participative illustre parfaitement cette hypothèse, dans la mesure où elle permettrait de rendre attractives les destinations et de rendre plus fluide la coordination entre les différents acteurs du secteur.

Ainsi l'hypothèse n°2 est confirmée : la réussite d'une destination touristique touchée par les migrations irrégulières repose sur une gestion collaborative capable de transformer les territoires en de véritables zones attractives pour les touristes et pour les populations, les jeunes en particulier.

Hypothèse n° 3

« Un système de management basé sur le tourisme et l'inclusion socio-économique peut renforcer la résilience des migrants et des territoires de départ aux migrations irrégulières au Sénégal. »

L'analyse des données théoriques apporte un soutien favorable à cette troisième hypothèse de recherche. C'est l'exemple du tourisme rural intégré en Basse Casamance, malgré les limites du modèle, la littérature a mis en lumière son importance dans la valorisation des ressources touristiques de la Casamance et dans l'implication des populations locales dans les activités touristiques. Nous avons observé pendant notre étude de terrain l'existence de la FECATOUR[21] qui est un acteur important du tourisme durable. En discutant avec plusieurs membres de cette fédération, nous avons compris qu'elle a l'intérêt de valoriser le patrimoine culturel et naturel de la Casamance, cet intérêt rejoint le tourisme inclusif.

La plupart des membres de la FECATOUR sont des jeunes, qui ont décidé de rester chez eux et d'exploiter les potentiels touristiques de leur territoire en créant des structures d'hébergement appelées campements, avec d'autres services comme la restauration, le guidage entre autres. Ainsi, malgré les difficultés économiques ou sociales, ces jeunes ont pu faire face à ces défis grâce au tourisme inclusif et ils n'ont pas succombé aux départs migratoires.

Les jeunes qui ont répondu au questionnaire ont largement exprimé leur intérêt d'occuper un emploi ou de faire une formation dans le secteur du tourisme. Ainsi, 76,2% d'entre eux ont exprimé leur intérêt et 23,8% ont dit le contraire, donc si le tourisme favorise l'inclusion des jeunes, il contribue ainsi dans le renforcement de leurs capabilités.

Il faut rappeler que la vulnérabilité des territoires fait partie des facteurs de départ aux migrations irrégulières et cette vulnérabilité peut être causée par le manque d'emploi. Par conséquent, 66,7% des répondants du questionnaire ont exprimé leur souhait de rester au Sénégal s'ils obtiennent un emploi stable et durable dans le tourisme tandis que 33,3% n'ont pas le même souhait. Ce souhait de rester rejoint la théorie des

[21] Fédération des Campements Touristiques

capabilités d'Amarthya Sen dans la mesure où les jeunes qui décident de rester parce qu'ils ont obtenu un emploi stable le font parce qu'ils ont plus d'options dans leur prise de décision.

L'hypothèse n° 3 est également validée : le tourisme et l'inclusion socio-économique sont des leviers qui peuvent potentiellement réduire la vulnérabilité des territoires sénégalais et renforcer ainsi leur résilience.

4. Recommandations

À la lumière des résultats de cette recherche, plusieurs pistes se dégagent pour renforcer la contribution du tourisme à l'inclusion socio-économique des jeunes et pour limiter les facteurs qui encouragent les migrations irrégulières en Casamance. Le tourisme apparaît comme une véritable opportunité pour les territoires, mais son effet dépend fortement de l'accès à la formation, à l'emploi, aux financements et aux ressources nécessaires au développement d'activités durables.

Premièrement, il est essentiel de consolider la formation professionnelle des jeunes dans les métiers du tourisme. Les entretiens montrent que l'insuffisance de formation demeure un obstacle majeur à leur insertion. Un professionnel souligne que la formation fait défaut, ce qui complique l'entrée des jeunes dans le secteur. Il plaide pour des dispositifs accessibles et adaptés aux réalités locales. Dans ce cadre, les autorités publiques, les collectivités et les structures touristiques gagneraient à proposer davantage de formations courtes et pratiques en guidage, accueil, restauration, gestion des hébergements, organisation de circuits, compétences numériques et promotion touristique. Ces parcours devraient rester financièrement abordables pour les jeunes des territoires concernés.

Deuxièmement, l'accès au financement et à l'accompagnement entrepreneurial doit être amélioré. La formation seule ne suffit pas si les jeunes ne disposent pas des moyens nécessaires pour créer ou développer une activité. Un acteur du secteur signale un manque de ressources, notamment pour organiser des activités culturelles et traditionnelles ou porter des projets touristiques. Il convient donc de faciliter l'accès des jeunes aux dispositifs de financement, aux microcrédits, aux fonds d'appui à l'entrepreneuriat et à l'accompagnement technique. Une attention particulière pourrait être accordée aux petites initiatives locales, telles que les campements villageois, la restauration, le guidage, la location de vélos ou de pirogues, l'organisation de circuits et la mise en valeur des pratiques culturelles.

Troisièmement, l'ancrage local du tourisme doit être renforcé. L'objectif n'est pas seulement d'attirer plus de visiteurs, mais aussi de faire en sorte que les retombées économiques profitent effectivement aux populations. Les campements villageois constituent une option prometteuse. Selon un professionnel, ce modèle favorise l'emploi local, car la gestion est assurée par des personnes originaires de la localité,

tout comme les postes en cuisine ou à la réception. Ce dispositif pourrait être davantage soutenu en Casamance, en veillant simultanément à améliorer la qualité des services et les conditions de travail.

Quatrièmement, il importe de mieux valoriser les compétences et les ressources détenues par les jeunes du territoire. Ils disposent souvent d'une connaissance fine de leur environnement, de son histoire, de sa culture et de ses ressources naturelles. Avec un accompagnement approprié, cette connaissance peut devenir une véritable compétence professionnelle. Le guidage se prête particulièrement au contexte rural, car les jeunes connaissent déjà leur milieu et peuvent compléter ces acquis par une formation spécifique. Il serait ainsi pertinent de promouvoir des parcours menant aux métiers de guide local, d'animateur culturel ou d'acteur de la valorisation du patrimoine naturel et culturel.

Cinquièmement, une coordination renforcée entre les différents acteurs du territoire s'avère nécessaire. Le développement d'un tourisme inclusif ne peut reposer uniquement sur les professionnels du secteur. Il implique l'engagement conjoint des collectivités territoriales, de l'État, des associations, des organisations communautaires, des structures touristiques et des populations locales. Le mémoire rappelle d'ailleurs que cette coordination favorise l'inclusion, soutient l'autonomisation des communautés et renforce la résilience des territoires. Dans cette optique, il serait utile de consolider des cadres de concertation locaux pour définir collectivement les besoins prioritaires, les projets à mettre en œuvre et les moyens à mobiliser.

La sixième piste d'action porte sur le renforcement des infrastructures et sur une meilleure accessibilité des espaces touristiques. Le potentiel de la Casamance ne tient pas seulement à la richesse de ses atouts naturels et culturels ; il dépend aussi de la capacité des visiteurs à rejoindre ces territoires et de celle des populations locales à participer aux activités économiques. La réhabilitation des routes, l'amélioration de la signalisation, l'extension de la couverture Internet, le développement d'équipements d'accueil et le renforcement des services essentiels contribueraient à accroître l'attractivité des destinations et à soutenir l'essor des initiatives portées par les jeunes.

Il convient par ailleurs d'éviter de présenter le tourisme comme la réponse unique aux migrations irrégulières. Les résultats de cette recherche indiquent qu'il constitue plutôt

un levier parmi d'autres. D'après le questionnaire, 66,7 % des personnes interrogées déclarent qu'elles resteraient au Sénégal si elles obtenaient un emploi stable et durable dans ce secteur, tandis que 33,3 % ne feraient pas ce choix. Cet écart rappelle que la décision de migrer résulte de déterminants multiples et que la création d'emplois touristiques doit aller de pair avec une amélioration plus générale des perspectives économiques et sociales. Le tourisme doit donc s'inscrire dans une stratégie plus large de développement territorial, associant la formation, l'emploi, l'entrepreneuriat, l'agriculture, la pêche, le numérique et les activités culturelles.

Au-delà des pistes directement issues de l'étude, la mise en place d'un observatoire territorial consacré au tourisme, à l'emploi et aux migrations apparaît comme une option complémentaire. Une telle instance rassemblerait les collectivités, les professionnels du secteur, les associations, les services de l'État, les établissements de formation et des chercheurs. Sa mission serait d'assurer un suivi régulier de l'évolution de l'emploi touristique, des besoins en compétences, des initiatives créées par les jeunes, des retombées économiques du tourisme et des dynamiques migratoires. Ce dispositif fournirait des données actualisées sur les réalités de la Casamance et permettrait d'ajuster les politiques publiques aux besoins identifiés. Il offrirait aussi la possibilité d'évaluer, dans la durée, les effets concrets des politiques d'inclusion touristique sur les perspectives des jeunes.

Une autre voie consisterait à créer des passerelles entre le tourisme local et les mobilités internationales régulières. Plutôt que d'opposer systématiquement le fait de rester au Sénégal à celui de partir, il serait pertinent de proposer aux jeunes formés aux métiers du tourisme des opportunités de mobilité légale, sous la forme de stages, de formations ou d'expériences professionnelles à l'étranger. Des partenariats entre établissements de formation sénégalais, entreprises touristiques et structures étrangères offriraient un cadre sécurisé et légal pour l'acquisition de nouvelles compétences. De retour au pays, une partie de ces jeunes pourrait réinvestir ce capital dans son territoire d'origine et contribuer au développement des activités touristiques locales. Cette approche permettrait de considérer la mobilité comme une option encadrée, et non comme une migration irrégulière subie et risquée.

En définitive, l'ensemble de ces recommandations invite à passer d'un tourisme centré avant tout sur l'accueil des visiteurs à un tourisme davantage ancré dans les territoires et attentif aux besoins des populations. L'enjeu est de permettre aux jeunes de devenir

de véritables acteurs du développement touristique local, plutôt que de se limiter à la recherche d'emplois saisonniers. Le déploiement d'un tourisme inclusif suppose donc des investissements en formation, en financement, en infrastructures, en entrepreneuriat et en coordination entre acteurs. Il doit également s'intégrer à une politique plus globale de développement économique et social. À lui seul, le tourisme ne résoudra pas la question des migrations irrégulières, mais il peut élargir les opportunités offertes aux jeunes et, dans certains cas, rendre plus envisageable le choix de rester ou de circuler légalement. Cette orientation rejoint la conclusion du mémoire, qui souligne que la coordination entre acteurs favorise l'inclusion, l'autonomisation des communautés locales et la résilience des territoires.

CONCLUSION GENERALE

Ce mémoire est pour nous l'accomplissement de deux années de travail à la fois à l'Université et sur le terrain. Pendant notre première année de Master, nous avons construit une réflexion sur un sujet de recherche en lien avec l'Afrique, mais nous avons décidé de travailler sur une thématique qui fait le lien entre le tourisme inclusif et les migrations irrégulières. Ce choix repose sur notre volonté de travailler sur un sujet de recherche innovant qui répond directement aux enjeux économiques, sociaux et culturels des peuples africains.

L'objectif de ce mémoire était de proposer un véritable travail de recherche scientifique en répondant à la problématique centrale :

Comment peut-on réinventer le tourisme grâce à l'inclusion socio-économique et ainsi transformer les crises migratoires en opportunité ?

Pour répondre à cette problématique, nous avons utilisé plusieurs outils méthodologiques basés sur l'état de l'art, l'observation, les entretiens semi-directifs avec les jeunes et le questionnaire à destination des jeunes également qui a été diffusé en ligne. Toutes les données obtenues ont été analysées en les confrontant avec les données théoriques déjà étudiées. Cette démarche nous a permis d'analyser nos trois hypothèses de recherche toujours dans le but de répondre à la problématique.

La première partie de ce travail, a permis de mieux comprendre à travers la revue de littérature les deux éléments essentiels de notre sujet de recherche à savoir, les dynamiques migratoires et le tourisme inclusif. Les lectures que nous avons menées nous ont permis de mettre en lumière les véritables facteurs qui sont à l'origine du départ des jeunes sénégalais. L'identification de ces facteurs détermine la complexité du phénomène migratoire et nous a poussé à analyser les vulnérabilités territoriales et le manque de perspectives auxquels ils font face. Il en ressort que cette vulnérabilité territoriale repose sur plusieurs facteurs, économiques, sociaux et culturels, ce qui met en évidence l'aspect multidimensionnel des décisions de départ. Ces problématiques liées aux décisions de départ ont été une opportunité pour nous de proposer une réflexion scientifique sur le tourisme et l'inclusion socio-économique comme une alternative à celui-ci. Nous avons pu expliquer ce que signifie pour nous le concept de tourisme inclusif dans ce travail de recherche. Les résultats obtenus ont démontré que le tourisme inclusif a tous les atouts nécessaires pour renforcer la résilience territoriale, mais pour que cela soit efficace, il est important de mettre en place un système de

coordination entre les différents acteurs. C'est cette coordination qui pourra faciliter l'inclusion, favoriser l'autonomisation des communautés locales et ainsi limiter les facteurs de départ aux migrations irrégulières.

La deuxième partie était axée sur le cadre théorique et conceptuel et l'élaboration des hypothèses de recherche. Cette partie a été primordiale dans la méthodologie de notre recherche scientifique dans la mesure où elle nous a permis d'avoir des bases de données solides et de mettre en évidence l'aspect scientifique de notre mémoire. Les différentes théories qui ont été élaborées ont mis en lumière les raisons qui poussent les individus à avoir certains comportements ou à prendre certaines décisions dans leur vie. C'est l'exemple de la théorie des capabilités d'Amartya Sen qui évalue les enjeux de développement territorial en se basant sur les capabilités, c'est-à-dire les opportunités offertes à chaque individu. L'analyse de cette théorie nous a permis de comprendre que le manque de capabilités des territoires et des individus est un facteur déterminant dans la prise de décision migratoire. Dans le même contexte, la théorie des perspectives de Kahneman et Tversky a été élaborée aussi pour comprendre la prise de décision des migrants face aux différents risques, alors que les approches économiques classiques de la migration montrent que le choix du départ aux migrations est fortement économique. Ainsi, pour rendre plus claire l'explication de notre sujet, nous avons décidé de construire un schéma conceptuel en faisant le lien avec ces différentes théories mobilisées.

Enfin, la troisième partie consistait à démontrer la méthodologie de recherche que nous avons adoptée et par la suite présenter les différents résultats collectés. Pour recueillir nos différentes données, nous avons fait recours à une méthodologie mixte qui regroupe l'observation, les entretiens semi-directifs et la diffusion d'un questionnaire en ligne à destination des jeunes. Les données obtenues grâce à cette méthodologie nous ont permis de pouvoir répondre de manière précise à notre problématique centrale et de valider également nos différentes hypothèses de recherche. Nous pouvons dire que nous avons apporté des réponses à notre problématique et que les trois hypothèses ont été validées. Ce travail de recherche scientifique nous a permis de prendre du recul notamment en faisant beaucoup de lectures sur le phénomène migratoire et sur le rôle potentiel du tourisme inclusif dans la réduction des facteurs liés à ce dernier. La méthodologie mixte, les différentes théories qui ont été abordées nous ont données l'opportunité de faire une étude croisée des différents résultats théoriques et empiriques. Cette démarche témoigne de notre intérêt de produire un travail de recherche scientifique, cohérent et solide.

Toutefois, notre mémoire comme tout travail de recherche comporte des limites. En effet, notre sujet semble être un sujet sensible ce qui nous a empêché d'avoir plus de répondants. L'objectif était de recueillir les avis des jeunes qui ont vécu l'expérience des migrations irrégulières, mais aussi ceux qui n'ont pas eu cette expérience, malheureusement bien que nous connaissions des migrants, beaucoup d'entre eux n'ont pas voulu répondre à notre questionnaire en ligne. Il faut souligner aussi que la plupart de ces migrants n'ont pas fait de longues études, ce qui peut être un frein pour eux de pouvoir répondre à notre questionnaire. Nous avons également rencontré des difficultés à trouver des articles scientifiques qui évoquent en même temps le phénomène migratoire et le tourisme inclusif.

Concernant le terrain de recherche, nous avons rencontré des difficultés pour prendre des rendez-vous avec certains jeunes, mais aussi les conditions n'étaient pas réunies pour pouvoir enregistrer certains entretiens, parce qu'il y avait à chaque fois beaucoup de bruits et cela nous a causé d'énormes difficultés pour transcrire nos différents entretiens. Ces différents aspects nous permettent de bien nous préparer pour faire face à ces contraintes dans nos futures démarches de recherches scientifiques.

Au-delà de son caractère académique et universitaire, nous sommes prêts à soumettre ce mémoire dans des revues universitaires pour servir de source académique aux futurs étudiants et aux spécialistes de recherche scientifique.

Les différents aspects étudiés dans ce mémoire méritent d'être approfondis, c'est-à-dire que des pistes de recherche supplémentaires pourront être l'objet de futures recherches. Nous pensons notamment à une étude sur les migrations régulières, qui selon nous aussi méritent d'être analysées pour comprendre pourquoi les individus décident de migrer régulièrement pour vivre dans un autre pays.

Nous pouvons nous poser aussi la question de savoir :

La présence de touristes dans les territoires des pays du Sud n'est-elle pas aussi une source de motivation pour les jeunes africains de migrer légalement ou illégalement vers les pays d'origine de ces touristes ?

BIBLIOGRAPHIE

106123. (s. d.). Consulté 26 août 2026, à l'adresse https://whc.unesco.org/document/106123

Andrews, C., De Montesquiou, A., Arevalo Sanchez, I., Dutta, P. V., Paul, B. V., Samaranayake, S., Heisey, J., Clay, T., & Chaudhary, S. (2021). *The State of Economic Inclusion Report 2021 : The Potential to Scale*. The World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1598-0

ATD-livret-A4-tourisme-inclusif-v13interactif.pdf. (s. d.). Consulté 4 juin 2026, à l'adresse https://tourisme-handicaps.org/wp-content/uploads/ATD-livret-A4-tourisme-inclusif-v13interactif.pdf

Balde, C. O., Gueye, T. N., & Ndoye, P. S. (2020). Tourisme et croissance économique inclusive au Sénégal. *Repères et Perspectives Economiques*, *4*(2), Article 2. https://doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/RPE/21541

Ballet, J., & Mahieu, F.-R. (2009). CAPABILITÉ ET CAPACITÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT : REPENSER LA QUESTION DU SUJET DANS L'ŒUVRE D'AMARTYA SEN. *Revue Tiers Monde*, *198*(2), 303-316. https://doi.org/10.3917/rtm.198.0303

Beauchemin, C., & Lessault, D. (2014). Les statistiques des migrations africaines : Ni exode, ni invasion. *e-Migrinter*, (12), 32-43. https://doi.org/10.4000/e-migrinter.417

Bocoum, S. (2024a). Tourisme rural intégré, facteur de résilience des territoires enclavés : Étude du campement villageois dans la localité d'Affiniam (Basse Casamance/Sénégal). *Sciences Eaux & Territoires*, (46), Article 46. https://doi.org/10.20870/Revue-SET.2024.46.8222

Botti, L. (2010). Laurent Botti, Pour une gestion de la touristicité des territoires : Stratégie collective et management de l'attractivité. *Mondes du Tourisme*, (1), 76-80. https://doi.org/10.4000/tourisme.325

Buchheit, P., d'Aquino, P., & Ducourtieux, O. (2016). Cadres théoriques mobilisant les concepts de résilience et de vulnérabilité. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, (16-1). https://doi.org/10.4000/vertigo.17131

Cros, S., Blondel, F., & Leblanc, G. (s. d.). *La révélation des préférences : L' apport de Daniel Kahneman et Amos Tversky*.

d'Aquino, P., Ba, M., Dray, A., & Ba, A. (2025). Application de la théorie des capabilités d'Amartya Sen aux approches participatives d'accompagnement. Exemple de la démarche TerriStories®. *Natures Sciences Sociétés*, *33*(4), 393-404. https://doi.org/10.1051/nss/2026010

Diombéra, M. (2012). Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité. *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, *31*(2), 21-30.

Diombera, M. (2014). Tourisme et développement local : Vers une redéfinition des relations au niveau de la Petite-Côte sénégalaise ? *Études caribéennes*, (26), Article 26. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6736

Elimane, F. P., & Mounirou, N. E. H. (2025). Tourisme Rural et Dynamiques Territoriales au Sénégal : Le Cas de Bona, Somone et Sessène. *African Scientific Journal*, *Vol 03*(N°29). https://doi.org/10.5281/zenodo.15269485

Farvaque, N. (2005). L'approche alternative d'Amartya Sen : Réponse à Emmanuelle Bénicourt. *L'Économie politique*, *27*(3), 38-51. https://doi.org/10.3917/leco.027.0038

Gubert, F. (2010). Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique. *Regards croisés sur l'économie*, *8*(2), 96-105. https://doi.org/10.3917/rce.008.0096

Gueye, M., Jaouhari, S. E., & Alla, L. (2021). Approche participative en tourisme et gouvernance territoriale, quel apport pour le développement territorial ? *Alternatives Managériales Economiques*, *3*(2), 257-277. https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v3i2.27538

Kanté, S. (2025). Chapitre 4. La géographie des routes migratoires irrégulières. *Populations et territoires*, 63-79.

Kouamékan, J. M. K. (2014). *Résilience et sociétés : Concepts et applications*.

La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara occidental et l'océan atlantique, Cheikh Oumar Ba, (2007). (s. d.). Consulté 8 mars 2026, à l'adresse https://afrique-europe-interact.net/files/la_migration_clandestine_s__n__galaise.pdf

le 15/06/2026, P. (2026, juin). *Vulnérabilité* [Terme]. École normale supérieure de Lyon. (ISSN : 2492-7775). Géoconfluences. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/vulnerabilite

Leloup, F., & Maillefert, M. (2022). Développement territorial. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, (Vol. 13, n°3). https://doi.org/10.4000/developpementdurable.21786

L'enquête et ses méthodes : L'entretien [2 ed.] 9782200257736, 2200257732. (s. d.). Dokumen.Pub. Consulté 9 septembre 2026, à l'adresse https://dokumen.pub/lenquete-et-ses-methodes-lentretien-2nbsped-9782200257736-2200257732.html

Leroux, E. (2015). Management du tourisme responsable, vecteur d'innovation environnementale, sociale, économique et territoriale. *Management & Avenir*, *76*(2), 111-119. https://doi.org/10.3917/mav.076.0111

Logossah, K. (2007). Migration et rationnement du marché des biens: *Revue d'économie du développement*, *Vol. 15*(1), 87-111. https://doi.org/10.3917/edd.211.0087

Lutter contre la migration irrégulière : Les politiques de l'UE expliquées. (2017, juillet 13). Thèmes | Parlement européen. https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20170627STO78419/lutter-contre-la-migration-irreguliere-les-politiques-de-l-ue-expliquees

Luyat, M. (2014). Chapitre 1. Qu'est-ce que la perception ? *Les Topos*, 11-21.

Marquet, J., Van Campenhoudt, L., & Quivy, R. (2022). *Manuel de recherche en sciences sociales, 6e édition*. Armand Colin. https://doi.org/10.14375/NP.9782200635114

Marquis, N. (2018). La résilience comme attitude face au malheur : Succès et usages des ouvrages de Boris Cyrulnik. *SociologieS*. https://doi.org/10.4000/sociologies.6633

Martin, C. (2019). Penser la vulnérabilité. Les apports de Robert Castel. *Les Cahiers de la Justice*, *4*(4), 667-677. https://doi.org/10.3917/cdlj.1904.0667

Martinez, F. (2010). L'individu face au risque : L'apport de Kahneman et Tversky. *Idées économiques et sociales*, *161*(3), 15-23. https://doi.org/10.3917/idee.161.0015

Mirari, S. (2024). Management de destinations touristiques : Pratiques et perceptives. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, *5*(6), 582-602.

Monnet, É. (2007). La théorie des « capabilités » d'Amartya Sen face au problème du relativisme. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, (12), Article 12. https://doi.org/10.4000/traces.211

Ngom, A. (s. d.). *«Qui part en migration irrégulière ?» : Analyse des profils de candidats à la migration irrégulière au Sénégal*.

Ngom, A. (2017). Les tentatives d'émigration par la mer de jeunes Sénégalais de Casamance. *Revue des sciences sociales*, (57), Article 57. https://doi.org/10.4000/revss.353

Ouellet, A. (2024). Tourisme rural intégré en Basse-Casamance (Sénégal). Survie d'un projet de développement touristique communautaire en contexte de crise(s) ? *Belgeo. Revue belge de géographie*, (1), Article 1. https://doi.org/10.4000/127hj

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). Chapitre 3. L'être essentiel de l'analyse qualitative. *Collection U*, *5*, 73-102.

Piguet, É. (2013). Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle. *Revue européenne des migrations internationales*, *29*(3), Article 3. https://doi.org/10.4000/remi.6571

publierVol9-Num1-12-24. (s. d.).

Sarr, A. B., & Diombera, M. (2024). Tourisme et développement local dans la commune de Fimela : Le cas du village de Ndangane (Sénégal). *Études caribéennes*, (59). https://doi.org/10.4000/132zt

Sylla, S., Alassane, A., & Ngom, A. (s. d.). *LES DETERMINANTS TECHNOLOGIQUES DE L'EMIGRATION IRREGULIERE AU SENEGAL*.

Tandian, A. (2006). *Barça ou Barsaax : (Aller à Barcelone ou mourir). Le désenchantement des familles et des candidats sénégalais à la migration*. https://doi.org/10.3406/diasp.2006.1073

Termes clés de la migration. (s. d.). International Organization for Migration. Consulté 25 août 2026, à l'adresse https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration

SITOGRAPHIE

Info migrant :
https://www.infomigrants.net/fr/post/64821/plus-de-5-000-migrants-clandestins-interceptes-au-senegal-en-2024

OIM : *Termes clés de la migration*
https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration

UE : *Lutter contre la migration irrégulière*, 2017
https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20170627STO78419/lutter-contre-la-migration-irreguliere-les-politiques-de-l-ue-expliquees

Vulnérabilité *: ressources de géographie pour les enseignants, 2026*
https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/vulnerabilite
https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/tourisme

UNESCO : *convention du patrimoine mondial*
https://whc.unesco.org/document/106123

ONU Tourisme
https://www.untourism.int/fr/glossaire-de-tourisme

Banque Mondiale : *rapport sur l'inclusion socio-économique*
https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/ac8cfc2f-2417-5a05-ae9e-a0f362a6947e/content

Carte du Sénégal :
https://geoconfluences.ens-lyon.fr/images/img-nature-societes/img-ndao/conflit-en-casamance.png/view

SOMMAIRE DES ANNEXES

1.Questionnaire quantitatif.....97

2.Résultats du questionnaire.....106

3.Guide d'entretien destiné aux jeunes.....114

4.Guide d'entretien destiné aux jeunes professionnels et acteurs publics.....115

5.Analyse thématique.....118

6.Fiches de lecture.....119

1.Questionnaire quantitatif

Partagez votre opinion sur le tourisme et l'inclusion socio-économique

Bonjour,

Nous sommes 2 étudiants en Master Tourisme, Parcours Mondes Africains à l'Université d'Angers. Dans le cadre de notre mémoire, nous menons une étude intitulée :

« Tourisme et inclusion socio-économique : un facteur de résilience face aux dynamiques sociales liées aux migrations irrégulières en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal. »

Ce questionnaire vise à mieux comprendre :

- les perceptions des jeunes face à la migration,
- leur rapport au tourisme,
- et le rôle potentiel du tourisme et de l'inclusion socio-économique comme alternative aux migrations irrégulières.

La durée estimée est de **10 à 15 minutes**.
Les réponses sont **anonymes et confidentielles** et seront utilisées uniquement à des fins académiques.

Merci pour votre participation !

* Indique une question obligatoire

Profil socio-démographique

1. **Âge** *

Une seule réponse possible.

- ◯ 18–25 ans
- ◯ 26–35 ans

2. **Niveau d'études** *

Plusieurs réponses possibles.

- [ ] Sans niveau scolaire
- [ ] Primaire
- [ ] Secondaire
- [ ] Formation professionnelle
- [ ] Supérieur

3. **Quelle est votre région de résidence ?**

_____

Migration et projets d'avenir

4. **Avez-vous déjà voyagé hors du Sénégal ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

5. **Si oui, dans quelle destination ?**

_____

6. **Avec quel moyen de transport ?**

Plusieurs réponses possibles.

- [ ] Avion
- [ ] Voie terrestre
- [ ] Voie maritime

7. **Si vous n'avez jamais voyagé, envisagez-vous de le faire un jour ?**

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

8. **Pourquoi ?**

_____

9. **Connaissez-vous des personnes ayant envisagé ou tenté une migration irrégulière ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

10. **Selon vous, quels sont les principaux facteurs qui poussent les jeunes à migrer irrégulièrement ?** *

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Manque d'emploi
- ☐ Difficultés économiques
- ☐ Influence de l'entourage
- ☐ Image idéalisée de l'Europe
- ☐ Manque d'informations sur les risques
- ☐ Autre : _____

11. **Pensez-vous qu'il est difficile de trouver un emploi stable au Sénégal aujourd'hui ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

12. **Pourquoi ?**

13. **Que représente pour vous l'avenir en dehors du Sénégal ?** *

14. **Les réseaux sociaux influencent ils votre perception de l'Europe ou de la migration ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

15. **Si oui comment ?**

TOURISME, INCLUSION ET ALTERNATIVES À LA MIGRATION

16. **Connaissez-vous le concept de tourisme et inclusion socio-économique ?** * Dropdown

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

Passer à la section 3 (DEFINITION DE TOURISME ET INCLUSION SOCIO-ECONOMIQUE).

17. **Si oui que signifie-t-il pour vous ?**

18. **Seriez-vous intéressé(e) par un emploi ou une formation dans le secteur du tourisme (hôtellerie, guidage, artisanat, écotourisme, etc.) ?** *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

19. **Pourquoi ?**

20. **Quels sont les freins à votre engagement dans le secteur du tourisme ?**

Plusieurs réponses possibles.

- [ ] Manque de formation
- [ ] Manque de financement
- [ ] Manque d'information
- [ ] Pressions familiales ou sociales
- [ ] Faible valorisation du secteur

21. **Autre**

22. **Avez-vous déjà envisagé de créer un projet touristique (hébergement, restauration, artisanat, visites guidées...) ?** *

Plusieurs réponses possibles.

- [ ] Oui
- [ ] Non

23. **Si oui lequel ?**

24. **Si vous obteniez un emploi stable et durable dans le tourisme, seriez-vous prêt(e) à rester au Sénégal ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

25. **Pourquoi ?**

_____

_____

_____

_____

_____

26. **Le développement du tourisme local peut-il avoir un impact sur la décision des jeunes d'opter pour la migration irrégulière ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Pas du tout
- ◯ Faiblement
- ◯ Moyennement
- ◯ Fortement
- ◯ Très fortement

27. **Expliquez** *

_____

_____

_____

_____

_____

28. **Pensez-vous que le tourisme profite réellement aux populations locales ?** *

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non
- ◯ Partiellement

29. **Seriez-vous intéressé(e) par un métier du tourisme lié au numérique ?**

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

30. **Pourquoi ?**

31. **Que devraient faire l'État ou les autorités locales pour rendre le tourisme plus accessible aux jeunes ?** *

32. **Selon vous, quelles autres solutions pourraient contribuer à réduire la migration irrégulière des jeunes ?** *

DEFINITION DE TOURISME ET INCLUSION SOCIO-ECONOMIQUE

Le tourisme et l'inclusion socio-économique renvoient à une approche du développement touristique qui vise non seulement à générer des revenus et de l'emploi, mais aussi à garantir que les bénéfices du tourisme profitent à toutes les catégories de la population, notamment les groupes vulnérables ou marginalisés.

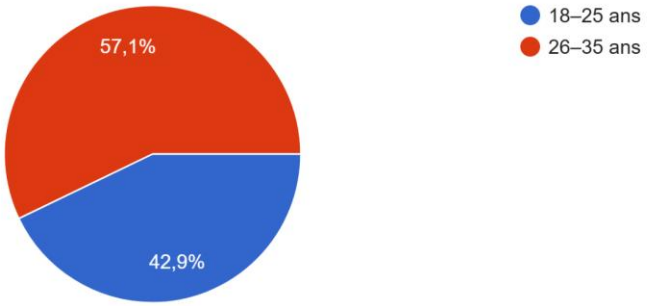
Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google.

Google Forms

2.Résultats du questionnaire

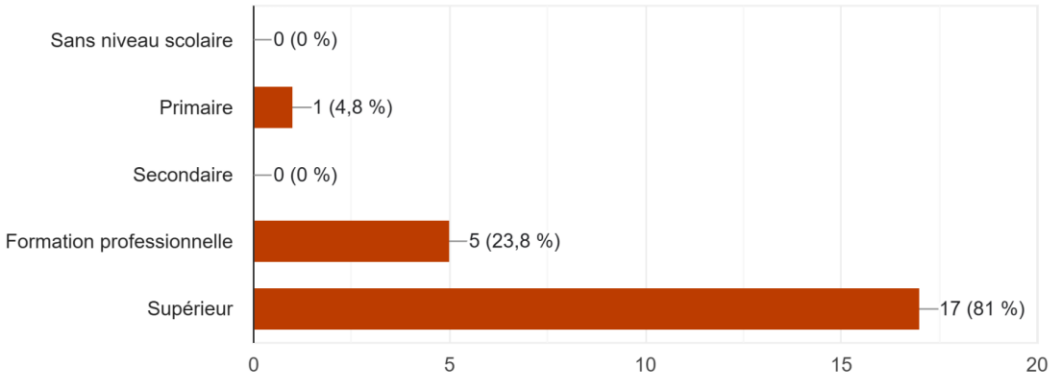
Âge

21 réponses



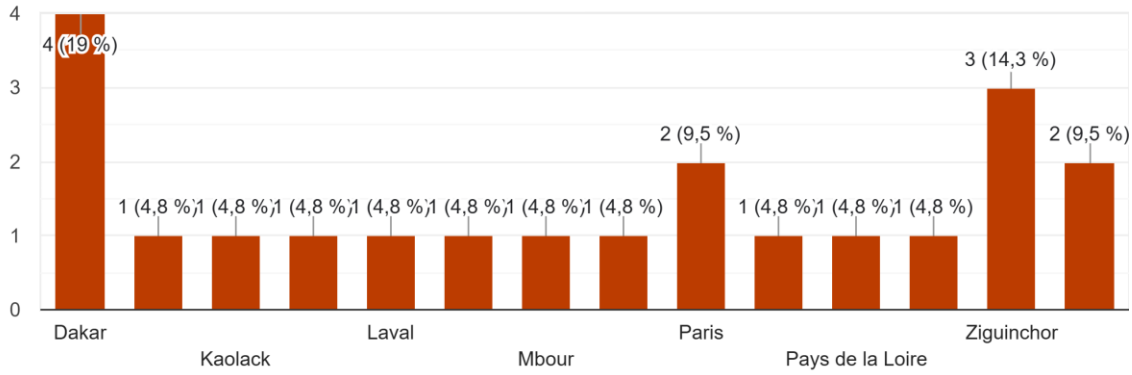
Niveau d'études

21 réponses



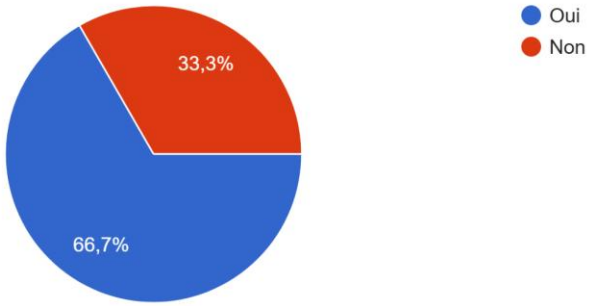
Quelle est votre région de résidence ?

21 réponses



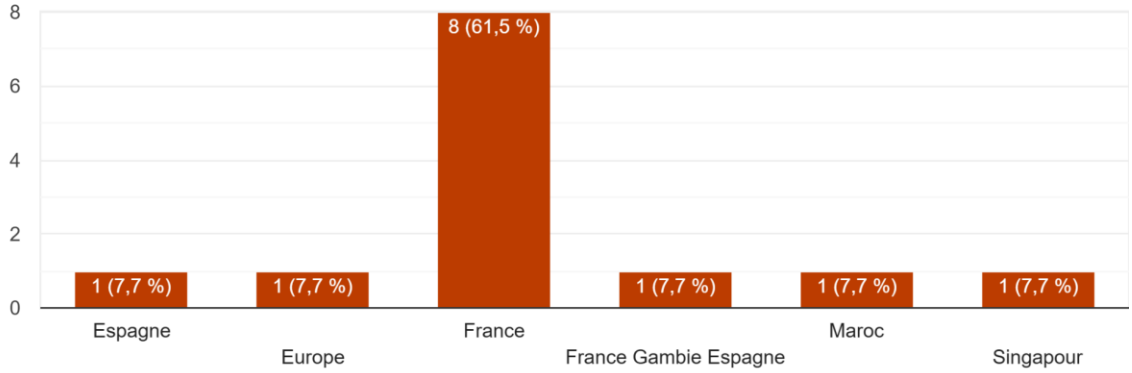
Avez-vous déjà voyagé hors du Sénégal ?

21 réponses



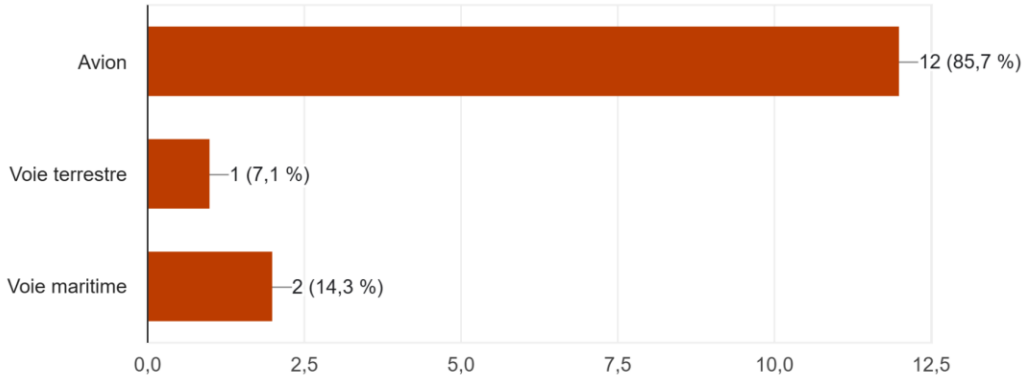
Si oui, dans quelle destination ?

13 réponses



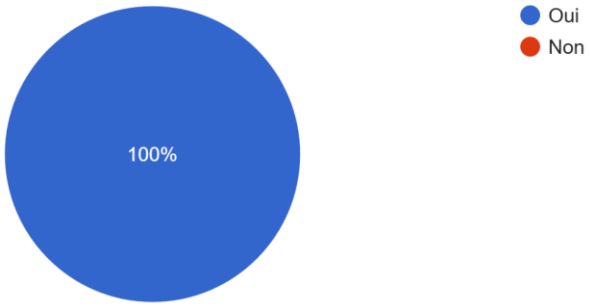
Avec quel moyen de transport ?

14 réponses



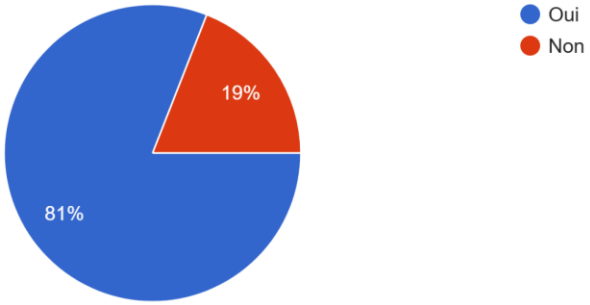
Si vous n'avez jamais voyagé, envisagez-vous de le faire un jour ?

18 réponses



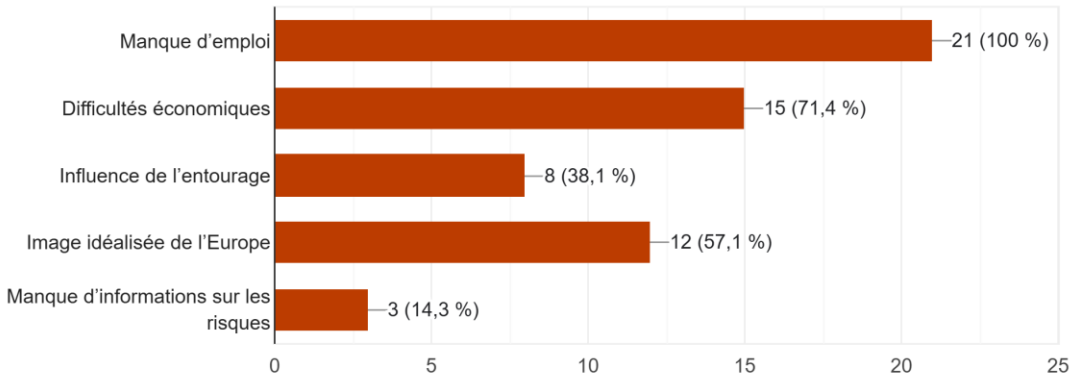
Connaissez-vous des personnes ayant envisagé ou tenté une migration irrégulière ?

21 réponses



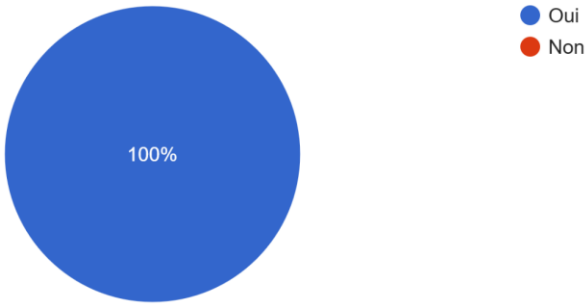
Selon vous, quels sont les principaux facteurs qui poussent les jeunes à migrer irrégulièrement ?

21 réponses



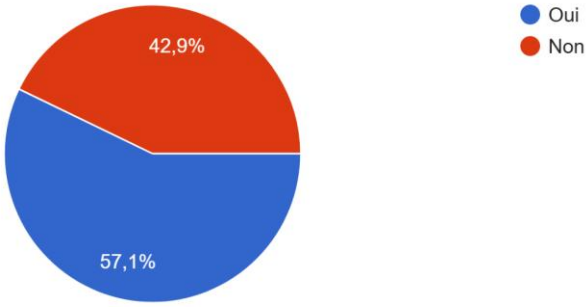
Pensez-vous qu'il est difficile de trouver un emploi stable au Sénégal aujourd'hui ?

21 réponses



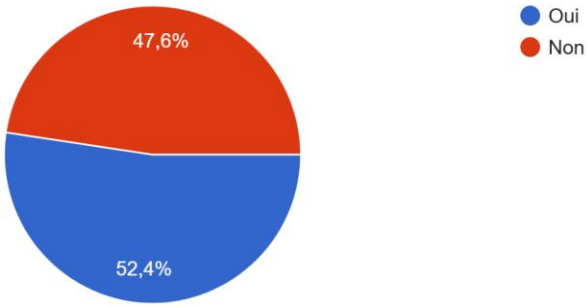
Les réseaux sociaux influencent ils votre perception de l'Europe ou de la migration ?

21 réponses



Connaissez-vous le concept de tourisme et inclusion socio-économique ?

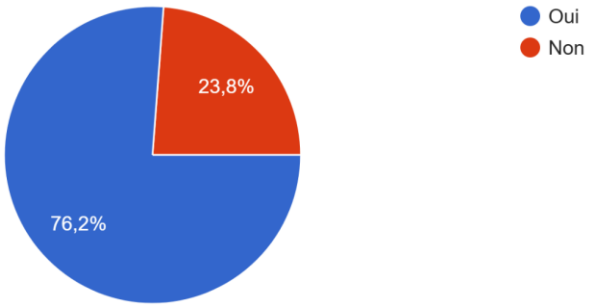
21 réponses



Si oui que signifie-t-il pour vous ? 17 réponses

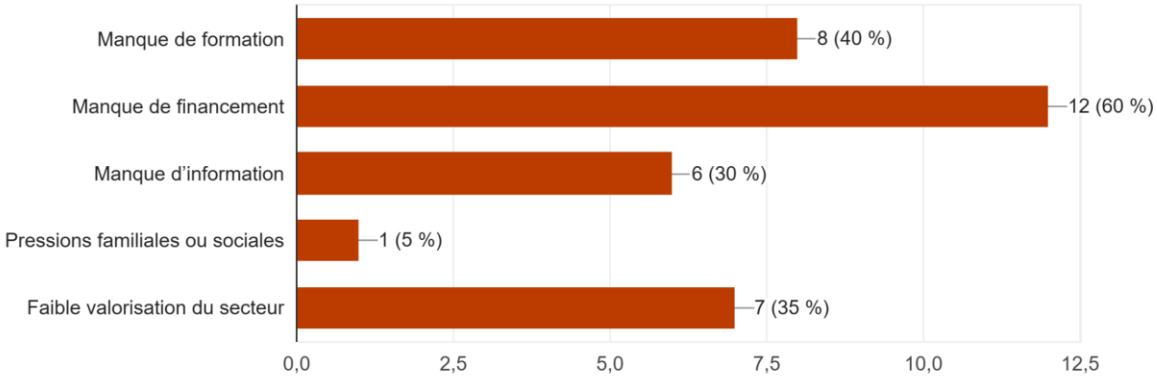
Seriez-vous intéressé(e) par un emploi ou une formation dans le secteur du tourisme (hôtellerie, guidage, artisanat, écotourisme, etc.) ?

21 réponses



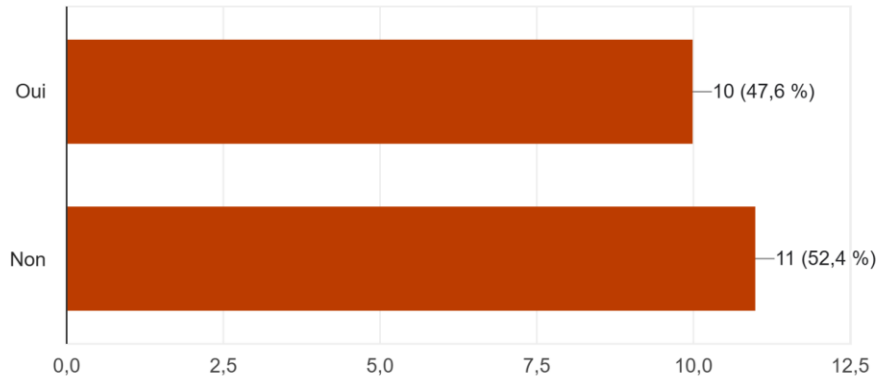
Quels sont les freins à votre engagement dans le secteur du tourisme ?

20 réponses



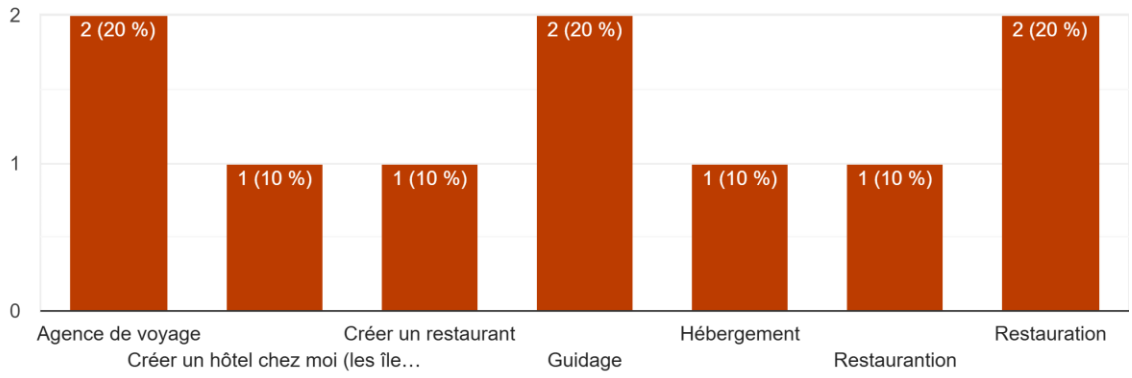
Avez-vous déjà envisagé de créer un projet touristique (hébergement, restauration, artisanat, visites guidées…) ?

21 réponses



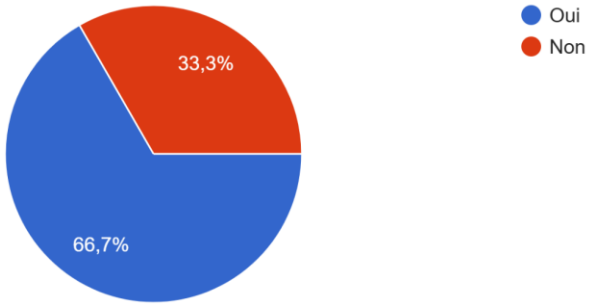
Si oui lequel ?

10 réponses



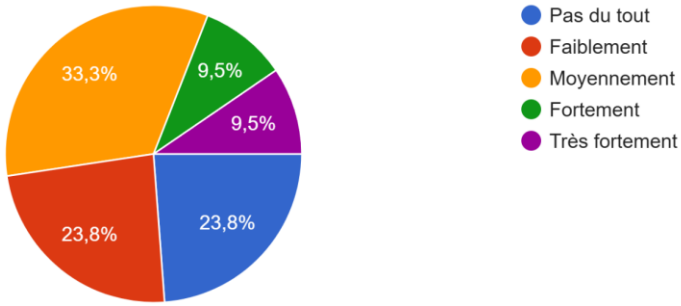
Si vous obteniez un emploi stable et durable dans le tourisme, seriez-vous prêt(e) à rester au Sénégal ?

21 réponses



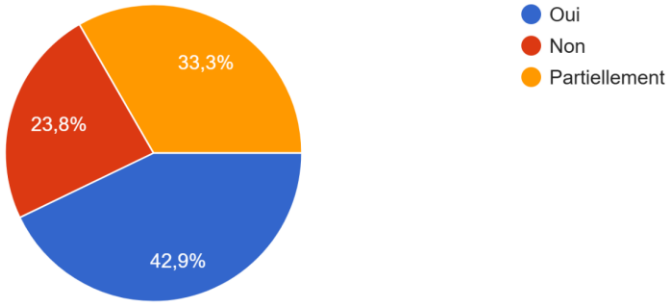
Le développement du tourisme local peut-il avoir un impact sur la décision des jeunes d'opter pour la migration irrégulière ?

21 réponses



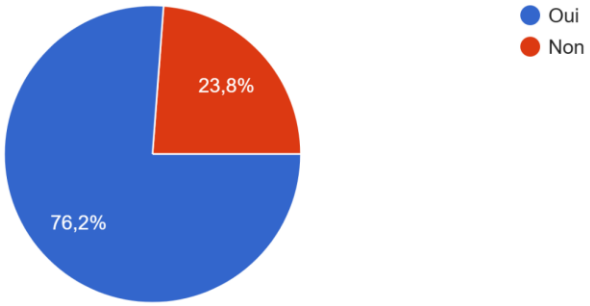
Pensez-vous que le tourisme profite réellement aux populations locales ?

21 réponses



Seriez-vous intéressé(e) par un métier du tourisme lié au numérique ?

21 réponses



3.Guide d'entretien destiné aux jeunes

Introduction

Bonjour, et merci d'avoir accepté de participer à cet entretien.

Dans le cadre de notre Master Tourisme Mondes Africains à l'Université d'Angers, nous menons une étude sur l'impact du tourisme inclusif dans la lutte contre les migrations irrégulières en Afrique de l'Ouest, en nous concentrant plus particulièrement sur le cas du Sénégal.

L'objectif de cet entretien est, d'une part, de comprendre comment le tourisme inclusif peut contribuer à réduire les migrations irrégulières, et d'autre part, d'identifier les principaux facteurs qui les motivent.

Cet échange durera environ 10 à 15 minutes. Vos réponses seront entièrement anonymes et traitées de manière confidentielle. Il ne s'agit pas d'un test : il n'y a donc ni bonne ni mauvaise réponse. Ce qui nous intéresse, c'est votre ressenti et votre expérience personnelle.

Seriez-vous d'accord pour que j'enregistre notre échange afin de pouvoir l'analyser ?

Thème 1 : Emploi et intérêt pour les métiers du tourisme

1. Que faites-vous actuellement comme activité ou travail ?
2. Avez-vous déjà envisagé de travailler dans le tourisme ? Pourquoi ?
3. Quels sont les freins ou obstacles rencontrés dans l'accès à l'emploi ?
4. Vous sentez-vous soutenu(e) par votre entourage ou par des institutions ?

Thème 2 : Représentations de l'Europe et projets migratoires

1. Que représente pour vous l'Europe ?
2. Pensez-vous qu'il est facile de trouver un emploi en Europe ? Pourquoi ?
3. Avez-vous déjà envisagé de partir, ou connaissez-vous des personnes qui l'ont envisagé ?
4. Quels sont selon vous les facteurs qui poussent les jeunes à quitter leur pays ?
5. À votre avis, est-ce facile ou difficile d'entrer en Europe aujourd'hui ? Pourquoi ?
6. Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans cette perception ?

Thème 3 : Tourisme inclusif, emploi local et alternatives à la migration

1. Que pensez-vous du tourisme comme solution de développement local ?
2. Seriez-vous prêt(e) à travailler dans le tourisme si l'occasion se présentait
3. Qu'est-ce qui vous freinerait dans ce choix ?
4. Souhaiteriez-vous entreprendre dans le tourisme ? Avez-vous une idée précise ?
5. Selon vous, comment rendre ce secteur plus attractif ?
6. Avez-vous déjà vu un projet touristique inclusif ?
7. Le tourisme peut-il réduire le besoin de migration ? Pourquoi ?
8. Le handicap est-il pris en compte dans le tourisme selon vous ?
9. Que faudrait-il améliorer localement ?

Conclusion :

Merci d'avoir pris le temps de répondre à ces questions.

Votre point de vue est très important pour mieux comprendre les aspirations, les difficultés et les besoins des jeunes face à l'emploi, au tourisme et à la migration.

Toutes les informations recueillies resteront confidentielles et seront utilisées uniquement à des fins de recherche. Encore merci pour votre participation et votre contribution à ce projet.

4.Guide d'entretien destiné aux jeunes professionnels et acteurs publics

Thème 1 : le tourisme inclusif et le développement local

1.Selon vous quel est l'impact du tourisme dans cette zone ?

2.Comment définissez-vous le tourisme inclusif ?

3.Est-ce que les jeunes sont impliqués dans les activités touristiques ?

4.Quels sont selon vous les avantages du tourisme pour les jeunes ?

5.Pensez-vous que le développement d'un tourisme inclusif, intégrant les personnes en situation de handicap, peut être bénéfique pour l'ensemble de la population ?

6.Est-ce que le tourisme rural intégré en Basse-Casamance favorise, selon vous, un développement inclusif ?

Thème 2 : Tourisme, lutte contre la pauvreté et migrations irrégulières

1.Le tourisme peut-il, selon vous, être un moyen efficace de lutte contre la pauvreté ?

2.Pensez-vous que le tourisme inclusif peut contribuer à limiter l'exode rural ?

3.Selon vous, en quoi le tourisme inclusif pourrait-il inciter les jeunes Sénégalais à rester dans leur région au lieu d'émigrer ?

4.Quels sont les leviers à activer pour les mobiliser ?

5.Le tourisme a-t-il, selon vous, un impact négatif sur la population, en particulier sur la jeunesse ?

6.Avez-vous des exemples de jeunes ayant réussi ?

Thème 3 : Tourisme inclusif et emploi des jeunes

1.Pensez-vous que les jeunes s'intéressent réellement aux métiers du tourisme ?

2.Que pourrait-on faire, selon vous, pour développer les activités touristiques de manière qu'elles profitent davantage aux jeunes ?

3.Quelles compétences ou formations pensez-vous nécessaires pour que les jeunes puissent accéder aux métiers du tourisme dans votre région ?

4.À votre avis, les jeunes perçoivent-ils le tourisme comme un secteur porteur d'avenir ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

5.Quels obstacles empêchent, selon vous, les jeunes de s'insérer dans le secteur du tourisme ?

6.Quels types d'emplois ou d'activités touristiques pourraient être spécifiquement développés pour les jeunes en milieu rural ?

7.Le secteur touristique local propose-t-il des opportunités d'auto-emploi ou d'entrepreneuriat pour les jeunes ?

8.Comment les autorités locales ou les organisations communautaires pourraient-elles mieux soutenir l'insertion professionnelle des jeunes dans le tourisme ?

9.Selon vous, en quoi un tourisme plus inclusif (socialement, économiquement, physiquement) pourrait-il renforcer la création d'emplois durables pour les jeunes ?

10.Le tourisme saisonnier représente-t-il un frein ou une opportunité pour l'emploi des jeunes ? Pourquoi ?

11.Le tourisme lié au handicap est-il développé dans votre région ?

12.Avez-vous des suggestions à nous donner par rapport à notre recherche ?

Conclusion : Nous vous remercions vivement pour le temps que vous avez accordé à cet entretien. Votre témoignage et vos réflexions sont essentiels pour mieux comprendre les enjeux du tourisme inclusif dans notre région et son potentiel en tant que levier de développement local, de création d'emplois pour les jeunes, et de lutte contre les migrations irrégulières. Les informations recueillies seront analysées de manière confidentielle et contribueront à formuler des recommandations concrètes pour renforcer un tourisme plus inclusif, durable et bénéfique pour toutes les couches de la population, notamment la jeunesse et les personnes en situation de handicap.

Votre participation est précieuse pour envisager ensemble des solutions adaptées aux réalités locales. Merci encore pour votre collaboration.

5.Analyse thématique

Thème principal	**Sous-thèmes / Catégories de codage**	**Exemples de verbatims**
1. Parcours professionnel et aspirations	Activité actuelle Accès à l'emploi Difficultés rencontrées Formations suivies ou souhaitées	« Je ne fais rien » « Je suis étudiant » « manque d'emplois » « Il y a trop de Bra long »
2. Perceptions de la migration	Représentations de l'Europe Raisons du départ Connaissances ou récits de migration irrégulière	« Il a plus d'opportunités là-bas » « Le manque de travail » « Refus de visa » « Il y a trop de chômage ici au Sénégal »
3. Influence des réseaux sociaux	Perception de l'étranger via réseaux Influence sur les projets de départ	« Il a une grande influence » Il y a plus de travail là-bas » « Photo, image »
4. Attitudes face au tourisme	Connaissance du secteur	« S'il y des campements » « Beaucoup de revenues »
5. Obstacles à l'engagement dans le tourisme	Manque de moyens Manque de formation ou d'information Contraintes sociales (genre, famille, mobilité)	« Manque de financement » « Manque de moyen » « Pas de diplôme »

6. Initiatives entrepreneuriales	Idées de création Réalisme des projets Besoin d'accompagnement	« Guidage » « Construire un campement »
7. Politiques publiques et attentes	Opinion sur l'action publique Suggestions concrètes	« Financement » « Promotion » « Stabilité politique » « La formation des jeunes »
8. Liens entre tourisme et migration	Tourisme comme alternative crédible	« S'il y avait assez de travail » « Par rapport à la création d'emploi »

6.Fiches de lecture

1. Référence bibliographique

Auteur : Etienne Piguet

Année : 2013

Titre : Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle

Titre de la revue : Revue européenne des migrations internationales

Volume/numéro/pages : vol. 29, n° 3, p. 141-161 2.

2.Contexte et problématique :

Sujet général : l'article nous parle des facteurs explicatifs de la prise de décision migratoire Problématique étudiée : pourquoi migre-t-on ? Autrement dit, quelles sont les motivations qui poussent à une personne ou un groupe de personne de migrer ? Objectif de l'article : l'auteur propose dans cet article une synthèse théorique des migrations en tant que déplacement dans l'espace en abordant différentes approches disciplinaires tel que la géographie, la psychologie, l'économie, la sociologie, l'anthropologie ou encore la démographie.

3.Principales approches théoriques présentées :

Les approches classiques de l'étude des migrants, la théorie économique néoclassique : Cette théorie néoclassique considère la migration comme un facteur

économique, c'est-à-dire que les individus décident de migrer quand ils estiment qu'il y a une disparité économique notamment salariale entre leurs zones géographiques et la destination choisie ou la destination d'arrivée.

La nouvelle économie de migration :

Cette théorie s'oppose à la théorie néoclassique et suppose que la migration n'est pas une décision individuelle mais plutôt collective notamment familiale. Les facteurs de la migration ne sont pas seulement liés aux problèmes économiques mais aussi aux aléas de la vie comme par exemple, les conséquences du changement climatique.

Les approches issues de la psychologie sociale, les théories de la motivation :

L'article évoque les théories de la motivation en se focalisant sur la psychologie sociale pour montrer que le désir de réussir sa vie, la recherche de nouvelles conditions de vie peuvent aussi pousser l'être humain à migrer. Dans ce même contexte, certains chercheurs pensent que le migrant n'est pas totalement libre dans la prise de décision à cause des normes sociales et culturelles.

Les approches sociologiques et géographiques, la théorie des réseaux et du capital social : Contrairement aux théories précédentes qui mettent l'accent sur les individus, certaines sont centrées sur les réseaux sociaux. Nouveaux dire, l'existence de migrants antérieurs dans une région ou une communauté facilite la décision de migrer en étant un intermédiaire pour fournir des informations et faciliter aussi l'installation de nouveaux migrants à l'arrivée.

4.Apports et limites de l'article :

Les apports :

L'article propose un pluralisme théorique issu de la littérature scientifique avec une dimension multidisciplinaire (géographie, sociologie, économie, psychologie, l'anthropologie ou encore la démographie). Cela nous permet de voir la complexité des phénomènes migratoires mais aussi de comprendre comment les différentes disciplines théorises les migrations. L'article met en lumière les différentes analyses théoriques en démontrant que la migration n'est pas seulement un facteur économique mais aussi un facteur social, de réseaux entre autres. Cela nous aidera à faire des critiques scientifiques dans notre travail de recherche.

Les limites : L'article se limite seulement aux facteurs, motivations et prise de décision migratoires mais n'aborde pas les conséquences liées aux migrations. Bien que la diversité des théories soit intéressante, mais elle présente aussi moins de cohérence et rend difficile la comparaison des différentes approches.

Fiche de lecture :

1.Référence bibliographique

Auteur : Flore Gubert

Année : 2010

Titre : Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique

Titre de la revue : Regards croisés sur l'économie

Volume/numéro/pages : n° 8 (2010/2), pages 96-105

2.Contexte et problématique

L'article fais une étude sur des théories microéconomique en se basant sur des modèles classiques mais aussi des modèles récents. Problème étudié : qu'est-ce qui incite un individu à migrer du point de vue de la théorie économique ? Objectif de l'étude : l'article vise à faire une analyse synthétique des modèles économiques sur les migrations.

3.Les principales approches économiques présentées

Les modèles fondateurs :

Le modèle d'économie duale proposé par Lewis (1954) se compose de deux secteurs économiques, le secteur agricole et secteur industriel en montrant que la migration a un effet positif car elle permet de remettre au même niveau les différences de rémunération entre les secteurs. Le modèle de Todaro affirme que le migrant est un individu rationnel car il compare les salaires entre sa zone de départ et celui d'arrivée.

La théorie du capital humain :

Le modèle de Sjaastad (1962) considère que la prise de décision migratoire est individuelle, c'est-à-dire que les individus décident de migrer en fonction de leur capital humain en espérant que ça leur donne des avantages dans le pays de destination. Ce modèle explique pourquoi tous les individus ne migrent pas même s'ils vivent dans les mêmes conditions, donc la migration dépend du profil individuel ou du capital humain.

La migration comme outil de diversification du risque :

Cette approche théorique nous montre que les ménages du secteur rural dans les pays en développement sont souvent confrontés aux risques liés à l'instabilité de leurs revenus issus de l'activité agricole. Donc, dans ce cas la migration est perçue comme une échappatoire face à des incertitudes.

5.Les apports et limites de l'article

Les apports : l'article analyse les théories micro-économiques de la migration ce qui nous permet de comprendre les fondements théoriques économiques des migrations. La théorie sur le capital humain est très importante car elle nous permet d'analyser les migrations internationales ou internes. L'utilisation des théories économique est pertinente car ça facilite notre compréhension et ça nous permet aussi de les comparer avec d'autres approche et ainsi avoir une vision complète des migrations. Nous pouvons nous appuyer sur cette étude pour nous questionner sur la question de savoir est-ce que l'approche économique suffit-elle pour expliquer les phénomènes migratoires ? ou est-ce qu'il faut recourir à d'autres approches ?

Les limites : l'approche se limite seulement à la rationalité de l'individu et au capital humain ce qui n'ouvre pas la réflexion sur d'autres aspects qui peuvent être des facteurs de migration. Cette approche représente des lacunes dans le sens où, il existerait d'autres contextes comme des crises politiques ou d'insécurité elle va perdre alors sa pertinence scientifique.

Fiche de lecture

1.Référence bibliographique

Auteurs : Pauline Buchheit, Patrick d'Aquino, Olivier Ducourtieux

Année : 2016

Titre : Cadres théoriques mobilisant les concepts de résilience et de vulnérabilité

Titre de la revue : la revue électronique en sciences de l'environnement

Volume/numéro/pages : vol. 16, n°1

2.Contexte et problématique

Les concepts de vulnérabilité et de résilience sont abordés dans de nombreuses disciplines pour analyser comment les groupes sociaux ou les territoires s'adaptent-ils face aux défis auxquelles ils font face, mais force est de constater que ces concepts sont parfois opposés dans certaines analyses scientifiques. Problématique étudiée : dans quelle mesure cette ligne de démarcation entre résilience et vulnérabilité résiste-t-elle à l'analyse des différents cadres théoriques mobilisant chacun des concepts ? Objectif de l'étude : le but de cette étude est d'analyser les différentes théories qui mobilisent la notion de vulnérabilité et de résilience en donnant leurs apports et lacunes puis en proposant un cadre théorique qui relie les deux concepts.

3.Les principales approches économiques présentées

L'article nous présente deux angles d'analyses basés sur les notions de vulnérabilité et de résilience.

Analyse sur la résilience :

Ces cadres théoriques insistent sur les trajectoires des systèmes socioécologiques. L'article s'inspire sur les travaux socioécologiques qui sont des approches de gestion pour promouvoir la résilience des écosystèmes face aux imprévus en tenant en compte les activités humaines sur les écosystèmes. D'autres approches se focalisent seulement sur l'aspect sociale pour mesurer la capacité d'une communauté à se réorganiser pour donner suite à des changements brusques.

Cadres théoriques sur la vulnérabilité :

Ces cadres mettent l'accent sur les facteurs de risque liés aux catastrophes naturelles qui affectent les populations ou l'économie d'une société et les mécanismes d'adaptation de ces populations face à ces aléas naturels. Certains travaux n'abordent pas directement les conséquences de ces catastrophes mais plutôt les facteurs des crises sociales afin de mettre en place des pistes de résolution. Donc, les cadres théoriques de la vulnérabilité analysent les causes des problèmes environnementaux ou sociaux d'un territoire.

Divergences et complémentarités entre la théorie de résilience et celle de la vulnérabilité :

Les chercheurs montrent que ces deux approches sont différentes mais complémentaires. Les premières différences c'est la finalité des analyses de chaque approche, la première concerne la résilience qui étudie les systèmes socioécologiques et la deuxième c'est la vulnérabilité qu'en à elle met l'accent sur les causes des aléas naturels et ses conséquences. En ce qui concerne la complémentarité de ces deux approches, les auteurs montrent que les relations sociales déterminent les deux processus de résilience et de vulnérabilité.

4.Apports et limites de l'article :

Apports : l'article fait une étude claire sur les principales approches qui mobilisent les concepts de résilience et de vulnérabilité avec notamment leurs points de convergences et de divergences. Il met également en lumière les différents objets d'analyse c'est-à-dire les acteurs et les dynamiques systémiques. L'article propose aussi un cadre d'analyse qui relie les deux approches ce qui permet d'avoir une

analyse plus approfondie. L'approche participative proposé par l'auteur nous permet de comprendre comment la bonne gestion des crises peut favoriser l'inclusion d'une communauté.

Limites : l'analyse des cadres accès sur l'environnement peut limiter la prise en compte de certaines dimensions (instabilité politique, chômage, manque d'emploi, pauvreté). Nous constatons que le cadre intermédiaire proposé par l'auteur reste théorique, ce qui, peut rendre difficile sa mise en œuvre pratique. L'approche participative est intéressante mais elle représente des risques d'inefficacité face à des changements inattendues qui nécessitent des alternatives rapides et efficaces.

Fiche de lecture

1.Référence bibliographique

Auteur : Kouamékan J.M. Koffi

Année : 2014

Titre : Résilience et sociétés : Concepts et applications

Titre de la revue : Ethics and Economics

Volume/numéro/pages : vol. 11 (1)

2.Contexte et problématique

Cet article propose une étude dédiée à la résilience dans les sociétés, et tente de mettre en place une approche interdisciplinaire du concept de résilience sociale. Il vise aussi à monter à travers des études de cas différentes comme (Côte d'Ivoire, Madagascar, Rwanda, Sénégal, Manchester (R.U) et Charleroi (Belgique)) la complexité d'une approche interdisciplinaire de la résilience. Problématique étudiée : l'auteur s'interroge sur les liens entre résilience et sociétés autrement dit comment la résilience peut être analyser sur le plan individuel mais aussi collectif.

3.Les différentes approches de la résilience

L'article distingue deux grandes variations analytiques de la résilience :

La résilience des systèmes écologiques et socioécologique :

Cette approche inspirée de l'écologie considère la résilience comme la capacité d'un système qui peut être naturel ou sociale à s'adapter face aux chocs et la capacité à se réorganiser à l'issu d'un problème.

La résilience humaine et sociale :

Cette approche analyse la résilience non pas sous l'angle écologique ou naturel mais plutôt sur l'individu notamment les groupes sociaux en tant qu'acteurs qui font face à des problématiques sociaux d'ordre économique, politique ou environnementales. Dans ce cas précis, la résilience se définie comme une capacité collective basée sur des normes sociales.

4.Apports et limites de l'article

Apports : l'approche interdisciplinaire est très intéressante dans la mesure ou elle permet de croiser le cadre écologie, sociologie, économie entre autres, et cela facilite la compréhension de la pluralité des analyses de la résilience. L'auteur fait une critique scientifique sur l'utilisation abusif du concept de résilience ce qui favorise la rigueur de la recherche scientifique.

Limites : la différence des approches rend l'analyse plus difficile car la résilience abordée sous l'angle écologique ne peut pas être transposée directement sous un axe social. Evaluer la résilience d'une société cause de véritable difficulté, contrairement au système écologique.

Fiche de lecture

1. Référence bibliographique

Auteur : Laurent Botti

Année : 2010

Titre : Pour une gestion de la touristicité des territoires : stratégie collective et management de l'attractivité.

Titre de la revue : Monde du tourisme, revue pluridisciplinaire de recherche

Volume/numéro/pages : p. 76-80

2.Contexte et problématique

L'article aborde le tourisme dans le champ disciplinaire des sciences de gestion plus précisément en management des territoires dans un contexte ou le tourisme a besoin d'être bien manager car c'est un secteur où la concurrence est très présente. Il s'inscrit dans une réflexion sur le management territorial, la coopération entre les acteurs avec l'implication des locaux. Problématique étudiée : comment gérer avec performance la touristicité d'un territoire ? Cette problématique renvoi à une gestion collaborative et un management bien structuré de l'attractivité touristique.

3.Cadre théorique mobilisé :

Le cadre théorique de l'article repose sur plusieurs aspects, notamment le management territorial, la gouvernance collaborative et la dimension de la touristicité. L'auteur s'appuie sur la gouvernance collaborative pour montrer qu'une destination ne peut pas améliorer son attractivité sans une gestion collaborative. Il parle aussi du marketing territorial pour monter son importance dans la création d'une belle image d'une destination touristique. L'aspect social est aussi évoqué comme un espace symbolique qui permet de créer de l'expérience chez le touriste.

4.Apports et limites de l'article

Apports : nous constatons que l'auteur a conceptualisé une notion qui est peu utilisée dans la revue de littérature à savoir la touristicité ce qui enrichi les concepts scientifiques dans le domaine du tourisme. L'auteur a également utilisé plusieurs théories. Cette pluralité théorique est importante dans un domaine transversal comme le tourisme. La mise en avant d'une gestion collaborative nous permet de comprendre dans le cadre de notre travail de recherche que la gestion touristique doit se reposer sur cette collaboration pour rendre les destinations plus attractives et ainsi transformé les crises migratoires.

Limites : bien que le terme touristicité est riche, il reste conceptuel et manque d'apport scientifiques. La réflexion met l'accent sur l'attractivité, la gestion collaborative mais elle n'aborde pas les questions de durabilité qui sont quand même nécessaire dans le management touristique des territoires.